

MESSAGE N° 132

19 mai 2009

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif au plan de soutien de l'Etat de Fribourg, destiné à contrer les effets de la crise économique.

Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. En général

1.1 La crise économique et financière

- 1.1.1 Définitions
- 1.1.2 Origines de la crise actuelle

1.2 En Suisse

- 1.2.1 En général
- 1.2.2 Marché du travail
- 1.2.3 Prévisions

1.3 Dans le canton de Fribourg

- 1.3.1 En général
- 1.3.2 Marché du travail

2. Les mesures déjà prises en vue de contrer les effets de la crise

2.1 Mesures prises par la Confédération

- 2.1.1 Première phase des mesures de stabilisation fédérales
- 2.1.2 Seconde phase des mesures de stabilisation fédérales
- 2.1.3 Troisième phase des mesures de stabilisation fédérales

2.2 Mesures prises dans le cadre de la collaboration intercantonale

2.3 Mesures prises par le canton de Fribourg

- 2.3.1 «Task Force»
- 2.3.2 Rencontre avec les entreprises du canton
- 2.3.3 Rencontre avec les syndicats du canton
- 2.3.4 Rencontre avec la Confédération
- 2.3.5 Consultation des services
- 2.3.6 Mesures prises pour le renforcement de l'aide aux chômeurs et aux entreprises
- 2.3.7 Mesures prises dans le cadre du bouclage des comptes 2008
- 2.3.8 Mesures prises dans le cadre du budget 2009
- 2.3.9 Autres mesures
- 2.3.10 Récapitulation

3. Plan cantonal de soutien à l'économie

3.1 Conditions à l'établissement du plan de soutien

- 3.1.1 Montant alloué
- 3.1.2 Critères de choix des mesures

3.2 Stratégie: 3 axes d'intervention

3.3 Domaines d'intervention

4. Mesures proposées dans le cadre du plan de soutien

4.1 Domaine «Soutien à l'emploi, formation continue et soutien à la jeunesse»

- 4.1.1 Emploi et jeunesse
- 4.1.2 Formation continue
- 4.1.3 Autres mesures d'accompagnement
- 4.1.4 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Soutien à l'emploi, formation continue et soutien à la jeunesse»

4.2 Domaine «Innovation»

- 4.2.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Innovation»

4.3 Domaine «Infrastructures»

- 4.3.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Infrastructures»

4.4 Domaine «Energie»

- 4.4.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Energie»

4.5 Domaine «Transports publics»

- 4.5.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Transports publics»

4.6 Environnement, agriculture et alpages

- 4.6.1 Environnement

- 4.6.2 Agriculture et alpages

- 4.6.3 Résumé des coûts pour les mesures des domaines environnement, agriculture et alpages

4.7 Vue d'ensemble des coûts du plan cantonal de soutien à l'économie

5. Autres conséquences du projet

5.1 Incidences sur l'effectif en personnel

5.2 Autres incidences

5.3 Bases légales et allocation des crédits

6. Commentaires relatifs au projet de décret

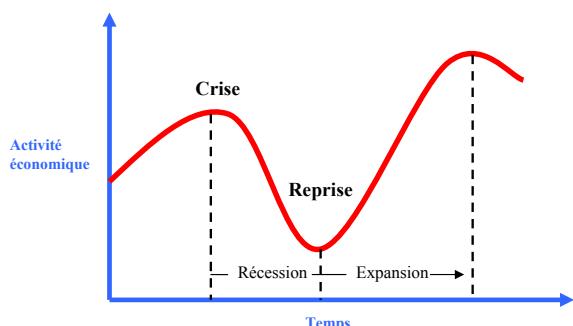
1. EN GÉNÉRAL

1.1 La crise économique et financière

1.1.1 Définitions

La crise économique se définit comme un retournement brutal de la conjoncture, lequel se traduit par un excès de l'offre, immédiatement suivi par une contraction de l'activité économique. Ce phénomène entraîne notamment un recul de l'activité, une hausse du chômage, une érosion du pouvoir d'achat, une baisse du produit intérieur (PIB) et un accroissement du nombre de faillites des entreprises. La crise économique peut être la conséquence d'une crise financière, soit le grave dysfonctionnement de la sphère financière qui peut concerner les marchés boursiers (effondrement des cours), les réserves officielles de change, le crédit (créances massivement irrécouvrables) et/ou le système bancaire (risques excessifs et panique des déposants).

S'il est unanimement reconnu que les crises économiques suivent des cycles, plus difficile est d'en prévoir la durée. Il est en revanche plus aisément d'en déterminer les phases, qui, selon la majorité des économistes, sont au nombre de quatre: crise, récession, reprise et expansion. En réalité, les cycles économiques se déroulent rarement selon une mécanique de «schéma idéal»: l'ampleur des phénomènes et leur périodicité varient d'un cycle à l'autre, en régularité et en amplitude. Les cycles peuvent néanmoins être résumés selon le schéma suivant (source: internet):



1.1.2 Origines de la crise actuelle

Durant l'été 2007, les institutions financières américaines sont entraînées dans de graves difficultés en raison du début de la crise des «subprimes», provoquée par le défaut massif de couverture des prêts hypothécaires accordés aux ménages américains en vue de l'acquisition de leur logement. Malgré l'injection soutenue de liquidités sur le marché des prêts interbancaires, les établissements financiers présentent des bilans dégradés et subissent les incertitudes liées à leur capacité à rembourser leurs créanciers. Une aggravation de la situation est provoquée en partie par la faillite de la banque d'investissements multinationale «Lehman Brothers» en date du 15 septembre 2008. Cette faillite entraîne la chute des cours boursiers et un resserrement du crédit qui touche les entreprises et les ménages. Pour tenter de sauver le système monétaire et financier, les gouvernements initient des plans de soutien aux banques (injection de capital et mesures de garanties). Ces plans ne suffisent pas à rééquilibrer le bilan des banques qui connaissent une nouvelle phase de difficultés en janvier 2009.

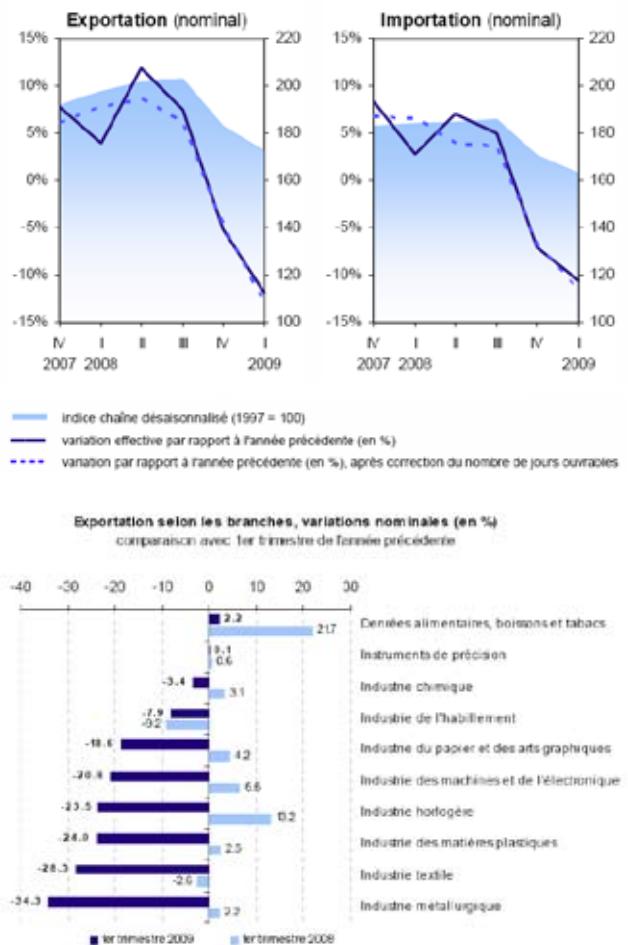
La crise économique actuelle est donc la conséquence d'une crise financière initiée aux Etats-Unis dès 2007, à laquelle s'ajoutent la fin d'une phase de cinq ans de forte croissance mondiale provoquée par un excédent de liquidités et la hausse des matières premières, en particulier le pétrole et les produits agricoles. Cette crise se traduit par la dégradation de l'économie dite «réelle», soit des conditions prévalant aux échanges de biens, de services, de capitaux et de travail. Ainsi, le PIB des Etats-Unis, première économie mondiale, a reculé de 6,3% au quatrième trimestre 2008, plombé par une chute brutale de l'investissement des entreprises. La croissance de l'économie américaine sur l'ensemble de l'année 2008 aura donc été de 1,1%, son niveau le plus faible depuis 2001. Après avoir augmenté de 3% au troisième trimestre, les exportations du pays ont baissé de 23,6%. Les dépenses de consommation, qui contribuent en temps normal à plus des deux tiers de la croissance de l'économie américaine, ont reculé de 4,3% (Source: Journal «Le Monde» 26 mars 2009). On peut encore ajouter que selon les chiffres provisoires pour le premier trimestre 2009, publié le 29 avril par le gouvernement américain, une baisse de 6,1% du PIB des Etats-Unis par rapport au premier trimestre 2008 est constatée.

1.2 En Suisse

1.2.1 En général

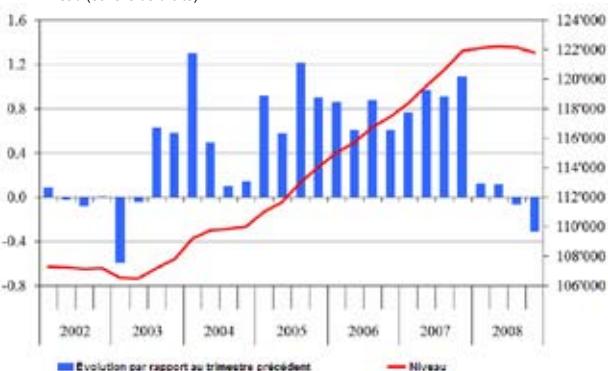
Tout comme la plupart des institutions financières actives sur les marchés internationaux, les grandes banques suisses ont été touchées de plein fouet par la crise financière. A titre d'exemple, UBS, première banque suisse, a ainsi bouclé son exercice 2007 sur une perte historique de 4,4 milliards de francs, après avoir inscrit des amortissements de 21,3 milliards de francs dans les «subprimes». En 2008, la situation de la banque est devenue telle que, pour éviter la faillite, la Confédération et la Banque nationale suisse (BNS) ont initié un plan de sauvetage de l'institution financière au mois de décembre 2008. Ce plan, chiffré à hauteur de 60 milliards de dollars, a consisté en la création d'une société à but spécial capitalisée à hauteur de 6 milliards de dollars par l'UBS, à laquelle ont été vendus les «actifs toxiques» de la banque pour un montant de 54 milliards de dollars financé par un prêt à long terme de la BNS.

La crise économique mondiale n'a pas tardé à avoir des effets également sur l'économie suisse. En effet, dans la deuxième moitié de l'année 2008, la Suisse a connu une forte baisse de ses exportations, due principalement au ralentissement des échanges internationaux. Durant le premier trimestre de l'année 2009, le commerce extérieur suisse s'est littéralement écroulé. Les exportations ont chuté de 11,9% et les importations de 10,6%, toutes les branches exportatrices étant touchées, la métallurgie et l'horlogerie en tête (sources: administration fédérale des douanes, communiqué du 23 avril 2009).



Bien évidemment, la réduction des performances des entreprises suisses sur les marchés internationaux implique un repli du PIB national. Selon les données du SECO, le PIB réel du pays s'est contracté au 4^e trimestre 2008 de 0,3% par rapport au trimestre précédent et de 0,6% par rapport au 4^e trimestre 2007. Cette contraction est illustrée par le schéma suivant (source: SECO):

Evolution du PIB en Suisse :
Par rapport au trimestre précédent (échelle de gauche)
Niveau (échelle de droite)

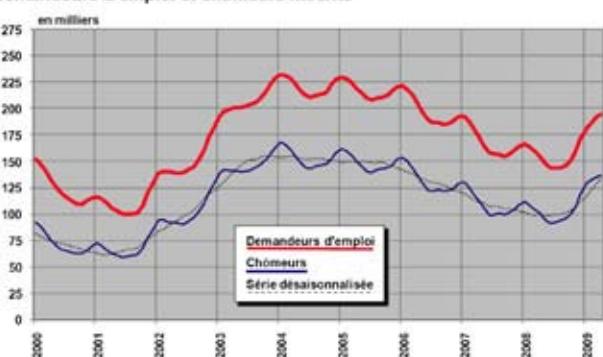


1.2.2 Marché du travail

Face à la dégradation des conditions de marché, les entreprises suisses ont initié des mesures relatives à la gestion des coûts qui concernent essentiellement le personnel et impliquent un gel des embauches, des départs en retraite anticipée ou encore des licenciements. Les entreprises cherchent aussi à réduire leurs frais fixes, par exemple en réduisant les coûts inhérents à la complexité des opérations. Elles remettent à plus tard les investissements non impératifs, élaborent des stratégies de substitution et échafaudent d'éventuels scénarios d'urgence. Les entreprises constatent également une dégradation de la morale de paiement de leurs clients (Etude «L'impact de la crise économique sur les entreprises suisses», PricewaterhouseCoopers, mars 2009).

Conséquence de ce qui précède, la situation du marché du travail en Suisse s'est péjorée durant ces derniers mois. De 2,6% (moyenne en 2008), le taux de chômage national a passé à 3,5% à la fin avril 2009, l'augmentation étant particulièrement marquée dès novembre 2008 (+ 1 points entre fin octobre 2008 et fin avril 2009). A la fin du mois d'avril 2009, ce ne sont donc pas moins de 136 709 personnes qui se trouvaient en situation de recherche d'emploi. L'évolution du taux de chômage en Suisse ressort du tableau suivant (source: SECO; Situation sur le marché du travail en avril 2009):

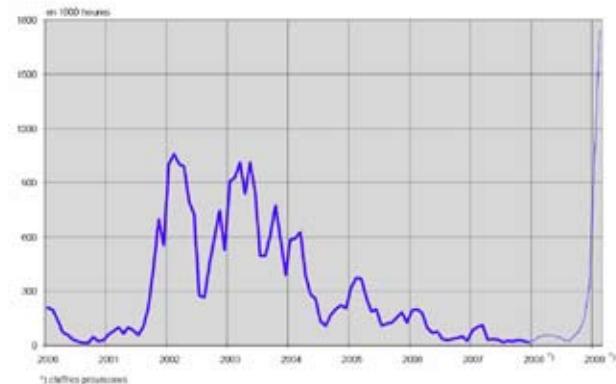
Demandeurs d'emploi et chômeurs inscrits



Il sied également de constater que l'augmentation du chômage touche particulièrement les jeunes, puisque le taux de chômage des 15–24 ans a atteint 4,0% à la fin avril 2009 en Suisse. Le nombre de jeunes personnes concernées s'élève donc à 22 279, soit une augmentation de 6992 par rapport au même mois de l'année précédente (+ 45,7%).

Pour faire face à la crise, les entreprises ont également eu recours au chômage partiel, soit à la réduction de l'horaire de travail (RHT) au sens des articles 31 et suivants de la loi fédérale sur l'assurance-chômage. Selon les derniers chiffres publiés pour l'ensemble du pays, 1505 entreprises étaient touchées par le chômage partiel en février 2009 (+ 1418 par rapport à février 2008), pour 29 208 employés (+28 597 employés), soit 1 745 464 heures de travail perdues (+1 701 520 heures). L'évolution de la situation en matière de réduction de l'horaire de travail est résumée par le tableau suivant (source: SECO; Situation sur le marché du travail en avril 2009):

Réduction de l'horaire de travail, heures de travail perdues décomptées



1.2.3 Prévisions

Toute prédition relative à la fin d'une crise économique doit être considérée avec une grande prudence. A ce titre, on constate que les experts reviennent en permanence leurs prévisions en fonction de l'évolution de la situation. Comme mentionné ci-dessus (cf. pt. 1.2.1), le recul marqué de l'économie mondiale s'est traduit par une chute de la croissance des exportations et le début d'une récession affectant l'économie suisse. Les mauvais résultats des enquêtes conjoncturelles donnent à penser que la performance de l'économie suisse sera en net recul au début de l'année 2009, comme le démontre le graphique suivant:

Suisse, indicateurs précurseurs
Indices, données corrigées des variations saisonnières



Sources: KOF, Crédit Suisse

Les signes avant-coureurs d'une reprise se fondent notamment sur l'évolution des carnets de commandes des entreprises, les intentions d'investir, les flux des importations et des exportations, la variation des indices financiers, etc. Sur la base de ces données, les analystes estiment

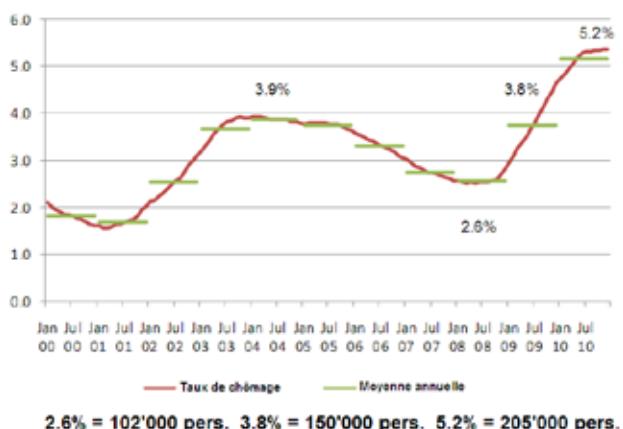
ment aujourd’hui qu’une stabilisation de la situation peut être envisagée dès la seconde partie de l’année 2009, notamment en raison des mesures de soutien prises partout dans le monde. Une timide amélioration de la conjoncture internationale ne devrait donc pas survenir avant l’année 2010, avec une croissance positive du PIB suisse. Le tableau suivant illustre bien les incertitudes liées à ces prévisions, puisqu’il établit un comparatif de ces dernières, sur une période de 3 mois:

Quelques prévisions pour l'économie suisse comparaison des prévisions : mars 09 et décembre 08 variation en % par rapport à l'année précédente, taux				
	2009	2010		
	mars 09	déc. 08	mars 09	déc. 08
PIB	-2.2%	-0.8%	0.1%	1.0%
Dépenses de consommation:				
Consommation privée et ISBLSM	0.6%	1.2%	0.0%	0.7%
Etat	4.2%	0.3%	1.9%	1.4%
Investissements dans la construction	0.0%	0.0%	0.5%	0.5%
Investissements en biens d'équipement	-10.0%	-8.0%	-2.5%	-2.5%
Exportations	-8.1%	-2.6%	1.0%	3.2%
Importations	-5.2%	-1.0%	0.9%	2.3%
Emploi (en équivalents plein-temps)	-1.2%	-0.3%	-1.7%	-0.8%
Taux de chômage	3.8%	3.3%	5.2%	4.3%
Indice suisse des prix à la consommation	-0.2%	0.7%	1.0%	0.8%

source : groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles

Il sied en particulier de relever qu’au-delà des signes de reprise en 2010 relatifs à la croissance du PIB, les experts prévoient toujours un recul des investissements en biens d’équipement et une péjoration de la situation de l’emploi, avec un taux de chômage fixé à 5,2%. Le graphique suivant illustre les prévisions dans ce domaine jusqu’au milieu de l’année prochaine (source: SECO):

Prévisions de l'évolution du taux de chômage



1.3 Dans le canton de Fribourg

1.3.1 En général

A l’instar des autres cantons suisses, le canton de Fribourg n’est pas épargné par les conséquences de la crise économique mondiale.

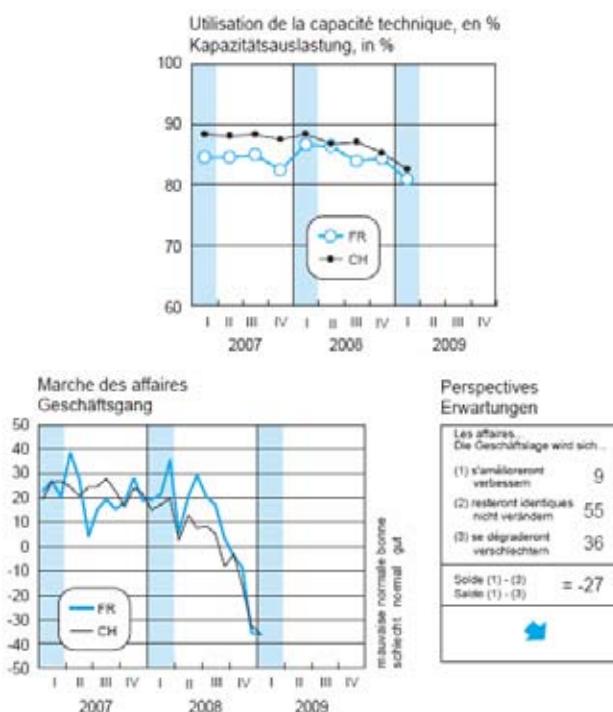
La structure économique du canton de Fribourg est caractérisée par un secteur agricole surreprésenté par rapport à la situation nationale et par un secteur secondaire très actif. A l’intérieur du secteur secondaire, ce sont notamment l’industrie alimentaire, les branches de l’électrotechnique, de la mécanique de précision et de l’optique, ainsi que la construction, qui jouent un rôle prédominant. Le secteur tertiaire n’est pas déterminant. Seuls le commerce et le secteur public sont plus présents dans le canton de Fribourg que dans la moyenne nationale. En 2008, le PIB réel du canton a progressé de 2,0%, fruit d’une croissance portée par les branches industrielles orientées vers l’export.

Or au mois de novembre 2008, les experts étaient conscients que la croissance économique dans son ensemble serait victime d’un revirement de tendance sensible. Ils prédisaient que, dans le canton de Fribourg, l’économie n’échapperait pas, elle non plus, au refroidissement conjoncturel généralisé. Ils estimaient néanmoins que, globalement, la croissance réelle du PIB serait de 0,9% en 2009, selon le graphique suivant (Source: BCF & Service de la statistique du canton de Fribourg, Perspectives de l’économie fribourgeoise 2008, novembre 2008):



Or dès février 2009, il peut être constaté que les premiers effets de la crise financière se répercutent clairement sur l'économie réelle du canton de Fribourg. Si le refroidissement n'est pas vraiment généralisé à toutes les branches, celles essentiellement orientées vers l'exportation sont touchées de plein fouet. Dans l'industrie, l'appréciation de la situation par les chefs d'entreprise participant aux enquêtes conjoncturelles ne laisse planer aucun doute: la marche des affaires a subi une sévère dégringolade ces tout derniers temps. En début d'année, elle est considérée comme franchement mauvaise et, pour plus d'un tiers des entreprises, les affaires devraient encore se détériorer au cours du premier semestre. L'évolution est particulièrement critique dans la métallurgie et l'industrie des machines et véhicules (Service de la statistique du canton de Fribourg, Conjoncture fribourgeoise 2009/1, février 2009). Le fléchissement des exportations fribourgeoises s'élève à 8,4% au cours du 4^e trimestre 2008, par rapport à la même période un an plus tôt (-3,8% au niveau national). Parmi les marchés les plus touchés figurent les machines et appareils à destination de l'Allemagne, de l'Autriche et de la France, ainsi que les produits horlogers vers la France et les Etats-Unis. Quant aux importations, celles-ci ont reculé de 6,6% au cours du dernier trimestre 2008.

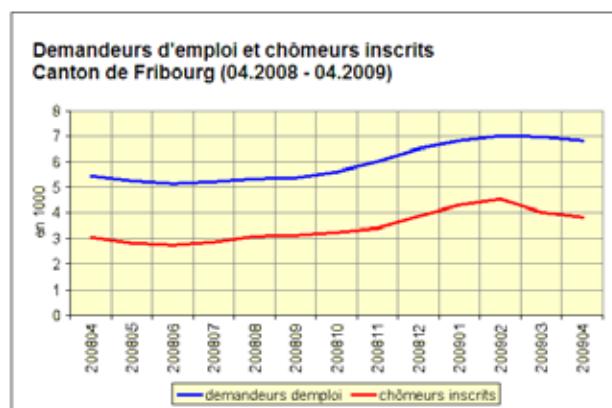
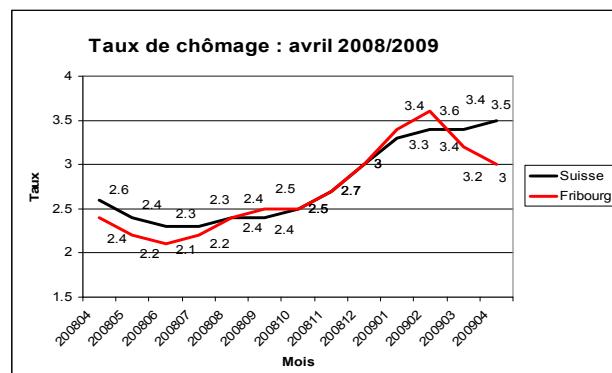
Le marasme économique est illustré, dans notre canton, par l'enquête conjoncturelle réalisée auprès des entreprises. Les résultats de cette enquête, s'agissant de l'utilisation de la capacité technique des entreprises et de la marche des affaires, démontrent clairement une nette péioration de la situation (source: Service de la statistique du canton de Fribourg, Conjoncture fribourgeoise 2009/1, février 2009):



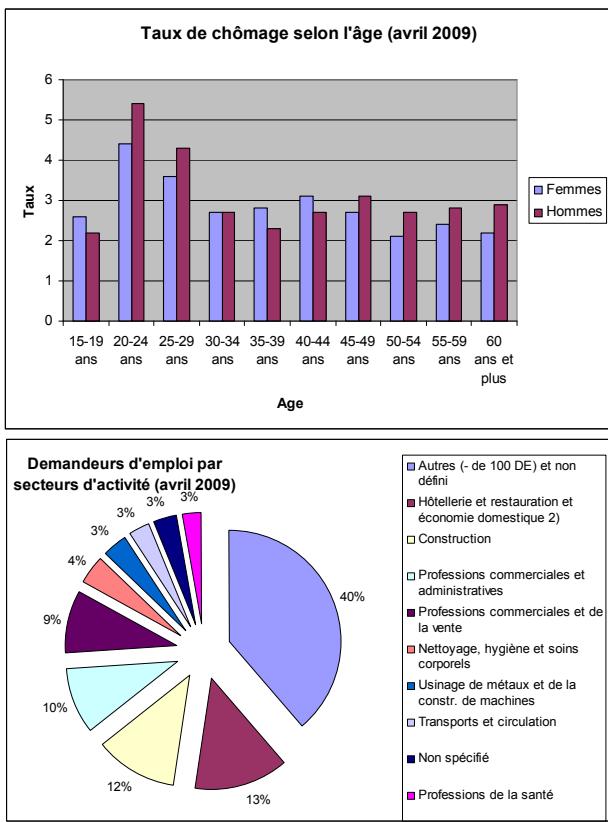
1.3.2 Marché du travail

Le marché du travail fribourgeois s'est également dégradé durant ces dernières semaines. De 2,5% (moyenne en 2008), le taux de chômage cantonal a passé à 3,6% à la

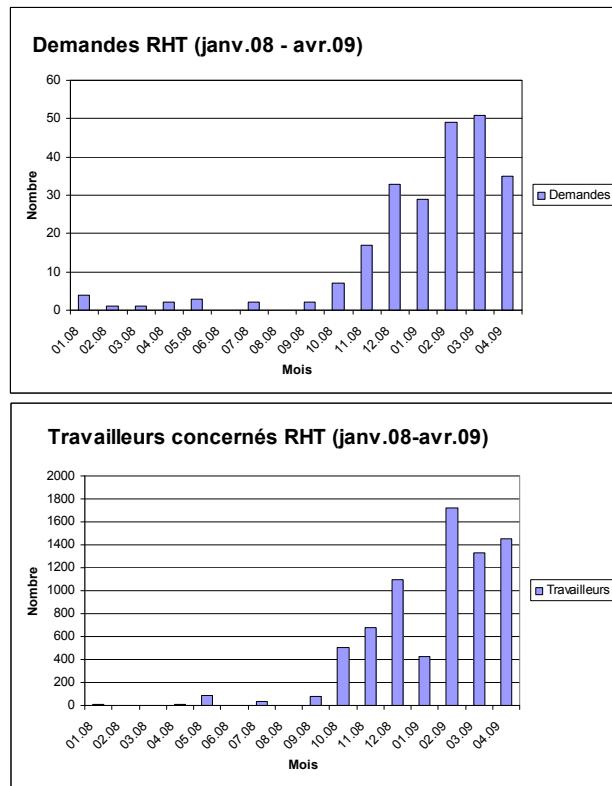
fin février 2009 (3,4% en moyenne nationale), pour se réduire à 3% à la fin avril 2009 (moyenne nationale 3,5%). L'augmentation a été particulièrement marquée dès novembre 2008 (+ 1.1 point entre fin octobre 2008 et fin février 2009), comme dans l'ensemble de la Suisse. La réduction du taux de chômage constatée dès mars 2009 et l'amélioration de la situation par rapport à la moyenne suisse sont principalement les résultantes d'un effet saisonnier: la reprise du marché de la construction qui, pour l'heure, semble résister à la crise et qui a été retardée par une période d'hiver particulièrement longue. A la fin du mois d'avril 2009, ce ne sont donc pas moins de 6828 fribourgeois et fribourgeoises qui se trouvaient en situation de recherche d'emploi. Le graphique suivant illustre l'évolution du chômage dans le canton de Fribourg depuis le mois d'avril 2008:



A l'examen de la population du canton touchée par le chômage, on peut constater que celui-ci concerne tout particulièrement les jeunes entre 20 et 24 ans et aussi bien les femmes que les hommes. Les professions les plus concernées sont la construction, l'hôtellerie et restauration, ainsi que les professions commerciales, administratives et de la vente. Les graphiques suivants illustrent ce qui précède:



Dès le mois d'octobre 2008, le Service public de l'emploi (ci-après: SPE), en sa qualité d'autorité compétente en matière d'assurance-chômage, a vu croître de manière importante le nombre de requêtes des entreprises en vue d'obtenir la réduction de l'horaire de travail¹ (ci-après: RHT). Du début octobre à la mi-avril 2009, le service précité a dû faire face à plus de 200 demandes de RHT, concernant environ 6000 travailleurs et travailleuses. Ces requêtes de RHT ont principalement concerné les secteurs des machines, de l'électrotechnique et des matières plastiques. Au 1^{er} mai 2009, 77 entreprises fribourgeoises se sont vues délivrer des autorisations de recourir à des mesures de chômage technique pour 3200 travailleurs et travailleuses étant touchés par ces mesures.



Le SPE est également l'autorité compétente pour recevoir et traiter les annonces de licenciements collectifs et mener les procédures idoines, telles que prévues par le Code des obligations et par la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de service (LSE; RS 823.11). Dès octobre 2008 et jusqu'à ce jour, le SPE a été saisi d'annonces concernant environ 410 suppressions de postes de travail. Toutefois, ces données ne sauraient être exhaustives, pour les raisons suivantes:

- il est possible que des licenciements aient porté sur un nombre de travailleurs inférieur aux limites légales fondant l'obligation d'annonce. En effet, selon la LSE, une annonce doit être faite dès que 6 travailleurs sont concernés (art. 29 LSE, art. 17 LEAC). En ce qui concerne la procédure prévue par le Code des obligations, elle ne doit être mise en œuvre que pour les entreprises comptant plus de 20 employés et uniquement lorsque les quotas sont atteints (10 personnes licenciées dans une entreprise ayant un effectif entre 20 et 100 salariés; 10% du personnel dans une entreprise ayant un effectif entre 100 et 300 employés; 30 personnes dans une entreprise ayant un effectif supérieur à 300 collaborateurs);
- l'expérience démontre que les règles relatives aux licenciements collectifs sont peu connues des petites entreprises notamment. Il est donc envisageable que certains licenciements, bien que soumis à l'annonce, n'aient tout simplement pas été communiqués au SPE.

Suite aux annonces enregistrées par le SPE, celui-ci a mis en place une stratégie d'accompagnement afin de soutenir au mieux les personnes concernées par un tel licenciement collectif. Ainsi, les ORP, en collaboration notamment avec la caisse publique de chômage, ont organisé des séances d'informations destinées aux personnes licenciées, afin de les informer sur leurs droits et obli-

¹ On entend par réduction de l'horaire de travail une réduction temporaire ou une suspension complète de l'activité de l'entreprise alors que les rapports de travail contractuels sont maintenus. Elle est en général due à des facteurs d'ordre économique. L'indemnité peut être versée durant douze périodes de décompte (portées à dix-huit périodes dans le cadre de la seconde phase des mesures de stabilisation fédérales) au plus dans un laps de temps de deux ans. (Département fédéral de l'économie, Information aux employeurs, L'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, éd. 2009).

gations en matière d'assurance-chômage, de les orienter sur les démarches à entreprendre dans le cadre de leur inscription auprès de l'assurance-chômage et les possibilités de retrouver un emploi dans les plus brefs délais. En outre, des ateliers de techniques de recherches d'emploi sont mis à leur disposition en entreprise. Enfin, le SPE est intervenu à différentes reprises en qualité de médiateur entre les partenaires sociaux dans le cadre des négociations relatives à la mise sur pied d'un plan social.

2. LES MESURES DÉJÀ PRISES EN VUE DE CONTRER LES EFFETS DE LA CRISE

2.2 Mesures prises par la Confédération

Le 12 novembre 2008, le Département fédéral de l'économie (DFE) a annoncé l'initiation d'un programme de mesures de stabilisation de l'économie. Ce programme, tout d'abord prévu en deux phases, sera vraisemblablement complété par une troisième phase, qui devrait être amorcée dès 2010.

2.2.1 Première phase des mesures de stabilisation fédérales

Conscient des perspectives économiques pessimistes, le Conseil fédéral a décidé, dès le mois de novembre 2008, de prendre des mesures concernant la politique financière, la libération des réserves de crise et la politique économique extérieure. En matière de politique financière, le Conseil fédéral a décidé d'utiliser la marge de manœuvre offerte par le frein à l'endettement qui se chiffre à environ 1 milliard de francs pour l'année 2009. Il a tout d'abord décidé de la levée du blocage des crédits pour 2009, via l'anticipation de certaines dépenses déjà décidées. Ainsi, les dépenses consacrées à la protection contre les crues et les dangers naturels, ainsi qu'aux améliorations énergétiques de logements, en propriété et réalisées par des maîtres d'ouvrage d'utilité publique et aux constructions civiles de la Confédération, ont été augmentées ou anticipées. Ces mesures ont été chiffrées à hauteur d'environ 340 millions de francs. Le DFE a ensuite libéré la totalité des réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux au 1^{er} janvier 2009. Les placements, qui totalisent environ 550 millions de francs, seront donc entièrement rétrocédés aux quelque 650 entreprises ayant constitué des réserves. Ces mesures ont été complétées de plusieurs mesures économiques extérieures pour améliorer le plus rapidement possible la situation des entreprises exportatrices. A ce titre, le Conseil fédéral a annoncé mettre tout en œuvre pour finaliser au plus vite les accords de libre-échange avec le Japon, le Canada et les Etats du Conseil du Golfe, dont les négociations ont abouti, et de les mettre en vigueur si possible en 2009 déjà. L'ouverture de ces marchés doit s'accompagner d'autres mesures ciblées dans le cadre de la promotion du commerce extérieur.

En résumé, les mesures fédérales ont donc été les suivantes, pour un montant de 900 millions de francs:

- Dépenses anticipées décidées par le Conseil fédéral pour 2009

Levée du blocage des crédits	205 millions
Augmentation des moyens consacrés à la protection contre les crues	66 millions
Investissements dans l'aide au logement	45 millions

Constructions civiles	20 millions
Promotion des exportations	5 millions
- Libération des réserves de crise	550 millions

2.1.2 Seconde phase des mesures de stabilisation fédérales

Déjà annoncée dans le cadre de la première phase de stabilisation, la seconde phase ne devait être initiée que si la conjoncture devait continuer à se détériorer. Compte tenu des perspectives, le Conseil fédéral a donc décidé de la lancer en date du 11 février 2009. La seconde phase consiste à porter un supplément au budget 2009 pour des dépenses susceptibles de soutenir la conjoncture. Ces mesures concernent l'infrastructure routière et ferroviaire, les projets relevant de la nouvelle politique régionale, la recherche appliquée, les forêts, la protection de la nature et du paysage, le photovoltaïque, le chauffage à distance, le remplacement de chauffages électriques, l'assainissement et l'entretien de bâtiments, ainsi que le marketing touristique. Le Conseil fédéral a prévu en outre d'adapter les dispositions légales régissant l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE), avec pour objectif de faciliter l'accès au financement des exportations et de réduire les coûts de financement supportés par les exportateurs. A cela s'ajoute une modification de la loi fédérale encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements (LCAP) qui permettra une remise anticipée des avances versées au titre de l'abaissement de base, ce qui débouchera sur des rénovations supplémentaires. En matière de lutte contre le chômage, le Conseil fédéral a également décidé de prolonger jusqu'à 18 mois la durée d'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (12 mois initialement). Des décisions fiscales en matière de progression à froid et d'imposition des familles ont été prises, lesquelles sont susceptibles d'avoir un effet stabilisant à moyen terme en cas de prolongation des difficultés conjoncturelles. Ces mesures consistent en la compensation du renchérissement enregistré jusqu'à fin 2008 pour l'année fiscale 2010.

En résumé, les mesures fédérales ont donc été les suivantes, pour un montant de 710 millions de francs:

- Dépenses décidées par le Conseil fédéral

Infrastructure routière	143 millions
Infrastructure ferroviaire	252 millions
Politique régionale	100 millions
Recherche	50 millions
Protection de l'environnement	20 millions
Energies renouvelables	50 millions
Assainissement de bâtiments	40 millions
Tourisme	12 millions
Divers	33 millions
Supplément octroyé par le Parlement pour le photovoltaïque	10 millions

- Dépenses générées par des tiers

Prolongation de la réduction de l'horaire de travail	-
Extension des prestations de l'ASRE	-
LCAP: remise des avances au titre de l'abaissement de base	-

2.1.3 Troisième phase des mesures de stabilisation fédérales

Le Conseil fédéral a déjà annoncé avoir entamé ses réflexions sur de nouvelles mesures envisageables dès 2010. Une décision sur l'opportunité d'un troisième paquet sera vraisemblablement prise au mois de juin de cette année, sur la base des chiffres du PIB pour le 1^{er} trimestre, lesquels seront connus au début du mois précédent. Les mesures devraient favoriser le pouvoir d'achat, ainsi que l'aide à l'emploi.

2.2 Mesures prises dans le cadre de la collaboration intercantionale

A l'échelle de la Suisse occidentale et latine, un groupe de travail intercantonal a été créé à la fin novembre 2008 à l'initiative de la Conférence latine des Directeurs cantonaux des finances (CDF latine). Il est composé de collaborateurs des Directions des finances et de l'économie des cantons membres (VD, GE, VS, FR, NE, JU, BE et TI) ainsi que de trois experts externes, provenant respectivement de la Banque nationale suisse, de l'Institut CREA de macroéconomie appliquée (Université de Lausanne) et de la Banque cantonale vaudoise. Le groupe de travail a été chargé initialement d'analyser les évolutions de la crise financière et économique et de mettre en évidence des mesures susceptibles d'atténuer les effets de cette crise au niveau régional. Il a été convenu que les propositions formulées ne seraient pas contraignantes pour les cantons concernés, mais serviraient plutôt de pistes de réflexions. Il appartient finalement à chaque canton d'élaborer et de choisir les mesures qui lui semblent les plus adéquates compte tenu des réalités locales.

Le groupe de travail a fourni à ce jour deux rapports intermédiaires qui ont été discutés par la CDF latine et la Conférence des Directeurs de l'économie publique des cantons de Suisse occidentale (CDEP-SO) lors de séances communes tenues le 23 janvier et le 3 avril 2009. Il poursuit actuellement ses travaux, en veillant notamment à un bon échange d'information sur les mesures décidées ou envisagées par chacun des cantons concernés afin d'éviter des démarches contradictoires. Un tableau de bord intercantonal permettant aux Gouvernements et aux administrations de suivre et comparer l'évolution de la situation économique des cantons de Suisse occidentale et latine sera également régulièrement mis à jour. Le groupe de travail suit de plus avec attention l'évolution de la situation au niveau national, et notamment la préparation d'une éventuelle troisième étape du plan de stabilisation fédéral.

2.3 Mesures prises par le canton de Fribourg

Compte tenu de la dégradation de la conjoncture constatée dans le canton, concrétisée notamment par l'augmentation soutenue du chômage et des requêtes des entreprises en vue d'obtenir des mesures de réduction de l'horaire de travail, le Conseil d'Etat a décidé, au mois de novembre 2008, de prendre certaines mesures immédiates en vue de se tenir informé du développement de la situation et d'analyser dans quelle mesure un programme de soutien à l'économie cantonale devait être initié.

2.3.1 «Task Force»

Le Conseil d'Etat a mandaté la DEE afin de mettre sur pied un groupe de travail chargé du suivi des consé-

quences de la crise et de l'analyse des mesures propre à contrer ces dernières. Présidée par le Directeur de l'économie et de l'emploi, cette «Task Force» est composée de collaborateurs de la direction, des chefs de services concernés (Service public de l'emploi, Service de la statistique, Caisse de chômage, Promotion économique), ainsi que d'un représentant de la Direction des Finances. Depuis sa mise sur pied, le groupe de travail a remis 6 rapports au Conseil d'Etat, dans lesquels il l'a informé de l'évolution de la situation et a formulé des propositions concrètes en vue de l'établissement d'un plan de soutien à l'économie.

2.3.2 Rencontre avec les entreprises du canton

Sur proposition de la «Task Force», une délégation du Conseil d'Etat a rencontré, en date du 9 février 2009, les principales entreprises du canton, sélectionnées en fonction du nombre de leurs collaborateurs et du fait que ces dernières bénéficiaient de la RHT. Cette séance avait pour but de consulter les entrepreneurs sur leurs besoins immédiats pour faire face à la crise. Sur cette base, les propositions suivantes ont entre autres été formulées:

- la réglementation suisse, plutôt souple en matière de droit du travail, doit être préservée et améliorée;
- la fiscalité cantonale des entreprises est à favoriser;
- l'innovation doit être soutenue;
- l'Etat doit favoriser l'échange technologique;
- les mesures de formation en relation avec la RHT peuvent être intéressantes;
- des mesures en matière de politique énergétiques doivent être initiées;
- le cautionnement doit être soutenu;
- il faut éviter la sur-réglementation et les contrôles exagérés;
- les entraves douanières à l'exportation doivent être abandonnées;
- la procédure RHT doit être simplifiée et le délai d'attente doit être supprimé;
- les crédits d'exploitation doivent être accordés par les banques;
- l'Etat ne doit pas retarder ses investissements;
- les charges patronales ne doivent pas être augmentées.

2.3.3 Rencontre avec les syndicats du canton

En parallèle, la «Task Force» a également organisé une rencontre avec les syndicats du canton, afin de consulter également ces derniers sur les mesures qui devaient être prises. Il est ressorti de cette séance, qui a eu lieu le 17 février 2009, les propositions suivantes:

- les employés doivent être impliqués dans le catalogue des mesures à prévoir, avec les partenaires sociaux. La présence de ces derniers dans les entreprises doit être favorisée;
- les salariés ont la capacité de proposer des solutions pour l'entreprise. La création d'une plate-forme d'échange pour développer ces solutions est souhaitable;
- les projets réalisables en matière de transports publics doivent être exécutés;

- le canton doit être attentif aux conditions de travail proposées par les entreprises choisies dans le cadre des marchés publics;
- la crise donne l'occasion de faire un virage vers le développement durable (investissement dans les énergies renouvelables);
- le nombre d'indemnités chômage doit être réévalué;
- il faut motiver les entreprises à retarder les licenciements;
- il faut absolument anticiper l'arrivée des jeunes sur le marché de l'emploi et éviter que ces derniers doivent s'inscrire au chômage, à la fin de leur formation;
- l'échange technologique doit être amélioré;
- les formations accordées aux employés doivent être liées aux activités des entreprises et favoriser la polyvalence.

2.3.4 Rencontre avec la Confédération

En date du 23 avril 2009, la «Task Force» a rencontré M. Serge Gaillard, Directeur du marché du travail au Secrétariat d'Etat à l'économie. Cette séance, à laquelle le patronat et les syndicats ont également été conviés, avait pour but d'évaluer la pertinence des mesures envisagées par le canton dans le cadre du plan de soutien en matière de marché du travail. A cette occasion, le groupe de travail a également été informé sur les grandes lignes de la 3^e phase du plan de relance fédéral. Les mesures esquissées par le Conseil d'Etat semblent ainsi être compatibles avec les plans d'action de la Confédération. De plus les partenaires sociaux ont, entre autre, souligné l'importance particulière de la mise sur pied de mesures en faveur des jeunes.

2.3.5 Consultation des services

En parallèle, le Conseil d'Etat a lancé une vaste consultation des services, en vue d'identifier les mesures immédiates qui pouvaient être prises par ces derniers dans le but de soutenir l'économie cantonale. Environ 80 mesures concrètes ont été communiquées à la Direction de l'économie et de l'emploi, qui s'est chargée de les classer par domaines d'intervention et d'analyser leur efficacité par rapport à l'objectif poursuivi. Ces mesures ont été une nouvelle fois soumises aux services de l'Etat, afin que ces derniers fixent des priorités en lien avec le montant arrêté pour le plan de soutien à l'économie cantonale.

2.3.6 Mesures prises pour le renforcement de l'aide aux chômeurs et aux entreprises

La dégradation du marché du travail, avec pour conséquence une hausse massive des inscriptions de chômeurs, a eu pour effet de modifier les structures d'aide aux demandeurs d'emploi. Le Service public de l'emploi a ainsi engagé près de 20 collaborateurs et collaboratrices supplémentaires, essentiellement dans les Offices régionaux de placement, afin de permettre aux assurés de bénéficier rapidement des mesures d'aide financières et de conseils. Ce sont surtout les méthodes de travail qui ont été adaptées, avec l'allégement de certaines procédures administratives et le renforcement des aides aux inscriptions. Du personnel administratif du SPE a été déplacé dans les ORP pour faire face à l'afflux de dossiers. Toutes les mesures de formation pour les demandeurs d'emploi ont été analysées et renforcées, afin de permettre à chaque

personne de disposer d'une place de formation. Enfin, alors qu'en période habituelle une seule personne peut aisément enregistrer les demandes de chômage technique et les demandes de chômage pour cause d'intempéries, ce ne sont pas moins de huit collaborateurs ou collaboratrices qui ont fait face à la hausse brutale et soudaine des demandes des entreprises durant ces huit derniers mois.

2.3.7 Mesures prises dans le cadre du bouclage des comptes 2008

Pour faire face aux effets directs ou indirects de la détérioration des perspectives économiques et financières du canton et de ses habitants, diverses opérations concernant les provisions et les fonds et de nombreux reports de crédits ont été effectués dans le cadre du bouclage des comptes 2008.

Provisions et attributions aux divers fonds, hormis le fonds de relance:

Les opérations sur provisions et les attributions au fonds suivantes sont notamment à signaler:

- constitution d'une provision de 11,4 millions de francs en vue de faire face à la hausse des primes d'assurance-maladie;
- provision complémentaire de 10 millions de francs pour le surcoût de la H189 (état de la provision: 25 millions de francs);
- attribution de 1,5 million de francs au fonds de la nouvelle politique régionale;
- hausse de la provision pour risques de cautionnements (état au 31.12.2008: 3,9 millions de francs);
- création du fonds d'entretien des routes (1,8 million de francs);
- alimentation de la provision pour le subventionnement des constructions des cycles d'orientation. Elle atteint 4 millions de francs à fin 2008.

Il convient également de mentionner que le capital du fonds cantonal de l'emploi se montait à 11,2 millions de francs à fin 2008. Ce fonds, alimenté par l'Etat et les communes, permet de financer diverses mesures cantonales et fédérales relatives au marché du travail et de l'emploi. Les montants disponibles devraient dans un premier temps permettre de faire face aux dépenses inhérentes à l'augmentation du nombre de chômeurs et de demandeurs d'emploi. En fonction de l'évolution de la situation, une augmentation des contributions cantonales et communales pourrait être envisagée dès l'année prochaine.

Au total, la dotation actuelle des fonds et provisions pouvant être utilisée pour financer des mesures susceptibles d'atténuer les effets de la crise économique atteint donc de **58,8 millions de francs**.

Reports de crédits:

Des reports de crédits concernant des investissements en cours ou sur le point d'être lancés ont été effectués entre les exercices 2008 et 2009 pour un montant total d'environ **51 millions de francs**. Il s'agit pour l'essentiel de travaux de construction et de rénovation relatifs à des bâtiments de l'Etat et de ses Etablissements (environ 46 millions de francs). Des montants importants ont également été reportés dans les domaines de la nouvelle politique régionale (2,5 millions de francs), des infrastructu-

res ferroviaires (1,6 million de francs) et des routes (0,5 million de francs). Les mesures nécessaires seront prises pour que ces montants soient, dans toute la mesure du possible et dans le respect des procédures, utilisés durant l'année en cours. Ces dépenses contribueront à soutenir l'activité économique aux niveaux local et régional. Ces crédits reportés s'ajoutent aux investissements budgétisés en 2009.

2.3.8 Mesures prises dans le cadre du budget 2009

Parmi les mesures proposées par le Conseil d'Etat dans le cadre du budget 2009, il faut tout d'abord mettre en évidence l'augmentation substantielle des investissements nets à charge de l'Etat, passés de 102,7 millions de francs au budget 2008 à **139,5 millions de francs au budget 2009**. A titre comparatif, la moyenne annuelle des investissements nets pour les exercices 2005 à 2008 était de 102 millions de francs. La progression de 35,8%, ou 36,8 millions de francs, entre 2008 et 2009 ne devrait pas rester sans effet sur l'activité économique à l'échelle cantonale et régionale.

D'important allégements de la fiscalité cantonale, représentant un montant de **47 millions de francs** au total ont en outre été concrétisés dans le budget 2009: baisse de l'imposition des dividendes (- 3,5 millions de francs), augmentation des déductions sociales et révision des barèmes des impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques (- 7,4 millions de francs), baisse de 103 à 100% du coefficient annuel des impôts cantonaux directs (- 23 millions de francs) et compensation des effets de la progression à froid (- 13,1 millions de francs). Cette baisse de la charge fiscale, induisant de plus une réduction de la fiscalité communale (**-19,2 millions de francs**) et paroissiale (**- 2,2 millions de francs**), devrait avoir des effets positifs sur la consommation essentiellement.

Il convient également de rappeler qu'une amélioration des conditions offertes à la fonction publique en termes de rémunérations (revalorisation réelle des salaires de 0,6%) a été accordée pour 2009. Cette amélioration est elle aussi de nature à soutenir la consommation.

2.3.9 Autres mesures

En plus des mesures mentionnées dans les deux sections précédentes, le Conseil d'Etat a décidé en février 2009 d'abandonner de manière anticipée, avec effet au 1^{er} janvier 2009, la pratique «Dumont». Selon cette dernière, l'acquéreur d'un immeuble ne pouvait pas déduire de son revenu imposable les frais d'entretien de cet immeuble dans les cinq ans suivant l'achat si ces frais étaient engagés pour un immeuble dont l'entretien avait été négligé par l'ancien propriétaire. Le nouveau propriétaire pouvait toutefois déduire les dépenses dues aux travaux d'entretien qui devaient parer à une dépréciation de l'immeuble. Avec l'abandon de la pratique «Dumont», le contribuable qui possède des immeubles pourra désormais déduire les frais de remise en état d'immeubles acquis récemment. Cette mesure pourrait inciter certains nouveaux propriétaires à entreprendre plus rapidement des travaux d'entretien.

Il y a également lieu de mentionner que, dans le cadre des mesures de stabilisation de la politique régionale initiées par le 2^e plan de relance fédéral, le canton de Fribourg a décidé de l'octroi de prêts à des projets transmis par les régions et en tenant compte des critères de sélection définitifs.

nis par le SECO pour l'octroi des fonds supplémentaires en faveur de la politique régionale. Les projets soutenus dans une première phase sont les suivants: transformation des infrastructures d'accueil et extension du Papillorama de Chiètres; valorisation de l'installation et mise en place d'infrastructures de loisirs supplémentaires de la piscine et de la plage de Morat; rénovation du Musée singinois à Tavel; équipement de la zone d'activité «Birch 1» à Guin. Les prêts accordés pour ces projets s'élèvent à 2 930 000 francs, la contribution attendue de la Confédération s'élevant au même montant.

Enfin, faisant face au constat que le nombre des bénéficiaires de réductions des primes d'assurance-maladie est en constante baisse depuis 2002, la Caisse de compensation du canton de Fribourg a entrepris les démarches nécessaires en vue de cibler les intéressés potentiels, afin d'informer ces derniers de leur droit aux réductions. Les mesures ont principalement consisté en l'exploitation d'une nouvelle application informatique propre à la gestion des dossiers, ainsi qu'en la mise sur pied d'une information particulière pour les personnes prises en charge par l'assurance-chômage. Ces démarches ont déjà permis d'enregistrer environ 7000 nouvelles demandes de réduction de primes au mois de mars 2009 uniquement, soit autant de demandes que celles enregistrées durant l'année entière 2006 et l'année 2007. Selon les prévisions, ces mesures devraient permettre d'atteindre le montant de 131 millions de francs prévu au budget pour les réductions de primes. Ce montant est supérieur de 10 millions de francs aux réductions accordées en 2008, ce qui devrait contribuer sensiblement au soutien du pouvoir d'achat de nombreuses familles ou personnes seules.

2.3.10 Récapitulation

Au-delà des mesures organisationnelles prises en préparation du plan de soutien à l'économie, il ressort donc de ce qui précède qu'en additionnant le fonds de relance (50 millions de francs), l'augmentation des investissements déjà décidée par le Grand Conseil dans le cadre du budget 2009 (36,8 millions de francs), la dotation actuelle des fonds et provisions (58,8 millions de francs), les reports de crédits entre les exercices 2008 et 2009 (51 millions de francs) et les prêts accordés en faveur de projets dans le cadre de la nouvelle politique régionale, on constate que l'Etat dispose au total, sans tenir compte des 102,7 millions de francs d'investissement prévus par ailleurs pour 2009, d'un montant de **199,5 millions de francs** pour financer des mesures propres à atténuer les effets de la crise économique pour la population et les entreprises fribourgeoises. S'ajoutent à cela 47 millions de francs d'allégements fiscaux (68 millions de francs en tenant compte des impôts communaux et paroissiaux) qui devraient avoir un effet stimulant sur l'activité économique cantonale en général et la consommation en particulier.

3. PLAN CANTONAL DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE

3.1 Conditions à l'établissement du plan de soutien

3.1.1 Montant alloué

Le Conseil d'Etat a décidé, dans le cadre de la clôture des comptes 2008, de consacrer un montant global de **50 millions de francs** au plan de soutien de l'économie fri-

bourgeoise. Ce montant a été attribué à un fonds destiné à financer les mesures proposées ci-après. En acceptant, en date du 6 mai 2009, le décret relatif au compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'année 2008 et à l'institution d'un fonds de relance, le Grand Conseil a donné une base légale à ce fonds.

3.1.2 Critères de choix des mesures

Dans sa réponse du 13 février 2009 à la motion urgente Jean-Louis Romanens/Pascal Kuenlin – (M1067.09), intitulée «Crise économique et affectation de moyens à la relance», le Conseil d'Etat a déjà formulé une liste des critères auxquels les mesures à prendre dans le cadre d'un plan de soutien à l'économie devaient répondre. Ces critères, établis en vue de garantir l'efficacité des mesures pour atteindre le but poursuivi, sont les suivants:

- s'orienter vers des domaines d'avenir et s'inscrire dans une perspective de développement durable;
- se concentrer sur les investissements et les infrastructures;
- être prêt à concrétiser des mesures fédérales ou des mesures intercantionales;
- permettre une mise en œuvre progressive et échelonnée des mesures compte tenu de l'incertitude relative à l'ampleur et à la durée des difficultés économiques;
- tenir compte non pas du moment de la décision de la mesure, mais du moment de sa mise en œuvre afin d'éviter une application au mauvais moment;
- répondre à des critères clairs en matière d'efficacité;
- être ciblées sur les domaines à problèmes avérés ou sur les personnes en réelles difficultés;
- être limitées dans le temps.

3.2 Stratégie: 3 axes d'intervention

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat a décidé d'établir son plan de soutien à l'économie sur la base de 3 axes d'intervention:

- Les mesures en vue de contrer les effets immédiats de la crise: ces mesures visent à soutenir l'économie dans les secteurs les plus touchés par les difficultés économiques ou en voie de l'être. Elles consistent dans des investissements immédiats de l'Etat, dans les domaines des infrastructures et des aides structurelles notamment, et ceci afin d'éviter les suppressions d'emplois;
- Les mesures d'accompagnement en soutien des personnes physiques subissant les effets de la crise: ces mesures visent à améliorer la situation de la population touchée par les effets de la crise, notamment par les pertes d'emploi ou les perspectives pessimistes dans ce domaine. L'Etat a également pour but de faciliter l'accès à ses services aux habitants du canton, afin de répondre de la façon la plus adéquate possible à leurs préoccupations;
- Les mesures visant le renforcement de la compétitivité économique durable: ces mesures visent à garantir que les montants investis servent, au-delà de l'aide immédiate à l'économie, au développement des infrastructures utiles à la compétitivité économique du canton. Ces mesures, formulées dans une perspective de promotion économique, doivent permettre au can-

ton d'améliorer sa compétitivité, notamment dans le cadre de l'installation d'entreprises innovantes.

3.3 Domaines d'intervention

Fort de cette stratégie, le Conseil d'Etat a arrêté 6 domaines d'intervention dans le cadre du plan de soutien. Ces domaines sont les suivants:

- Mesures en matière de soutien à l'emploi, de formation continue, de soutien à la jeunesse;
- Mesures en matière d'innovation;
- Mesures en matière d'infrastructures (routes, bâtiments et construction);
- Mesures en matière d'énergie;
- Mesures en matière de transports publics
- Mesures en matière d'environnement, d'agriculture et d'alpages;

De plus, le Conseil d'Etat réserve un montant de 5 195 000 francs pour une éventuelle adaptation de son propre plan de soutien au 3^e plan de relance de la Confédération.

4. MESURES PROPOSÉES DANS LE CADRE DU PLAN DE SOUTIEN

4.1 Domaine «Soutien à l'emploi, formation continue et soutien à la jeunesse»

Les mesures d'accompagnement proposées dans le domaine «soutien à l'emploi, formation continue et soutien à la jeunesse» visent à aider principalement les personnes physiques touchées par les effets immédiats de la crise (pertes d'emploi, perspectives relatives au marché du travail, insécurité face à l'avenir, etc.).

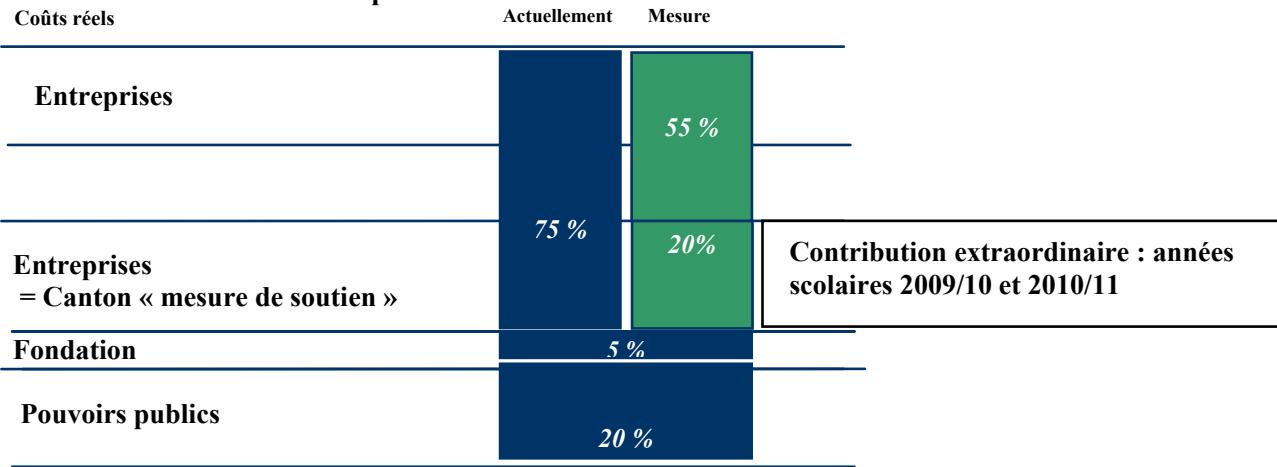
4.1.1 Emploi et jeunesse

Mesure n° 1: Cours interentreprises (années scolaires 2009/10 et 2010/11)

- **Description de la mesure:** La formation professionnelle initiale intègre la notion de cours interentreprises, visant à transmettre et à permettre d'acquérir un savoir-faire de base aux apprenti-e-s. Ces cours complètent la pratique professionnelle et la formation scolaire. Ils sont financés par les contributions des quelque 2300 entreprises formatrices concernées, après déduction des subventions de la Confédération et des contributions des organisations du monde du travail. Les organisateurs des cours dispensés sur sol fribourgeois reçoivent des subventions de la Fondation instituée en vue de promouvoir la formation professionnelle, ainsi qu'une mise à disposition des locaux par l'Association du Centre professionnel cantonal. L'entreprise formatrice finance à raison de quelque 75% les cours interentreprises, ceci après déduction des subventions. Il s'agit d'une charge financière importante pour les entreprises, parfois contestée par celles-ci et pour certaines professions. La mesure, qui sera limitée aux années scolaires 2009/10 et 2010/11, propose donc de réduire cette contribution au cours interentreprises. L'entreprise formatrice ne prendra ainsi en charge qu'un solde de 55% des coûts des cours interentreprises, en lieu et place des 75% actuellement. L'objectif visé réside dans le maintien des places d'ap-

apprentissage malgré la crise, voire d'en créer de nouvelles. La mesure peut être résumée selon le graphique suivant:

Financement cours interentreprises



- **Coûts:** 3 500 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** en cours de demande; sera déduite des montants à charge du canton
- **Délai de réalisation:** année scolaire 2009/10, mesure limitée aux années scolaires 2009/10 et 2010/11
- **Base légale:** loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle (RSF 420.1)

Mesure n° 2: Allocation d'insertion professionnelle des jeunes ayant achevé leur formation

- **Description de la mesure:** la mesure vise à promouvoir l'emploi des jeunes (notamment ceux qui ont achevé leur formation professionnelle) par l'octroi d'une allocation durant six mois, à l'entreprise qui crée un nouveau poste. Par décret du 10 février 1998, le Conseil d'Etat du canton de Fribourg avait déjà, pour une période limitée et à charge du Fonds de l'emploi, décidé d'une incitation à garder les jeunes professionnels ayant achevé leur formation dans l'entreprise formatrice (allocation d'insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation – AIPJ). Cette mesure avait permis à un certain nombre de jeunes d'éviter le chômage et d'exercer une première expérience professionnelle. La proposition consiste en la prise en charge du salaire des jeunes concernés à hauteur de 1/5 du salaire pour une période de six mois.
- **Coûts:** 800 000 francs, à charge du Fonds de l'emploi
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** automne 2009, limité à une année
- **Base légale:** réactualisation nécessaire du décret et du règlement de 1998 relatif à l'allocation d'insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation

Mesure n° 3: création de places d'apprentissage à l'Etat

- **Description de la mesure:** la mesure consiste à augmenter significativement le nombre de places d'apprentissage ouvertes à l'Etat de Fribourg (objectif: 50 places supplémentaires par rapport aux plus de 300 places déjà occupées; + 17%). Cette mesure implique l'engagement de ressources supplémentaires au Service du personnel et d'organisation (SPO) pour évaluer, au sein des services de l'Etat, le nombre de places qui pourraient être créées en supplément, pour évaluer et mettre en place les conditions cadres et, le cas échéant, établir un inventaire des services qui devront s'engager à créer des places d'apprentissage en fixant une répartition par direction. De plus, il est prévu de soumettre un nouveau concept de gestion des apprentis au Conseil d'Etat en automne 2009.
- **Coûts:** 500 000 francs (frais directs d'engagement des apprentis: salaires, équipements etc.); les charges supplémentaires afférentes à l'engagement de ressources supplémentaires pour le SPO seront inscrites dans le budget 2010, un éventuel dépassement de crédit à cet effet pour 2009 restant réservé
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** dès septembre 2009 pour l'application du concept, puis 10 à 15 places d'apprentissage par année, jusqu'en 2012
- **Base légale:** loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1)

Mesure n° 4: Stages professionnels à l'Etat

- **Description de la mesure:** la mesure consiste à offrir des places de travail d'une durée de 6 à 12 mois à l'Etat, pour donner une première expérience professionnelle à des jeunes demandeurs d'emploi. Ces engagements de durée déterminée, entièrement à charge de l'Etat employeur, sont précédés de stages professionnels pris en charge par l'assurance-chômage à raison de 75%

du salaire et 25% par l'Etat employeur. Cette première expérience professionnelle ainsi proposée par l'Etat et l'assurance-chômage peut s'étendre sur une durée d'un an et demi. L'objectif est de créer une centaine de places supplémentaires, par rapport à la situation actuelle.

- **Coûts:** 1 500 000 francs; il s'agit d'un investissement supplémentaire par rapport au montant de 700 000 francs déjà inscrit dans le budget ordinaire 2009. Le montant couvrira la totalité des dépenses supplémentaires par rapport au budget ordinaire pour une période d'environ 2 ans (automne 2009 à fin 2011)
- **Contribution attendue de la Confédération:** la part du salaire des jeunes demandeurs d'emploi en stage professionnel, à charge de l'assurance-chômage, peut être estimée à 3 000 000 de francs
- **Délai de réalisation:** immédiate pour les stages de l'assurance-chômage, sous réserve de l'acquisition de l'équipement; mesure applicable en 2009 et 2010
- **Base légale:** loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1); ordonnance du 18 janvier 2005 relative à l'adoption de mesures favorisant la création de places de stages dans l'administration cantonale et l'intégration des jeunes demandeurs d'emploi dans le monde du travail (RSF 122.70.72)

Mesure n° 5: Appui pour les jeunes en difficulté

- **Description de la mesure:** la mesure consiste à renforcer la prise en charge et l'accompagnement des jeunes en difficulté de (ré)insertion professionnelle. Il s'agit principalement de mettre à disposition des forces de travail supplémentaires pour consolider l'accompagnement des jeunes en difficulté et renforcer les actions de la plate-forme jeunes, de développer des mesures proposées par la Commission des jeunes en difficulté de réinsertion professionnelle, d'accompagner l'évolution proposée par les Semestres de motivation en matière d'évaluation des problématiques (SEVAL) et de compléter l'équipe chargée du «Case management» par 1.4 poste de travail cofinancé par la Confédération. Ces mesures seront également couvertes par le budget 2009 ordinaire du SPE qui prévoit déjà un montant de 500 000 francs pour la réinsertion des jeunes en difficulté.
- **Coûts:** 760 000 francs, dont 500 000 prévus au budget ordinaire du SPE
- **Contribution attendue de la Confédération:** 60% de la structure «case management», soit environ 84 000 francs
- **Délai de réalisation:** 2 mois
- **Base légale:** loi sur l'assurance chômage (LACI; RS 837.0); loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC; RSF 866.1.1)

Mesure n° 6: Perte de gain pour les demandeurs d'emploi

- **Description de la mesure:** cette mesure, qui anticipe l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT), fait suite à la motion Antoinette Romanens et André Ackermann déposée au mois de juin 2007 (M1021.07), sur laquelle le Conseil d'Etat est entré en matière et qui a été prise en considération par le Grand Conseil le 5 novembre 2008 par 59 voix contre 1 et 3 abstentions. Les motionnaires ont

requis que l'Etat subventionne des primes d'assurance perte de gain en cas de maladie pour les personnes qui sont à la recherche d'un emploi. Les prestations en cas de maladie prévue par l'assurance-chômage sont en effet très limitées, puisqu'un demandeur d'emploi victime d'une maladie de longue durée verra son droit aux indemnités refusé à partir du 31^e jour d'incapacité, son aptitude au placement pouvant être en outre niée si cet état perdure. Afin d'éviter que ce demandeur d'emploi soit contraint à requérir des prestations des services sociaux, la mesure, par un subventionnement facultatif des primes d'une assurance perte de gain conclue à titre privé, vise à inciter les demandeurs d'emploi à s'assurer contre le risque lié à la maladie.

- **Coûts:** 300 000 francs, dont 50 000 francs prévus au budget ordinaire du SPE en prévision de l'entrée en vigueur de la LEMLT. Cette mesure, dans l'éventualité où elle serait acceptée dans le cadre de la nouvelle loi, sera mise à charge du budget de l'Etat dès l'entrée en vigueur de cette dernière
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** dans les 2 mois, jusqu'à juillet 2011 si la mesure n'est pas adoptée dans le cadre de la LEMLT
- **Base légale:** une base légale est à créer, par le biais d'un décret

4.1.2 Formation continue

Mesure n° 7: Formation continue dans les entreprises en RHT

- **Description de la mesure:** la mesure consiste en une participation de l'Etat à l'octroi de cours de formation continue pour les employés des entreprises se trouvant en réduction de l'horaire de travail. Après analyse, 3 types de formations peuvent être envisagées: les formations permettant l'acquisition aux compétences de base, pour le **personnel peu qualifié** (langue, informatique, etc.); les **formations de branches** (métallurgie, plasturgie, etc.); les **formations pour cadres** (compétences d'organisation et de conduite). Ces formations seront organisées de telle manière qu'elles puissent être dispensées pendant les périodes de chômage partiel de l'entreprise. Ces formations ne sont pas prises en charge par l'assurance-chômage, un cofinancement étant toutefois en cours d'analyse.
- **Coûts:** 3 500 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune, ces formations n'étant pas prises en charge par l'assurance-chômage. Cette mesure est cependant en cours d'analyse dans le cadre de la 3^e phase du plan de relance fédéral
- **Délai de réalisation:** immédiate, jusqu'à l'épuisement du crédit (au plus tard jusqu'en 2013)
- **Base légale:** une base légale est à créer, par le biais d'un décret

4.1.3 Autres mesures d'accompagnement

Mesure n° 8: Guichet unique

- **Description de la mesure:** la mesure consiste en la création d'un guichet téléphonique unique, complété éventuellement d'une permanence, qui permettra de

répondre de manière rapide et efficace aux besoins/questions des demandeurs d'emploi et des entreprises. Pour les entreprises, cette mesure vise à faciliter leur travail administratif. Elle a pour but de collecter les différentes demandes de renseignements auprès d'un seul point d'entrée. Charge ensuite à ce contact de délivrer la bonne information ou de relier le demandeur avec la personne en mesure d'y apporter une solution. Idéalement, ce guichet devra pouvoir disposer de compétences en matière de conseil en personnel, de conseil en entreprise, de psychologie/assistance sociale, de questions financières.

- **Coûts:** 400 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** dans les 3 mois, limité à 2 ans
- **Base légale:** aucune nécessaire dans l'immédiat

4.1.4 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Soutien à l'emploi, formation continue et soutien à la jeunesse»

Domaine	Mesure n°	Mesures	Coût (mio)	Prélèvement sur	Contributions fédérales
Soutien à l'emploi, Jeunesse, Formation continue	1	Cours interentreprises	3.500	Fonds relance	0.000
	2	Allocation d'insertion professionnelle	0.800	Fonds emploi	0.000
	3	Places d'apprentissage à l'Etat	0.500	Fonds relance	0.000
	4	Stages professionnels à l'Etat	3.000	Fonds relance	3.000
	5	Appui pour les jeunes en difficulté	0.760	Fonds relance/budget	0.084
	6	Perte de gain pour demandeurs d'emploi	0.300	Fonds relance/budget	
	7	Formation continue pour entreprises en RHT	3.500	Fonds relance	0.000
	8	Guichet unique	0.400	Fonds relance	0.000
Total domaine		12.760			3.084
Fonds de relance		11.410			
Fonds de l'emploi		0.800			
Budget 09		0.550			

4.2 Domaine «Innovation»

Les mesures prises dans le domaine «Innovation» visent à favoriser les conditions à la création, l'installation et l'exploitation d'entreprises innovantes dans le canton de Fribourg. Elles ont pour objectif de permettre à l'économie cantonale de se développer durablement, dans le contexte de compétitivité actuel.

Mesure n° 9: Seed Capital

– **Description de la mesure:** Plusieurs phases de financement sont à distinguer dans la vie d'une entreprise. Le financement de type Seed capital intervient avant la création de la société ou avant que la société ne puisse offrir un produit commercialisable. Le canton de Fribourg possède déjà une structure de financement de type Capital risque. L'objectif de la mesure est donc de compléter cette offre de financement en mettant sur pied une structure de Seed capital. Cette structure aura pour objectif le financement partiel d'entreprises ou de futures entreprises orientées vers des domaines scientifiques, technologiques et à haute valeur ajoutée. Le Seed capital renforce donc la valorisation du savoir

généré par les Hautes écoles fribourgeoises et le transfert technologique.

- **Coûts:** 2 000 000 de francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** 1^{er} octobre 2009
- **Base légale:** une base légale est à créer, par le biais d'un décret

Mesure n°10 : Fonds de soutien à l'innovation

- **Description de la mesure:** la mesure vise la mise sur pied d'un fonds chargé du soutien de l'innovation technologique et scientifique. Trois mesures principales font l'objet de ce soutien: le transfert technologique, le financement de la protection de la propriété intellectuelle, l'appui à la préparation des projets d'innovation et de développement que les entreprises fribourgeoises et les Hautes écoles lancent.
- **Coûts:** 3 000 000 de francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune

- **Délai de réalisation:** dès l'automne 2009
- **Base légale:** une base légale est à créer, par le biais d'un décret

Mesure n° 11: Fibre optique pour l'ensemble du canton

- **Description de la mesure:** la mesure vise l'équipement de l'ensemble du territoire cantonal par un réseau de fibre optique souterrain («Fibre to the home»; FTTH). La mesure permettra un développement sain de la concurrence au niveau des réseaux et des services de télécommunications. Ce projet qui rendra le canton encore plus attractif, tant dans les villes que dans les campagnes, sera mené sur la base d'un partenariat public-privé (Swisscom, Groupe e et Etat de

Fribourg). Le coût pour l'Etat de Fribourg se monte à 5 000 000 de francs, auquel s'ajoute un prêt sans intérêt remboursable de 15 000 000 de francs.

- **Coûts:** 5 000 000 de francs (participation au capital-actions d'une société à créer)
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** une base légale est à créer, par le biais d'un décret. Une proposition sera soumise au Grand Conseil en principe encore cette année

4.2.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Innovation»

Domaine	Mesure n°	Mesures	Coût (mio)	Prélèvement sur	Contributions fédérales
Innovation	9	Seed Capital	2.000	Fonds relance	0.000
	10	Fonds de soutien à l'innovation	3.000	Fonds relance	0.000
	11	Fibre to the Home (fibre optique)	5.000	Fonds relance	0.000
Total domaine		10.000			

4.3 Domaine «Infrastructures»

Les mesures proposées dans le domaine «infrastructures» visent à soutenir principalement le domaine de la construction, du génie civil, ainsi que les sous-traitants actifs dans ces marchés. Il s'agit de mesures prises en vue de contrer les effets immédiats de la crise. Le coût global des ces mesures s'élève à 7 965 000 francs.

Mesure n° 12: Routes cantonales

- **Description de la mesure:** réaliser, en plus des travaux planifiés dans le cadre du budget 2009, des chantiers d'entretien constructif des routes cantonales, selon une priorité fixée en fonction de l'état des tronçons. Ces travaux peuvent être mis sur le marché rapidement, car ils ne nécessitent ni mise à l'enquête ni approbation particulière.

– **Coûts:** 5 500 000 francs

- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune

- **Délai de réalisation:** dès juillet 2009, jusqu'à l'épuisement du crédit (au plus tard jusqu'en 2010)
- **Base légale:** loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 741.1)

Mesure n° 13: Bâtiments et constructions

- **Description de la mesure:** il s'agit de travaux prévus dans le cadre de mise en valeur de bâtiments de l'Etat, de travaux d'entretien ou d'aménagement ou encore d'études qui répondent à un besoin identifié (notamment en matière d'assainissement énergétique).
- **Coûts:** 2 465 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** dès l'automne 2009
- **Base légale:** aucune nécessaire, puisque l'Etat a pour tâche d'entretenir les locaux en sa propriété

4.3.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Infrastructures»

Domaine	Mesure n°	Mesures	Coût (mio)	Prélèvement sur	Contributions fédérales
Infrastructures	12	Routes cantonales	5.500	Fonds relance	0.000
	13	Bâtiments et constructions	2.465	Fonds relance	0.000
Total domaine		7.965			0.000

4.4 Domaine «Energie»

Au mois de décembre 2008, les chambres fédérales ont augmenté de 86 millions les dépenses budgétisées par le Conseil fédéral au titre des contributions globales annuelles aux cantons en vue de promouvoir l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur. Le montant des contributions globales s'élèvera donc à 100 millions de francs en 2009. A la fin du mois de février 2009, le Conseil fédéral a approuvé la clé de répartition des fonds supplémentaires. Selon l'article 17 al. 4 de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur l'énergie, le canton disposait d'un délai jusqu'au 31 mars 2009 pour annoncer son budget 2009 définitif donnant droit à une part des contributions globales. C'est la raison pour laquelle les mesures proposées ci-dessous ont déjà été annoncées à la Confédération, en vue de l'obtention de contributions globales dès 2009.

Au-delà des considérations qui précèdent, les mesures proposées visent à favoriser le secteur des entreprises actives dans les domaines de l'énergie, du bâtiment et du génie civil. Elles visent également un but de développement durable en ayant une influence directe sur la consommation énergétique du canton.

Mesure n° 14: Assainissement des bâtiments

– **Description de la mesure:** Le programme bâtiments de la Fondation du centime climatique (FCC) court jusqu'à la fin de l'année 2009. Les principes d'exécution convenus entre les cantons intéressés à cette démarche et la FCC sont les suivants: le canton double la part des contributions de la Fondation du centime climatique et le Programme bâtiments de la Fondation du centime climatique est étendu aux bâtiments non chauffés aux combustibles fossiles.

– **Coûts:** 1 000 000 de francs

– **Contribution attendue de la Confédération:** 1 000 000 de francs

– **Délai de réalisation:** immédiate

– **Base légale:** loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1)

Mesure n° 15: Certification énergétique des bâtiments

– **Description de la mesure:** dans le cadre d'une action particulière de la Confédération, les propriétaires peuvent profiter d'un examen énergétique de leur bâtiment pour la somme de 200 francs (valeur réelle de l'examen 1200 francs). Cette action est entièrement financée par l'Office fédéral de l'énergie. Il est toutefois probable que, selon le succès de cette action, des certificats supplémentaires soient financés par le canton. De plus, une large campagne d'information et de sensibilisation sera organisée par l'Etat sur ce thème, afin de motiver les propriétaires à faire analyser leurs bâtiments, avant d'entreprendre des travaux qui pourraient être encouragés par le futur programme national d'assainissement des bâtiments. Le Service des transports et de l'énergie a profité du salon Energissima (23–26 avril 2009) pour organiser une première action. A cette occasion, 620 bons pour les certificats énergétiques dont été distribués.

– **Coûts:** 200 000 francs

– **Contribution attendue de la Confédération:** 200 000 francs

– **Délai de réalisation:** immédiate

– **Base légale:** loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1)

Mesure n° 16: Energie solaire photovoltaïque

– **Description de la mesure:** l'Etat complète ses programmes d'encouragement en vigueur par un programme destiné à des projets solaires photovoltaïques ne pouvant bénéficier du programme relatif à une rétribution à prix coûtant (RPC) mis en œuvre sur le plan national en 2008 et pour lequel les moyens sont épuisés. Partant de l'hypothèse que le nombre de projets pouvant être lancés rapidement représentent une puissance totale d'environ 1500 kW, un montant d'au maximum 10 millions de francs permet de les soutenir pratiquement aux mêmes conditions que celles obtenues dans le cadre du programme RPC. Le Groupe e participe activement à la réalisation de ce projet et met à disposition un montant d'environ 5 millions de francs.

– **Coûts:** 5 000 000 de francs

– **Contribution attendue de la Confédération:** 5 000 000 de francs, auxquels s'ajoutent 5 000 000 de francs de Groupe e

– **Délai de réalisation:** immédiate, jusqu'à l'épuisement du crédit (au plus tard jusqu'en 2013)

– **Base légale:** loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1)

Mesure n° 17: Projets «Cités de l'énergie»

– **Description de la mesure:** l'Etat sollicite l'Association «Cité de l'énergie» afin que celle-ci mette sur pied un concept d'accompagnement des communes en vue de favoriser et d'inciter ces dernières à se lancer dans les démarches en vue de l'obtention du label «Cité de l'énergie». Des actions d'information et de sensibilisation auprès de la population sont également soutenues.

– **Coûts:** 200 000 francs

– **Contribution attendue de la Confédération:** 200 000 francs

– **Délai de réalisation:** immédiate, action unique

– **Base légale:** loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1)

4.4.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Energie»

Domaine	Mesure n°	Mesures	Coût (mio)	Prefèvement sur	Contributions fédérales
Energie	14	Assainis. des bâtiments (cent. climatique)	1.000	Fonds relance	1.000
	15	Assainis. des bâtiments – certificat énerg.	0.200	Fonds relance	0.200
	16	Photovoltaïque	5.000	Fonds relance	5.000
	17	Cité de l'énergie (promotion)	0.200	Fonds relance	0.200
Total domaine		6.400			6.400

4.5 Domaine «Transports publics»

Les mesures proposées dans le domaine des transports publics ont pour but de sécuriser et d'améliorer les infrastructures existantes, conditions préalables à une rapide étendue de l'offre dans le canton et de la mise en place d'un RER Fribourgeois (RER FR). Des études seront également menées en vue des adaptations du réseau de transport prévues dans un proche avenir. Ces mesures visent à favoriser le secteur du génie civil et des fournisseurs d'équipements, dans le cadre des difficultés liées à la crise.

Mesure n° 18: RER FR – travaux préparatoires

- **Description de la mesure:** La mesure doit permettre d'assainir les passages à niveau empruntés par le futur RER FR, afin que le niveau de sécurité soit maintenu, voire amélioré, malgré l'élévation planifiée de la vitesse des trains en vue de la réduction des temps de parcours. De nouveaux équipements sont également prévus dans les gares, afin d'en améliorer l'accessibilité. La mesure comprend aussi les travaux relatifs à l'interconnexion des installations de sécurité entre certaines gares, ainsi que des frais d'études en vue d'établir les projets de mise à niveau du réseau pour le RER FR.

Pour les passages à niveau, la mesure proposée comprend une subvention identique à celle prévue dans le décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour le subventionnement des frais de suppression de passages à niveau ou d'amélioration de leur sécurité. Le solde restant sera réparti entre le propriétaire de la route et l'entreprise de transport. En application de l'article 56 de la loi fédérale sur les chemins de fer, le canton participera à 43% de la part à la charge des tpf.

- **Coûts:** 3 090 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** 770 000 francs
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 141.1); loi du 20 septembre 1994 sur les transports (RSF 780.1)

Mesure n° 19: Remplacement et assainissement de l'équipement

- **Description de la mesure:** la mesure consiste en le remplacement d'installations sur la voie étroite, ainsi que la réfection de sites et de quais.
- **Coûts:** 1 010 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** 1 140 000 francs
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** loi du 20 septembre 1994 sur les transports (RSF 780.1)

Mesure n° 20: Halte de St-Léonard

- **Description de la mesure:** la mesure consiste en le financement de la part du canton à la prise en charge des frais d'étude de construction du nouveau point d'arrêt voyageurs à Fribourg/St-Léonard.
- **Coûts:** 490 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** loi du 20 septembre 1994 sur les transports (RSF 780.1)

4.5.1 Résumé des coûts pour les mesures du domaine «Transports publics»

Domaine	Mesure n°	Measures	Coût (mio)	Prélevement sur	Contributions fédérales
Transports publics	18	RER FR Travaux préparatoires	3.090	Fonds relance	0.770
	19	Remplacement et assainis. équipement	1.010	Fonds relance	1.140
	20	Halte de St-Léonard (frais d'étude)	0.490	Fonds relance	0.000
Total domaine		4.590			1.910

4.6 Environnement, agriculture et alpages

Les domaines de l'environnement, de l'agriculture et des alpages regroupent les mesures propres à favoriser les secteurs du génie civil, des entreprises, corporations forestières concernées, des associations occupant des personnes en recherche d'un travail et des producteurs de produits du terroir. Ces mesures visent le développement durable, en ce sens qu'elles ont notamment pour objectif d'améliorer les conditions environnementales.

4.6.1 Environnement

Mesure n° 21: Protection des biotopes et espèces

- **Description de la mesure:** la mesure concerne des travaux de création et de revitalisation de biotopes et des mesures actives de protection des espèces, ainsi que la reconstruction d'une pisciculture. A ce titre, 17 projets concrets vont être réalisés dans tous le canton par le bureau de la protection de la nature.
- **Coûts:** 1 650 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** 812 000 francs (contribution assurée dans le cadre du programme de relance de la Confédération). Des contributions de tiers sont également attendues, pour un montant d'environ 700 000 francs.
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** loi du fédérale du 1^{er} juillet 1996 sur la protection de la nature et du paysage (RS 451)

Mesure n° 22: Forêts

- **Description de la mesure:** la mesure permet la réalisation de divers travaux soutenant la biodiversité en forêt conformes aux critères fixés par l'Office fédéral de l'environnement pour bénéficier des moyens supplémentaires prévus dans le cadre de la deuxième étape du programme de stabilisation fédéral. Les crédits alloués serviront également à la remise en état d'infrastructures forestières et alpestres, ainsi qu'à la construction d'un centre forestier pour les forêts domaniales.
- **Coûts:** 890 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** 300 000 francs. Une contribution fédérale est également prévue dans le cadre du produit «forêts protectrices» de la Convention-Programme 2008–2011. Une participation extraordinaire dans le cadre d'un probable

3^e programme fédéral de relance est possible. Le cas échéant, ces contributions seront déduites des coûts à charge de l'Etat

- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles.

4.6.2 Agriculture et alpages

Mesure n° 23: Aide structurelle à l'agriculture

- **Description de la mesure:** la mesure consiste principalement en l'octroi d'aides à la rationalisation des bâtiments d'exploitation ou à la construction de nouveaux bâtiments plus adaptés aux nouvelles techniques (modernisation d'étables existantes, construction d'étables avec bétail en stabulation libre et installations de salle de traite, construction de rural communautaire, modification d'étables en vue de répondre aux exigences d'une garde plus respectueuse des animaux, etc.)
- **Coûts:** 400 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** 400 000 francs
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** aucune nécessaire

Mesure n° 24: Revitalisation de l'économie alpestre

- **Description de la mesure:** la mesure vise la mise en valeur des produits d'alpages, plus particulièrement du fromage, ainsi que les améliorations et rénovation des installations de fabrication.
- **Coûts:** 1 500 000 francs
- **Contribution attendue de la Confédération:** aucune dans l'immédiat
- **Délai de réalisation:** dès 2009
- **Base légale:** loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF; RSF 917.1)

4.6.3 Résumé des coûts pour les mesures des domaines environnement, agriculture et alpages

Domaine	Mesure n°	Measures	Coût (mio)	Prélèvement sur	Contributions fédérales
Environnement agriculture et alpages	21	Protection des biotopes et des espèces	1.650	Fonds relance	0.812
	22	Forêts	0.890	Fonds relance	0.300
	23	Aide structurelle à l'agriculture	0.400	Fonds relance	0.400
	24	Revitalisation de l'économie alpestre	1.500	Fonds relance	0.000
Total domaine		4.440			1.512

4.7 Vue d'ensemble des coûts du plan cantonal de soutien à l'économie

Le plan cantonal de soutien à l'économie se résume de la façon suivante:

Domaine	Coût (mio)	Contributions fédérales
Soutien à l'emploi, Jeunesse, Formation continue	12.760	3.084
Innovation	10.000	0.000
Infrastructure	7.965	0.000
Energie	6.400	6.400
Transports publics	4.590	1.910
Environnement, agriculture et alpages	4.440	1.512
TOTAL Plan de soutien	46.155	12.906
Réduction autre fonds ou budget	1.350	
A charge fonds de soutien	44.805	
Réserve	5.195	

Après avoir engagé les moyens déjà à la disposition du canton (fonds de l'emploi et montants au budget), le total à charge du canton prévoit donc un disponible de 5 195 000 sur le montant de 50 millions affecté au fonds de soutien à l'économie fribourgeoise. Ce disponible est porté en réserve dans le fonds, en prévision notamment des mesures qui seront prises par la Confédération dans la 3^e phase de son plan de relance de l'économie.

Une première appréciation du plan de soutien proposé démontre que les montants mis à disposition par l'Etat ont pour effet de provoquer des contributions supplémentaires de la Confédération et de tiers de l'ordre de 13 millions de francs.

Les mesures suivantes auront une influence directe et immédiate sur l'économie fribourgeoise:

n°	Mesures
1	Cours interentreprises
2	Allocation d'insertion professionnelle
11	Fibre to the Home (fibre optique)
12	Routes cantonales
13	Bâtiments et constructions
14	Assainissement des bâtiments (centime climatique)
16	Photovoltaïque
18	RER FR Travaux préparatoires

19	Remplacement et assainissement des équipements de transports publics
20	Halte de St-Léonard (frais d'étude)
21	Protection des biotopes et des espèces
22	Forêts
23	Aide structurelle à l'agriculture
24	Revitalisation de l'économie alpestre

Quant à la réalisation de la stratégie sur les 3 axes d'intervention formulée par le Conseil d'Etat (cf. pt. 3.2 ci-dessus), elle se concrétise comme suit:

Les mesures en vue de contrer les effets immédiats de la crise	Les mesures d'accompagnement en soutien des personnes physiques subissant les effets de la crise	Les mesures visant le renforcement de la compétitivité économique durable
12; 13; 14; 16; 18; 19; 20; 21; 22; 23; 24	1; 2; 3; 4; 5; 6; 7; 8	9; 10; 11; 15; 17
22,995 millions de francs	12,76 millions de francs	10,4 millions de francs

Réserve: 5,195 millions de francs
(déduction faite de 1,35 million à charge d'autre fonds et du budget)

5. AUTRES CONSÉQUENCES DU PROJET

5.1 Incidences sur l'effectif en personnel

Considérant les mesures proposées, le plan de soutien à l'économie implique l'attribution d'environ 2.5 postes de travail supplémentaires de durée limitée. Ces postes seraient repourvus au profit du Service public de l'emploi pour les mesures n°5 (appui pour les jeunes en difficulté – case management) et 8 (guichet unique).

5.2 Autres incidences

Le projet de décret n'a pas des incidences sur la répartition des tâches Etat–communes.

Le projet de décret est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral et la Constitution cantonale.

Le projet de décret ainsi que le présent message répondent en outre au mandat 4011.09 déposé le 16 avril 2009 par le député Xavier Ganioz, ainsi que 9 autres député(e)s, intitulé «Crise financière: un train de mesures particulières pour les jeunes».

5.3 Bases légales et allocation des crédits

Les crédits d'engagement relatifs au plan de soutien à l'économie doivent être, pour les mesures considérées, catalogués selon la classification des dépenses au sens des articles 22 et suivants de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE; RSF 610.1).

Tous les crédits prévus pour les mesures mentionnées ci-après constituent des dépenses liées qui résultent d'une base légale existante et entrent dans le cadre des tâches habituelles de l'Etat. Ils seront alloués aux centres de charges suivants:

n°	Mesures	Coût	Centres de charges
1	Cours interentreprises	3.500	3542.1/366.005
3	Places d'apprentissage à l'Etat	0.500	3775/position à déterminer
4	Stages professionnels à l'Etat	3.000	3775/position à déterminer
5	Appui pour les jeunes en difficulté	0.760	3510/319.007
8	Guichet unique	0.400	3510/319.007
12	Routes cantonales	5.500	3820/314.300
13	Bâtiments et constructions	2.465	3850/314.100
14	Assainis. des bâtiments (cent. climatique)	1.000	3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010
15	Assainis. des bâtiments – certificat énerg.	0.200	3570/318.000
16	Photovoltaïque	5.000	3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010
17	Cité de l'énergie (promotion)	0.200	3570/318.000
18	RER FR Travaux préparatoires	3.090	3570/564.007 3570/564.009
19	Remplacement et assainis. équipement	1.010	3570/564.007 3570/564.009
20	Halte de St-Léonard (frais d'étude)	0.490	3570/564.007 3570/564.009
21	Protection des biotopes et des espèces	1.650	3800/365.200
22	Forêts	0.890	3445/362.000 3445/362.200 3445/501.006
23	Aide structurelle à l'agriculture	0.400	3425/ 565.006 3425/ 575.006 3425/ 670.006
24	Revitalisation de l'économie alpestre	1.500	3425/365.019 3425/380.002 3425/480.002 3425/562.009 3425/565.002 3425/565.006

Ces crédits d'engagement constituent des dépenses liées et n'ont donc pas à être soumis au référendum financier.

Doivent être considérées comme dépenses nouvelles, les crédits en lien avec les mesures suivantes, qui nécessitent l'adoption de dispositions légales particulières:

n°	Mesures	Coût	Centres de charges
2	Allocation d'insertion professionnelle	0.800	Prélèvement
6	Perte de gain pour demandeurs d'emploi	0.300	3510/319.007
7	Formation continue pour entreprises en RHT	3.500	3510/319.007
9	Seed Capital	2.000	3505/position à déterminer
10	Fonds de soutien à l'innovation	3.000	3505/position à déterminer
11	Fibre to the Home (fibre optique)	5.000	A déterminer dans décret ultérieur

Ces crédits d'engagement constituent des dépenses nouvelles et sont donc soumis au référendum financier facultatif.

Le projet de décret relatif aux mesures doit également être examiné en regard de l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, quant à la question de savoir s'il doit être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil, pour certaines mesures. En l'occurrence, les crédits alloués aux mesures relatives à l'entretien des routes cantonales (mesure n° 12) et au financement d'installations photovoltaïques (mesure n° 16) sont concernés et devront donc être adoptés à la majorité des membres du Grand Conseil.

Enfin, comme on l'a mentionné précédemment, la mesure n° 11 (Fibre optique pour l'ensemble du canton), fera l'objet d'un décret distinct, en principe encore avant la fin de l'année 2009. Ce montant, bien qu'il ne soit pas déduit du fonds de relance par le décret proposé, est à réserver dans ce but.

6. COMMENTAIRES RELATIFS AU PROJET DE DÉCRET

Les dispositions du décret ne nécessitent pas de longs commentaires s'agissant de la teneur des mesures proposées, puisque celles-ci sont décrites dans le message ci-dessus. Le décret a été scindé en 3 chapitres: le premier chapitre se borne à déterminer le montant total du prélèvement sur le fonds de relance (art. 1), tout en attribuant les crédits réservés aux mesures constituant des dépenses liées sur les centres de charges concernés (chapitre 2; art. 2). A ce titre, il y a lieu de préciser qu'il ne sera pour l'instant prélevé que 39 805 000 francs sur les 50 000 000 de francs disponibles, 5 000 000 de francs étant réservés pour la mesure n° 11 (Fibre optique pour l'ensemble du canton) et 5 195 000 francs constituant la réserve du fonds. Le 3^e chapitre du décret institue les bases légales nécessaires à l'allocation de crédits pour les nouvelles dépenses au sens de la loi sur les finances. Sont concernées les mesures suivantes:

- **l'allocation d'insertion professionnelle (art. 3 à 6):** les dispositions du décret établissent les conditions de base à remplir pour l'octroi de l'allocation, la durée et le montant mensuel maximal de cette dernière;
- **la perte de gain pour demandeurs d'emploi (art. 7 à 10):** les dispositions du décret détermine le cercle des bénéficiaires et certaines conditions personnelles à remplir pour bénéficier du subventionnement aux primes d'assurance (âge, revenu, fortune, domicile, etc.). Comme mentionné précédemment, la mesure constitue l'application anticipée de dispositions prévues dans la LEMT. Le décret prévoit donc la levée de cette dernière lorsque cette loi sera adoptée;
- **la formation continue pour entreprises en RHT (art. 11 à 14):** les dispositions du décret instituent les conditions à remplir pour les entreprises concernées. Ainsi, les formations ne pourront être octroyées qu'à partir du 4^e mois de RHT (4^e période de décompte), pour autant que celle-ci soit prolongée pour 3 mois supplémentaires. Les formations individuelles seront réservées aux collaborateurs engagés avant le 1^{er} janvier 2008, soit ceux ayant le plus d'ancienneté dans l'entreprise. Les formations collectives seront, par contre, ouvertes à l'ensemble des collaborateurs, no-

tamment celles organisées dans les entreprises elles-mêmes;

- **le Seed Capital (art. 15 à 17):** les dispositions du décret fondent les bases d'une structure instituée dans le but d'accorder des prises de participation et des prêts (max. 200 000 francs) permettant le financement partiel d'entreprises ou de futures entreprises orientées vers les domaines scientifiques, technologiques et à haute valeur ajoutée. Ces prises de participation et prêts sans intérêt seront accordés en vue du développement de projets innovants n'étant, en l'état, pas encore dans une phase de commercialisation ou dans le but de permettre la création d'entreprises disposant de produits innovants commercialisables;
- **le fonds de soutien à l'innovation (art. 18 et 19):** les dispositions du décret créent les bases d'un fonds mis à disposition des hautes écoles fribourgeoises, dont le capital et les revenus permettent de soutenir l'innovation technologique et scientifique, notamment par un soutien au transfert technologique et à la protection de la propriété intellectuelle, ainsi que par un appui au lancement de projets innovants auprès des institutions fédérales compétentes.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 132 19. Mai 2009
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über den kantonalen Plan
zur Stützung der Wirtschaft und zur
Krisenbewältigung im Kanton Freiburg

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Dekretsentwurf über den Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg.

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

- 1. Allgemeines**
 - 1.1 Die Wirtschafts- und Finanzkrise*
 - 1.1.1 Begriffe
 - 1.1.2 Ursachen der aktuellen Krise
 - 1.2 Die Lage in der Schweiz*
 - 1.2.1 Allgemeines
 - 1.2.2 Arbeitsmarkt
 - 1.2.3 Konjunkturprognosen
 - 1.3 Die Lage im Kanton Freiburg*
 - 1.3.1 Allgemeines
 - 1.3.2 Arbeitsmarkt
- 2. Bereits getroffene Massnahmen gegen die Krise**
 - 2.1 Stabilisierungsmassnahmen des Bundes*
 - 2.1.1 Erste Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes
 - 2.1.2 Zweite Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes
 - 2.1.3 Dritte Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes
 - 2.2 Massnahmen der interkantonalen Zusammenarbeit*
 - 2.3 Massnahmen des Kantons Freiburg*
 - 2.3.1 «Task Force»
 - 2.3.2 Treffen mit Betriebsleitern des Kantons
 - 2.3.3 Treffen mit den Gewerkschaften des Kantons

- 2.3.4 Treffen mit dem Bund
- 2.3.5 Umfrage in den Ämtern
- 2.3.6 Massnahmen für eine Verstärkung der Hilfe für Arbeitslose und Unternehmen
- 2.3.7 Massnahmen im Rahmen der Staatsrechnung 2008
- 2.3.8 Massnahmen im Rahmen des Voranschlags 2009
- 2.3.9 Andere Massnahmen
- 2.3.10 Zusammenfassung

3. Kantonaler Plan zur Stützung der Wirtschaft

- 3.1 *Bedingungen für die Ausarbeitung des Plans zur Stützung der Wirtschaft*
 - 3.1.1 Bewilligte Mittel
 - 3.1.2 Auswahlkriterien für die Massnahmen
- 3.2 *Strategie mit drei Interventionsachsen*
- 3.3 *Interventionsbereiche*

4. Vorgeschlagene Massnahmen im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft

- 4.1 *Bereich «Arbeitsmarkt, Weiterbildung und Jugend»*
 - 4.1.1 Beschäftigung und Jugend
 - 4.1.2 Weiterbildung
 - 4.1.3 Andere Begleitmassnahmen
 - 4.1.4 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Arbeitsmarkt, Weiterbildung und Jugend»
- 4.2 *Bereich «Innovation»*
 - 4.2.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Innovation»
- 4.3 *Bereich «Infrastruktur»*
 - 4.3.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Infrastruktur»
- 4.4 *Bereich «Energie»*
 - 4.4.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Energie»
- 4.5 *Bereich «Öffentlicher Verkehr»*
 - 4.5.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Öffentlicher Verkehr»
- 4.6 *Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft*
 - 4.6.1 Umwelt
 - 4.6.2 Landwirtschaft und Alpwirtschaft
 - 4.6.3 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen in den Bereichen Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft
- 4.7 *Kostenübersicht für den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft*

5. Andere Auswirkungen des Projekts

- 5.1 Auswirkungen auf den Personalbestand
- 5.2 Andere Auswirkungen
- 5.3 Rechtsgrundlagen und Kreditbewilligung

6. Bemerkungen zum Dekretsentwurf

1. ALLGEMEINES

1.1 Die Wirtschafts- und Finanzkrise

1.1.1 Begriffe

Der Begriff der Wirtschaftskrise bezeichnet einen abrupten Konjunkturabschwung. Er wird von einem Überangebot geprägt, unmittelbar gefolgt von einer Schrumpfung der Wirtschaftstätigkeit. Dieses Phänomen bewirkt natürlich einen Rückgang der Wirtschaftsaktivität, einen Anstieg der Arbeitslosigkeit, einen Verlust der Kaufkraft,

einen Rückgang der Beschäftigung und des Bruttoinlandprodukts (BIP) sowie steigende Konkurszahlen. Eine Wirtschaftskrise kann als Folge einer Finanzkrise auftreten, also nach einem Versagen des Finanzsystems. Dieses kann die Börse betreffen (Kurseinbrüche), die staatlichen Währungsreserven, das Kreditwesen (grosse Anzahl uneinbringlicher Forderungen) oder das Bankensystem (exzessive Risiken und Panik der Bankkunden).

Es ist zwar umstritten, dass Wirtschaftskrisen bestimmten Zyklen folgen, dennoch ist es schwierig, deren Dauer vorherzusehen. Etwas leichter ist es hingegen, die verschiedenen Phasen der Konjunktur zu bestimmen. Ein Mehrheit der Wirtschaftswissenschaftler zufolge gibt es deren vier: Krise, Rezession (Abschwung), Depression (Tief) und Expansion (Aufschwung). In Wirklichkeit verlaufen die Wirtschaftszyklen aber kaum je nach diesem «idealen» Schema: die Stärke der Phänomene und ihre Periodizität schwanken von einem Zyklus zum nächsten, sowohl in ihrer Häufigkeit als auch in ihrem Ausmass. Im Allgemeinen werden die Zyklen aber vereinfacht dargestellt, wie z.B. durch folgende Illustration (Quelle: Internet):



1.1.2 Ursachen der aktuellen Krise

Der Sommer 2007 markierte den Beginn der sogenannten Immobilienkrise (auch: Subprimekrise), durch die viele US-amerikanischen Finanzinstitute in extreme Schwierigkeiten gerieten. Sie entstand aufgrund von massiven Deckungslücken bei den Hypothekarkrediten, die für den Erwerb von Wohn- und Hauseigentum vergeben worden waren. Trotz erheblicher Liquiditätspritzen im Interbankenmarkt präsentierte die Finanzinstitute durchzogene Bilanzen. Da über ihre Zahlungsfähigkeit grosse Unsicherheit bestand, litten sie unter einer Vertrauenskrise. Die bereits heikle Situation wurde z. T. durch den Konkurs der multinationalen Investmentbank «Lehman Brothers» am 15. September 2008 noch weiter verschärft. In der Folge sind die Börsenkurse zusammengebrochen und die abnehmende Risikobereitschaft der Investoren führte zu einem Engpass auf dem Kapitalmarkt, wovon auch Unternehmen und private Haushalte betroffen wurden. Um das Finanzsystem zu retten, ergriffen viele Regierungen Gegenmassnahmen zur Unterstützung der Banken (Kapitalspritzen und Garantiemassnahmen). Doch diese Anstrengungen reichten nicht, um die Bilanzen der Finanzinstitute wieder auszugleichen und die Banken durchzuführen im Januar 2009 erneut eine schwierige Phase.

Die aktuelle Wirtschaftskrise ist also eine Folge der Finanzkrise, die 2007 in den USA begonnen hat. Die Finanzkrise markierte außerdem das Ende einer fünfjährigen weltweiten Wachstumsphase, herbeigeführt durch einen Liquiditätsüberschuss und den gleichzeitigen An-

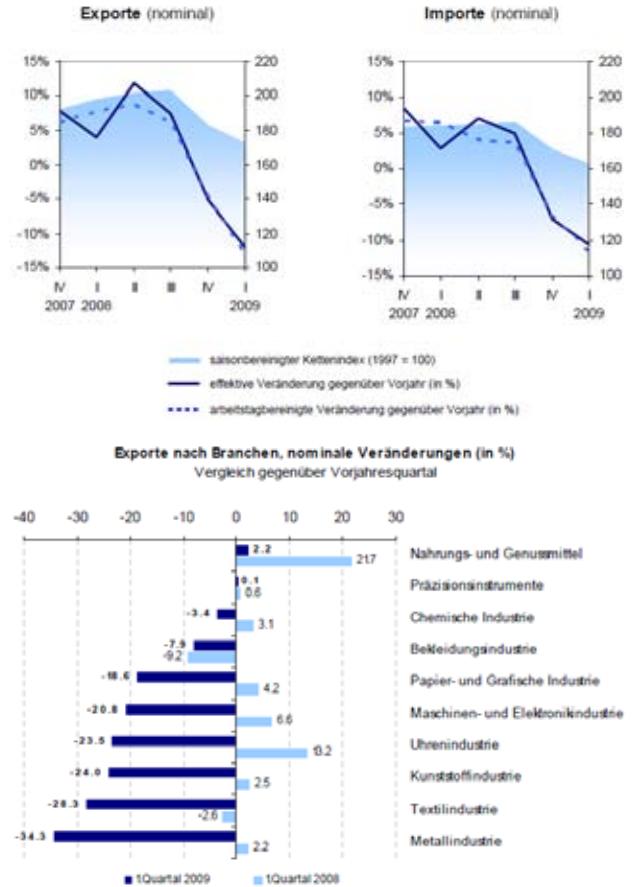
stieg der Rohstoffpreise, insbesondere von Erdöl und landwirtschaftlichen Produkten. Ein weiterer Aspekt der Krise ist die Verschlechterung der sogenannten Realwirtschaft, also dem Handel von Gütern, Dienstleistungen, Kapital und Arbeit. Das BIP der Vereinigten Staaten, der weltweit grössten Wirtschaftsmacht, hat im vierten Quartal 2008, nach einem abrupten Einbruch der Investitionen von Seiten der Unternehmen, um 6,3% abgenommen. Auf das gesamte Jahr 2008 hochgerechnet, betrug das Wirtschaftswachstum in den USA also nur 1,1% und hatte damit den niedrigsten Stand seit 2001 erreicht. Bei den Exporten brach der Absatz nach einem Anstieg von 3% im dritten Quartal zusammen und verzeichnete ein Minus von 23,6%. Der Konsum, der im Normalfall mehr als zwei Drittel des amerikanischen Wachstums ausmacht, sank um 4,3% (Quelle: Zeitung «Le Monde» vom 26. März 2009). Hinzufügen lässt sich außerdem, dass das BIP der USA laut den provisorischen Zahlen, welche die US-Regierung am 29. April bekanntgab, im ersten Quartal 2009 gegenüber dem ersten Quartal 2008 eine weitere Abnahme um 6,1% verzeichnete.

1.2 Die Lage in der Schweiz

1.2.1 Allgemeines

Wie die meisten, international aktiven Finanzinstitutionen wurden auch die grossen Schweizer Banken mit voller Wucht von der Finanzkrise getroffen. Zum Beispiel die UBS, die grösste Bank der Schweiz, hat das Geschäftsjahr 2007 mit einem historischen Verlust von 4,4 Milliarden Franken abgeschlossen, nachdem sie wegen dem Subprime-Hypothekargeschäft 21,3 Milliarden Franken abschreiben musste. 2008 befand sich die UBS in einer so schwierigen Situation, dass der Bundesrat und die Schweizerische Nationalbank (SNB) im Dezember 2008 einen Rettungsplan über 60 Milliarden US-Dollar beschlossen haben, um den Konkurs der Bank zu verhindern. Das Massnahmenpaket UBS bestand in der Schaffung einer Zweckgesellschaft mit einem Eigenkapital von 6 Mia. US-Dollar durch die UBS, welcher die illiquiden Aktiven der Bank verkauft wurden. Für diese Transaktion hat die SNB mit der UBS eine Grundsatzvereinbarung über die langfristige Finanzierung von illiquiden Wertpapieren im Wert von 54 Mia. US-Dollar abgeschlossen.

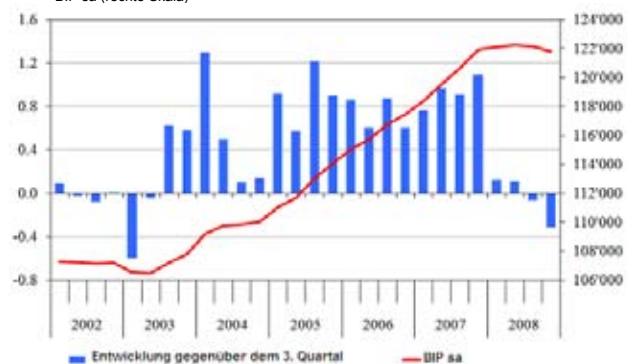
Auch die Auswirkungen der weltweiten Wirtschaftskrise auf die Schweizer Wirtschaft liessen nicht lange auf sich warten. In der zweiten Jahreshälfte 2008 verzeichneten die Schweizer Exporte einen starken Rückgang, der hauptsächlich auf die Verlangsamung des internationalen Handels zurückzuführen ist. Im ersten Quartal 2009 knickte der Schweizer Aussenhandel buchstäblich ein. So reduzierten sich die Exporte um 11,9% und die Importe um 10,6%. Alle Exportbranchen mussten einen Umsatzrückgang hinnehmen; die drastischsten Einbussen erlitten dabei die Metall- und die Uhrenindustrie (Quelle: Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Medienmitteilung vom 23. März 2009).



Natürlich bedeutet ein Leistungsrückgang der Schweizer Unternehmen im Aussenhandel auch einen Rückgang des BIP. Nach Angaben des SECO hat das reale BIP der Schweiz im vierten Quartal 2008 gegenüber dem dritten Quartal um 0,3% abgenommen und gegenüber dem entsprechenden Vorjahresquartal wurde eine Abnahme um 0,6% registriert. Diese Abnahme wird durch folgendes Schema illustriert (Quelle: SECO):

Entwicklung des BIP der Schweiz:

Gegenüber dem Vorjahresquartal (linke Skala, in %)
BIP sa (rechte Skala)



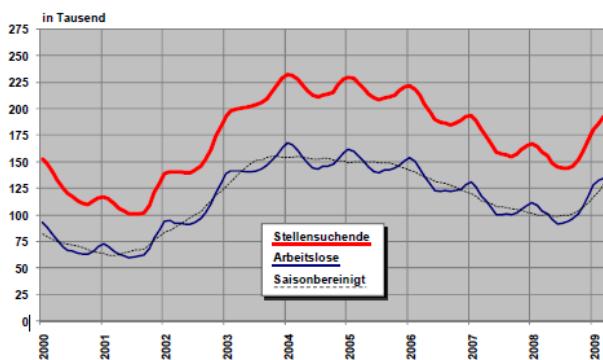
1.2.2 Arbeitsmarkt

Die Schweizer Unternehmen bereiten sich mit konkreten Massnahmen auf die anlaufende Rezession vor. Die Massnahmen zum Kostenmanagement betreffen im Wesentlichen den Personalbereich durch Anstellungsstopps, Frühpensionierungen oder Entlassungen. Auch verfolgen die Unternehmen die Reduktion ihrer Fixkosten, zum

Beispiel mit dem Abbau von Komplexitätskosten. Sie verschieben nicht dringend notwendige Investitionen auf einen späteren Zeitpunkt, bereiten alternative Strategien vor und entwerfen allfällige Notfallszenarien. Sie beobachten aber auch eine Verschlechterung der Zahlungsmoral ihrer Kunden (Quelle: Studie «Impact of the economic crisis on Swiss companies», PricewaterhouseCoopers, März 2009).

Als Konsequenz dieser Massnahmen hat sich der Arbeitsmarkt in der Schweiz im Verlauf der letzten Monate verschlechtert. Von 2,6% im Jahrsdurchschnitt 2008 ist die Arbeitslosenquote der Schweiz auf 3,5% Ende April 2009 gestiegen, wobei der Anstieg ab November 2008 besonders stark ausfiel (+ 1 Punkt zwischen Ende Oktober 2008 und Ende April 2009). Ende April waren also nicht weniger als 136 709 Personen auf Stellensuche. Die Entwicklung der Arbeitslosenquote in der Schweiz geht aus folgender Tabelle hervor (Quelle: SECO; Die Lage auf dem Arbeitsmarkt im März 2009):

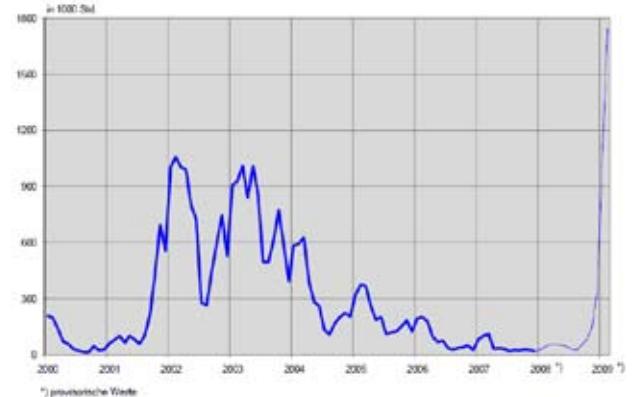
Registrierte Stellensuchende und Arbeitslose



Hervorzuheben ist auch, dass die Jugendlichen vom Anstieg der Arbeitslosigkeit besonders stark betroffen sind. Die Arbeitslosenquote der 15–24-Jährigen hat Ende April 2009 in der Schweiz 4% erreicht. Die Anzahl arbeitsloser Jugendlicher beträgt also 22 279 Personen, was im Vergleich zum Vorjahresmonat einem Anstieg um 6992 Personen entspricht (+ 45,7%).

Um die Krise zu bewältigen, haben die Unternehmen unter anderem ihre Arbeitszeit verkürzt oder ganz eingestellt und nach Artikel 31 und folgende des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AVIG) Kurzarbeitsentschädigungen (KAE) bezogen. Nach den jüngsten Angaben zur Lage in der Schweiz im Februar 2009 bezogen 1505 Betriebe Kurzarbeit (+1418 im Vergleich zum Februar 2008), davon waren 29 208 Personen betroffen (+28 597 Personen), also 1 745 464 verlorene Arbeitsstunden (+1 701 520 Arbeitsstunden). Die Entwicklung der Situation im Bezug auf die Kurzarbeit geht aus folgendem Schema hervor (Quelle: SECO; Die Lage auf dem Arbeitsmarkt im April 2009):

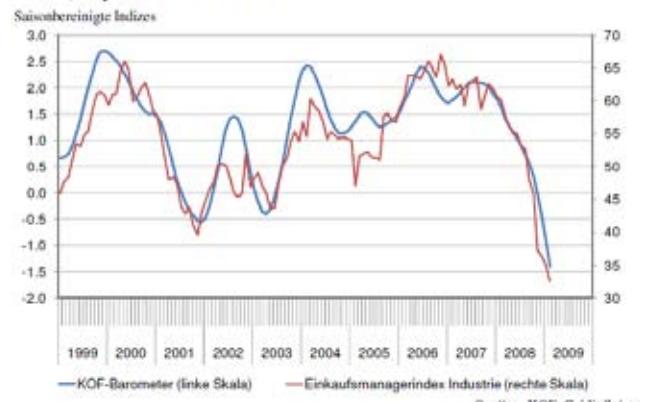
Kurzarbeit, abgerechnete ausfallene Arbeitsstunden



1.2.3 Konjunkturprognosen

Vorhersagen über das Ende einer Krise müssen immer mit grosser Vorsicht gehandhabt werden. Diesbezüglich ist festzustellen, dass die Experten ihre Prognosen immer wieder an die laufende Entwicklung anpassen. Wie in Kapitel 1.2.1 erwähnt, hatte der massive weltwirtschaftliche Abschwung in der Schweiz einen Einbruch der Exporte zur Folge und die Wirtschaft ist in eine Rezession geraten. Die schlechten Ergebnisse der Konjunkturumfragen deuten auf eine starke Schrumpfung der Wirtschaftsleistung im ersten Halbjahr 2009 hin, wie auf folgendem Schema ersichtlich:

Schweiz, konjunkturelle Frühindikatoren

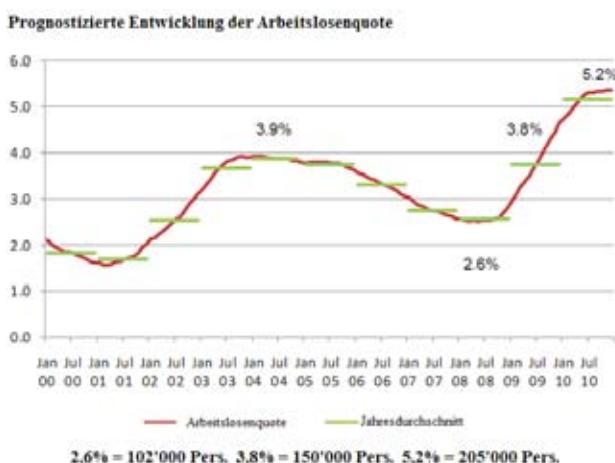


Die Vorzeichen für eine Konjunkturerholung beruhen namentlich auf dem Auftragseingang der Unternehmen, ihren Investitionsabsichten, den Import- und Exportströmen, den Variationen des Finanzindexes usw. Auf Basis dieser Angaben gehen die Experten heute von einer Stabilisierung der Wirtschaftslage im zweiten Halbjahr 2009 aus, was vor allem den Stabilisierungsmassnahmen, die weltweit getroffen wurden, zu verdanken wäre. Mit einer langsam einsetzenden Erholung der Weltwirtschaft und einem positiven Wachstum des BIP der Schweiz ist also nicht vor dem Jahr 2010 zu rechnen. Folgende Tabelle illustriert die Unsicherheit dieser Prognosen, denn hier wird ein Vergleich der Prognoseergebnisse über einen Zeitraum von drei Monaten erstellt:

Ausgewählte Prognoseergebnisse zur schweizerischen Wirtschaft Vergleich der Prognosen vom Januar 2008 und Oktober 2008 Veränderung zum Vorjahr in %, Quoten					
	2005		2006		2007
	Januar 06	Oktober 05	Januar 06	Oktober 05	Januar 06
Reelles BIP	1.8	1.3	1.8	1.7	1.5
Konsumausgaben:					
Private Haushalte und PööE	1.5	1.1	1.6	1.4	1.3
Staat	-0.4	0.4	0.2	0.0	0.4
Bauinvestitionen	3.1	2.5	0.5	0.0	0.0
Ausrüstungsinvestitionen	2.0	2.0	6.5	6.5	3.1
Exporte	5.2	3.2	5.4	4.2	4.0
Importe	4.7	3.3	6.4	4.6	4.2
Beschäftigung (Vollzeitäquivalente)	-0.1	-0.3	0.4	0.3	0.3
Arbeitslosenquote	3.8	3.8	3.5	3.6	3.2
Landesindex der Konsumentenpreise	1.2	1.2	1.0	1.3	1.0

Quelle: Prognosen der Expertengruppe Konjunkturprognos der Bundesamt für Statistik

Es muss insbesondere hervorgehoben werden, dass die Experten trotz den positiven Vorzeichen für 2010 im Bezug auf das BIP-Wachstum weiterhin mit rückläufigen Ausrüstungsinvestitionen und einer Verschlechterung der Arbeitsmarktlage rechnen. Für die Arbeitslosigkeit wird im Jahresdurchschnitt 2010 mit einer Quote von 5,2% gerechnet. Das folgende Schema illustriert die Prognosen in diesem Bereich bis Mitte 2010 (Quelle: SECO):



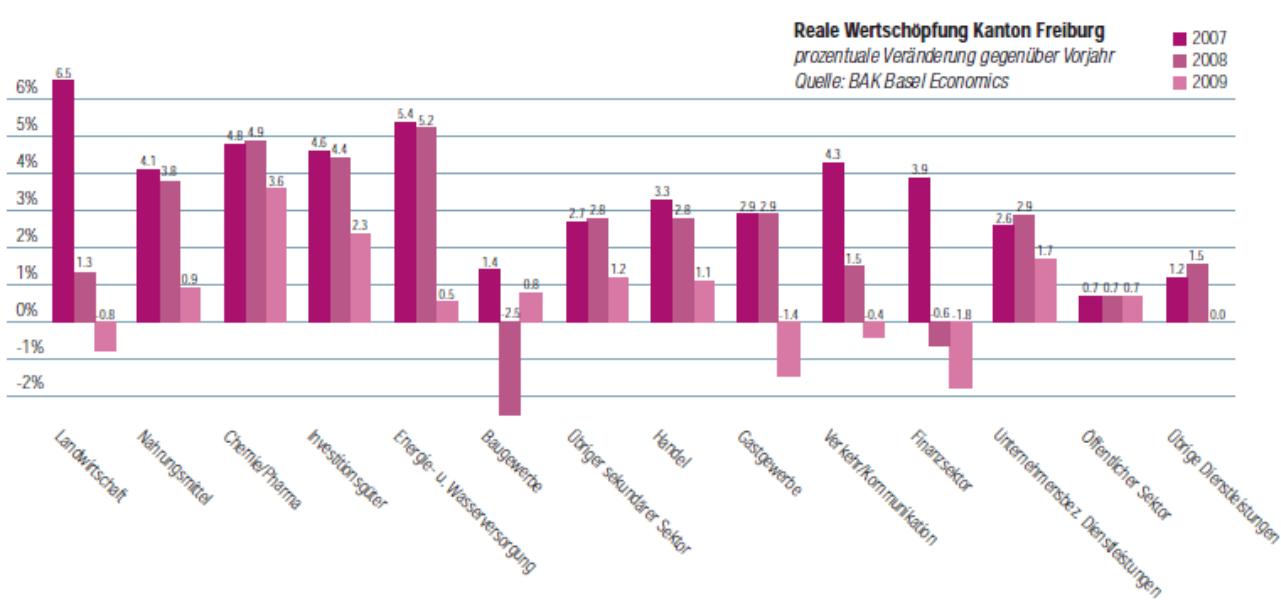
1.3 Die Lage im Kanton Freiburg

1.3.1 Allgemeines

Wie alle anderen Kantone wurde auch der Kanton Freiburg von den Konsequenzen der weltweiten Wirtschaftskrise nicht verschont.

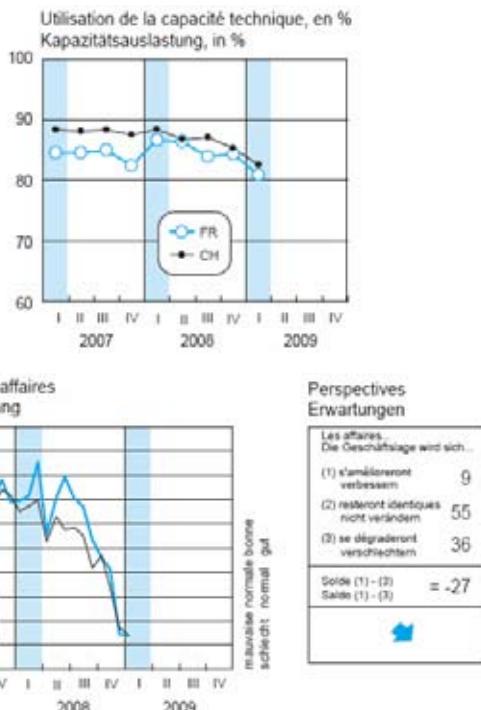
Die Wirtschaftsstruktur des Kantons Freiburg ist durch eine im nationalen Vergleich überdurchschnittlich präsente Landwirtschaft sowie durch einen starken sekundären Sektor geprägt. Innerhalb des sekundären Sektors sind vor allem die Nahrungsmittelindustrie, die Elektrotechnik-, Feinmechanik- und Optikindustrie sowie das Baugewerbe von grosser Bedeutung. Der tertiäre Sektor ist im Kanton Freiburg eher unterdurchschnittlich vertreten. Einzig der Handel und der öffentliche Sektor sind im Kanton Freiburg von grösserer Bedeutung als im Schweizer Durchschnitt. 2008 betrug das BIP-Wachstum des Kantons 2,0%, die entsprechenden Wachstumsimpulse konnten insbesondere in der exportorientierten Industrie beobachtet werden.

Im November 2008 waren sich die Experten bereits darüber im Klaren, dass sich das gesamtwirtschaftliche Wachstum deutlich abschwächen würde. Sie sagten vorher, dass sich auch die Freiburger Wirtschaft der konjunkturellen Abkühlung nicht entziehen könne. Dennoch sollte das reale BIP-Wachstum 2009 nach ihren Schätzungen 0,9% betragen, wie aus folgendem Schema hervorgeht (Quelle: FKB & Amt für Statistik des Kantons Freiburg, Perspektiven der Freiburger Wirtschaft 2008, November 2008):



Schon ab Februar 2009 konnte indes festgestellt werden, dass die ersten Auswirkungen der Krise in der Realwirtschaft des Kantons spürbar wurden. Auch wenn die Abkühlung nicht alle Branchen erfasst hat, so trifft sie jene, die überwiegend exportorientiert sind, mit voller Wucht. In der Industrie ist die Beurteilung der Lage durch die Unternehmer, die am Konjunkturtest teilnehmen, unmissverständlich: Der Geschäftsgang ist in letzter Zeit ernsthaft ins Trudeln geraten. Zu Beginn dieses Jahres ist er als eindeutig schlecht bewertet worden und in über einem Drittel der Betriebe sollte sich die Geschäftslage im Verlauf des ersten Halbjahres noch verschlimmern. Besonders kritisch verläuft die Entwicklung in der Metallindustrie und in der Maschinen- und Fahrzeugindustrie (Amt für Statistik des Kantons Freiburg, Freiburger Konjunkturspiegel 2009/1, Februar 2009). Die freiburgischen Ausfuhren im vierten Quartal 2008 gegenüber dem entsprechenden Vorjahresquartal haben um 8,4% abgenommen (-3,8% im Landesdurchschnitt). Zu den am meisten betroffenen Märkten zählen jene für Maschinen und Apparate, die für Deutschland, Österreich und Frankreich bestimmt sind, sowie jene für Uhrenerzeugnisse für Frankreich und die USA. Die Einfuhren haben ihrerseits im letzten Quartal 2008 um 6,6% abgenommen.

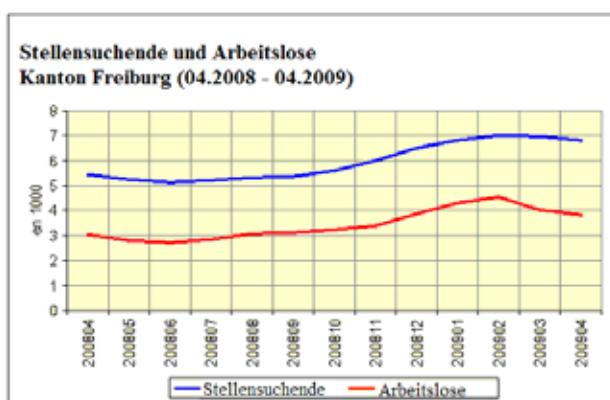
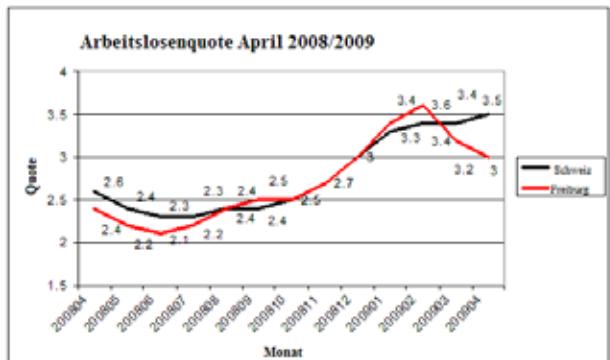
Wie schwierig die Wirtschaftslage in unserem Kanton tatsächlich ist, zeigt sich bei der Konjunkturmumfrage in der Industrie. Laut dieser Umfrage weisen die Kapazitätsauslastung und der Geschäftsgang auf eine ernsthafte Verschlechterung der Lage hin. (Quelle: Amt für Statistik des Kantons Freiburg, Freiburger Konjunkturspiegel 2009/1, Februar 2009):



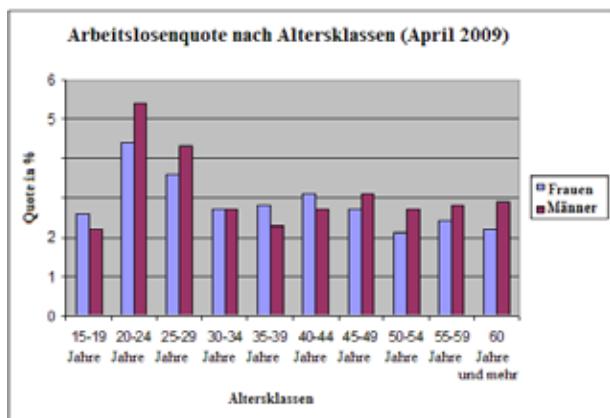
1.3.2 Arbeitsmarkt

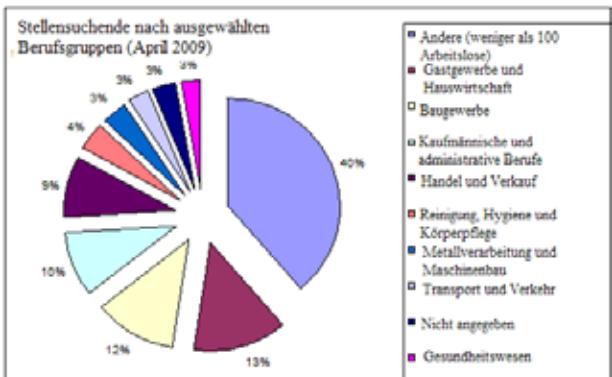
Auch der Freiburger Arbeitsmarkt hat sich im Verlauf der letzten Wochen verschlechtert. Von 2,5% (Jahresdurchschnitt 2008) ist die Arbeitslosenquote des Kantons Ende Februar 2009 auf 3,6% gestiegen (3,4% im Schweizer Durchschnitt), um Ende April 2009 wieder auf 3% zu sinken (3,5% Schweizer Durchschnitt). Wie in der ge-

samten Schweiz war der Anstieg der Quote ab November 2008 besonders stark (+1.1 Prozentpunkte zwischen Ende Oktober 2008 und Ende Februar 2009). Sowohl die Abnahme der Arbeitslosigkeit ab März 2009 als auch die Verbesserung der Lage im Vergleich zum Schweizer Durchschnitt lässt sich im Wesentlichen auf die saisonbedingten Variationen zurückführen: Die Wiederaufnahme der Arbeit im Bausektor, welche durch den besonders langen Winter verzögert wurde, scheint bisher gegen die Krise resistent zu sein. Ende April 2009 waren insgesamt 6828 Personen auf Stellensuche. Folgendes Schema illustriert die Entwicklung der Arbeitslosigkeit im Kanton Freiburg ab März 2008:

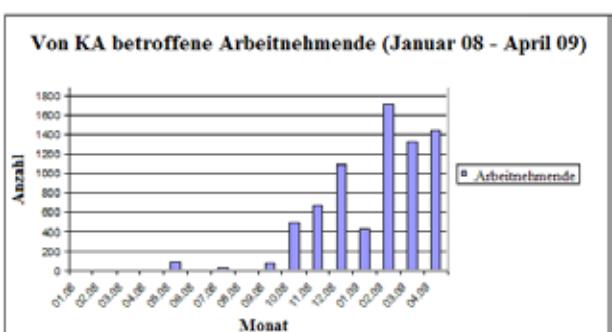
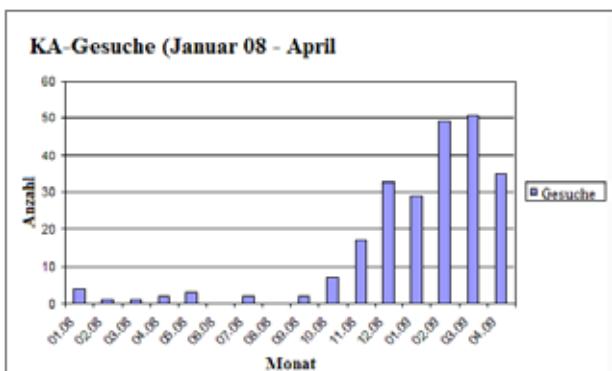


Bei einer Analyse der arbeitslosen Bevölkerung lässt sich feststellen, dass besonders die Jugendlichen zwischen 20 und 24 Jahren betroffen sind, Frauen und Männer zu gleichen Teilen. Zu den am meisten betroffenen Branchen gehören das Bauwesen und das Gastgewerbe sowie Berufe in Handel, Verwaltung und Verkauf. Diese Angaben werden von folgenden Schemen illustriert:





Ab Oktober 2008 sind beim Amt für den Arbeitsmarkt (nachfolgend SPE), der zuständigen Behörde für die Arbeitslosenversicherung, die Gesuche um Kurzarbeit¹ (nachfolgend KA) stark angestiegen. Das SPE musste zwischen Anfang Oktober 2008 und Mitte April 2009 über 200 Gesuche um KA bearbeiten, die rund 6000 Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer betrafen. Diese Gesuche betrafen vor allem den Maschinensektor sowie Elektrotechnik- und Kunststoffwaren. Am 1. Mai 2009 waren 77 Freiburger Betriebe von KA betroffen und 3200 Arbeiterinnen und Arbeiter mussten entsprechend Kurzarbeitsentschädigungen beziehen.



Das SPE ist auch die zuständige Behörde für die Meldung, Bearbeitung und Einleitung der entsprechenden Verfahren bei Massenentlassungen im Sinne des Obligationenrechts und gemäss Arbeitsvermittlungsgesetz (AVG; SR 823.11). Seit Oktober 2008 hat das SPE den Abbau von rund 410 Stellen registriert. Diese Angaben sind jedoch nicht lückenlos und zwar aus folgenden Gründen:

- Es ist möglich, dass die Anzahl der entlassenen Arbeitnehmenden kleiner war als die Minimalrate und somit nicht der Meldepflicht unterstand. Nach AVG besteht eine Meldepflicht, sobald sechs Arbeitnehmende betroffen sind (Art. 29 AVG, Art. 17 BAHG). Das Obligationenrecht legt außerdem fest, dass das Verfahren für eine Massenentlassung nur bei Unternehmen mit mehr als 20 Angestellten eingeleitet werden muss und nur wenn eine bestimmte Quote erfüllt ist (10 Arbeitnehmer in Betrieben mit 20 bis 100 Angestellten; 10% der Arbeitnehmer in Betrieben mit 100 bis 300 Angestellten oder 30 Arbeitnehmer in Betrieben mit über 300 Angestellten).
- Erfahrungsgemäss kennen besonders kleine Betriebe die gesetzlichen Bestimmungen im Zusammenhang mit Massenentlassungen nur selten. Folglich ist es möglich, dass das SPE trotz Meldepflicht über einen Teil der Entlassungen nicht informiert wurde.

Nach den ersten Meldungen hat das SPE strategische Begleitmassnahmen eingeführt, damit die von einer Massenentlassung betroffenen Personen besser unterstützt werden können. Entsprechend haben die regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) in Zusammenarbeit mit der Öffentlichen Arbeitslosenkasse Informationsanlässe für die entlassenen Personen organisiert. Letztere wurden über ihre Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit der Arbeitslosenversicherung informiert, dazu wurden sie über das Vorgehen zur Anmeldung bei der Arbeitslosenversicherung und über die Möglichkeiten, innert kürzester Zeit eine neue Stelle zu finden, beraten. Außerdem wurde von Seiten der Unternehmen Ateliers für Bewerbungstechnik organisiert. Und schliesslich ist das SPE bei den Verhandlungen zur Ausarbeitung von Sozialplänen mehrmals als Vermittler zwischen den Sozialpartnern aufgetreten.

2. BEREITS GETROFFENE MASSNAHMEN GEGEN DIE KRISE

2.1 Stabilisierungsmassnahmen des Bundes

Am 12. November 2008 hat das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement (EVD) Massnahmen zur Stabilisierung der Wirtschaft beschlossen. Dieses Programm sah ursprünglich zwei Phasen vor, voraussichtlich wird es indes ab 2010 mit einer dritten Phase ergänzt.

2.1.1 Erste Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes

Angesichts der schlechten Wirtschaftsprognosen hat der Bundesrat bereits im November 2008 beschlossen, in den Bereichen Finanzpolitik, Freigabe der Arbeitsbeschaffungsreserven und Außenwirtschaftspolitik tätig zu werden. Im Bereich der Finanzpolitik hat der Bundesrat beschlossen, den bestehenden Handlungsspielraum innerhalb der Schuldenbremse zu nutzen. Dieser beträgt für das Jahr 2009 rund 1 Milliarde Franken. In einem

¹ Unter Kurzarbeit versteht man eine vorübergehende Reduzierung oder vollständige Einstellung der Arbeit in einem Betrieb, wobei die arbeitsrechtliche Vertragsbeziehung aufrecht erhalten bleibt. Kurzarbeit ist in der Regel wirtschaftlich bedingt. Kurzarbeitsentschädigung (KAE) wird innerhalb von zwei Jahren während höchstens 12 Abrechnungsperioden ausgerichtet (im Rahmen der zweiten Phase des Stabilisierungsprogramms des Bundes auf 18 Perioden verlängert). (Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement, Information für Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen, Kurzarbeitsentschädigung, Ausgabe 2009).

ersten Schritt sollte die Kreditsperre für 2009 aufgehoben werden, um gewisse, bereits beschlossene Ausgaben vorzuziehen. So wurden Ausgaben im Hochwasserschutz und im Naturgefahrenbereich sowie für die energetische Erneuerung von Wohneigentum für gemeinnützige Bauträger und für die zivilen Bauten des Bundes aufgestockt bzw. vorgezogen. Durch diese Massnahmen wurden insgesamt Mittel in der Höhe von rund 340 Millionen Franken vorzeitig ausgelöst. Danach hat das EVD die allgemeine Freigabe der steuerbegünstigten Arbeitsbeschaffungsmassnahmen auf den 1. Januar 2009 in die Wege geleitet. Mit dieser Freigabe fliessen Mittel in der Höhe von rund 550 Millionen Franken in rund 650 Unternehmen zurück. Diese Massnahmen wurden von verschiedenen aussenwirtschaftlichen Massnahmen ergänzt, um das Umfeld für exportorientierte Unternehmen möglichst rasch zu verbessern. Der Bundesrat gab bekannt, er werde sich dafür einsetzen, die fertig ausgehandelten **Freihandelsabkommen** mit Japan, Kanada und den Staaten des Golfrates möglichst rasch zu finalisieren und sie möglichst schon 2009 in Kraft zu setzen. Diese Markttöffnungen sollen durch zusätzliche, gezielte Anstrengungen der Aussenwirtschaftsförderung begleitet werden.

Im Überblick hat der Bund folgende Massnahmen für einen Gesamtbetrag von 900 Millionen Franken beschlossen:

– Vom Bundesrat beschlossene, vorgezogene Ausgaben für 2009

Aufhebung der Kreditsperre	205 Mio.
Aufstockung im Hochwasserschutz	66 Mio.
Investitionen in den Bereichen Wohnraumförderung	45 Mio.
Zivile Bauten	20 Mio.
Exportförderung	5 Mio.
– Freigabe der Arbeitsbeschaffungsreserven	550 Mio.

2.1.2 Zweite Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes

Die im Rahmen der ersten Stufe von Massnahmen in Aussicht gestellte zweite Phase sollte nur ausgelöst werden, wenn sich die Konjunktur weiterhin verschlechtert. Angesichts der Wirtschaftsaussichten hat der Bundesrat am 11. Februar 2009 die zweite Phase beschlossen. Sie enthält zunächst einen Nachtrag zum Voranschlag 2009 zur Stützung der Konjunktur. Die entsprechenden Massnahmen betreffen die **Infrastruktur von Strasse und Schiene, die Projekte der Neuen Regionalpolitik, die anwendungsorientierte Forschung, den Wald sowie Natur- und Landschaftsschutz, Photovoltaik, Fernwärme und den Ersatz von Elektroheizungen, die Sanierung und Instandhaltung bestehender Bauten sowie das Angebotsmarketing Tourismus**. Als weitere Massnahme hat der Bundesrat beschlossen, den gesetzlichen Rahmen der **Schweizerischen Exportrisikoversicherung (SERV)** anzupassen mit dem Ziel, den Zugang zu Exportfinanzierungen zu erleichtern und die Finanzierungskosten der Exporteure zu reduzieren. Weiter wird mit einer vorgeschlagenen Änderung des **Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetzes (WEG)** ein vorzeitiger Erlass von Grundverbilligungsvorschüssen ermöglicht, was zusätzliche Sanierungen auslösen wird. Im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit hat der Bundesrat ausserdem beschlossen, die **Höchstdauer der Kurzarbeitsent-**

schädigung von 12 auf 18 Monate zu verlängern. Weitere Massnahmen wurden im **Bereich der kalten Progression und der Familienbesteuerung** getroffen, die im Falle einer längeren konjunkturellen Flaute mittelfristig stabilisierend wirken sollen. Mit diesen Massnahmen wird für das Steuerjahr 2010 die bis Ende 2008 erreichte Teuerung vorzeitig ausgeglichen werden.

Im Überblick hat der Bund folgende Massnahmen für einen Gesamtbetrag von 710 Millionen Franken beschlossen:

– Vom Bundesrat beschlossene Ausgaben

Infrastruktur Strasse	143 Mio.
Infrastruktur Schiene	252 Mio.
Regionalpolitik	100 Mio.
Forschung	50 Mio.
Umweltschutz	20 Mio.
Erneuerbare Energien	50 Mio.
Sanierung und Instandhaltung von Gebäuden	40 Mio.
Tourismus	12 Mio.
Verschiedene	33 Mio.
Parlament Photovoltaik zusätzlich	10 Mio.

– Von Dritten generierte Ausgaben

Verlängerung der Kurzarbeit	-
Leistungsergänzungen der SERV	-
WEG: Erlass der Grundverbilligungsvorschüsse	-

2.1.3 Dritte Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes

Nach Aussagen des Bundesrats wurden bereits Überlegungen zu allfälligen Massnahmen ab 2010 angestellt. Ein Entscheid darüber, ob eine dritte Stufe der Stabilisierungsmassnahmen ausgelöst werden soll, wird der Bundesrat voraussichtlich im Juni 2009 auf Basis der Konjunkturprognosen fällen, die Anfang Juni bekanntgegeben werden. Dabei wird es sich mit ziemlicher Sicherheit um Massnahmen zur Förderung der Kaufkraft und der Beschäftigung handeln.

2.2 Massnahmen der interkantonalen Zusammenarbeit

Ende November 2008 wurde auf Initiative der Konferenz der Finanzdirektoren der Westschweizer Kantone und des Kantons Tessin (CDF latine) eine interkantonale Arbeitsgruppe der französisch- und italienischsprachigen Schweiz geschaffen. Diese setzt sich zusammen aus Vertretern der Volkswirtschafts- und Finanzdirektionen oder -departementen der betreffenden Kantone (VD, GE, VS, FR, NE, JU, BE und TI). Sie wird von drei externen Spezialisten unterstützt, die von der Schweizerischen Nationalbank, dem Institut CREA für angewandte Makroökonomie (Universität Lausanne) und von der Waadtländer Kantonalbank kommen. Die Arbeitsgruppe hatte ursprünglich den Auftrag, die Entwicklung der Finanz- und Wirtschaftskrise zu analysieren und konkrete Massnahmen vorzuschlagen, mit denen sich die Auswirkungen der Krise auf regionaler Ebene eindämmen lassen. Diese Vorschläge sind für die betreffenden Kantone nicht zwingend, vielmehr sollen sie als Denkanstoß dienen. Letztlich muss jeder Kanton selber die Massnahmen

wählen und ausarbeiten, die den lokalen Gegebenheiten am besten entsprechen.

Die Arbeitsgruppe hat bisher zwei Zwischenberichte abgeliefert. Diese wurden am 23. Januar und am 3. April 2009 von der CDF latine und der Westschweizer Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz (CDEP-SO) diskutiert. Die Arbeitsgruppe führt ihre Arbeit weiterhin fort und achtet insbesondere darauf, dass die von den Kantonen beschlossenen oder geplanten Massnahmen transparent kommuniziert werden, um widersprüchliche Initiativen zu vermeiden. In diesem Sinne wird eine interkantionale Führungstabelle erstellt und regelmäßig aktualisiert werden, damit die Kantonsbehörden die Wirtschaftslage in den Kantonen der Westschweiz und im Tessin mitverfolgen und vergleichen können. Die Arbeitsgruppe beobachtet auch die Entwicklung der Situation in der Schweiz, insbesondere die Vorbereitungen einer allfälligen dritten Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes.

2.3 Massnahmen des Kantons Freiburg

Angesichts der Verschlechterung der Wirtschaftslage im Kanton, die sich unter anderem in steigenden Arbeitslosenzahlen und vermehrten Gesuchen um Kurzarbeit von Seiten der Betriebe äusserte, hat der Staatsrat im November 2008 verschiedene Sofortmassnahmen beschlossen, um die Entwicklung der Wirtschaftslage genau zu beobachten und zu analysieren, ob und wie ein Programm zur Stützung der Wirtschaft des Kantons ausgelöst werden sollte.

2.3.1 «Task Force»

Auf Mandat des Staatsrats hat die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche die Auswirkungen der Krise beobachten und mögliche Gegenmassnahmen untersuchen soll. Die «Task Force» steht unter der Leitung des Volkswirtschaftsdirektors und setzt sich zusammen aus Mitarbeitern der Direktion, den Leitern der betroffenen Dienststellen (Amt für den Arbeitsmarkt, Amt für Statistik, Öffentliche Arbeitslosenkasse, Wirtschaftsförderung) sowie einem Vertreter der Finanzdirektion. Seit ihrer Entstehung hat diese Arbeitsgruppe dem Staatsrat sechs Berichte unterbreitet, die Informationen zur Entwicklung der Lage sowie konkrete Vorschläge für die Erarbeitung eines Plans zur Stützung der Konjunktur enthalten.

2.3.2 Treffen mit Betriebsleitern des Kantons

Auf Vorschlag der «Task Force» hat eine Delegation des Staatsrats am 9. Februar 2009 Vertreter der wichtigsten Betriebe des Kantons getroffen. Diese wurden anhand der Grösse ihrer Belegschaft ausgewählt und weil sie von KA betroffen waren. Ziel dieser Sitzung war es, die Unternehmer zu ihren unmittelbaren Bedürfnissen zu befragen, damit sie die Krise bewältigen können. Auf dieser Grundlage wurden u. a. folgende Vorschläge ausgearbeitet:

- die Flexibilität des Schweizer Arbeitsrechts erhalten und verbessern;
- die Unternehmensbesteuerung des Kantons verbessern;
- die Innovation fördern;
- den Technologietransfer fördern;

- Bildungsmassnahmen im Zusammenhang mit der KA wären interessant;
- Massnahmen im Bereich der Energiepolitik sind notwendig;
- die Förderung von Bürgschaften ist notwendig;
- eine Überregulierung und übertriebene Kontrollen vermeiden;
- die Handelsschranken beim Export abbauen;
- das Vorgehen für KA vereinfachen und die Wartezeit verkürzen;
- die Banken müssen Betriebskredite vergeben;
- der Staat sollte seine Investitionen nicht hinauszögern;
- die Arbeitgeberlasten dürfen nicht erhöht werden.

2.3.3 Treffen mit den Gewerkschaften des Kantons

Parallel zu der erwähnten Sitzung hat die «Task Force» auch ein Treffen mit den Gewerkschaften des Kantons organisiert, um die Bedürfnisse der Arbeitnehmerschaft hinsichtlich der zu treffenden Massnahmen zu kennen. Dieses Treffen fand am 17. Februar 2009 statt und dabei wurden folgende Vorschläge formuliert:

- die Mitarbeitenden und Sozialpartner sollten beim Erstellen des Massnahmenkatalogs miteinbezogen werden. Die Anwesenheit der Sozialpartner in den Unternehmen ist zu fördern;
- den Angestellten die Möglichkeit geben, innerhalb des Unternehmens Vorschläge einzubringen. Eine Austauschplattform für die Entwicklung von Lösungen wäre wünschenswert;
- die realisierbaren Projekte im Bereich des öffentlichen Verkehrs umsetzen;
- der Kanton muss die Arbeitsbedingungen der Unternehmen im Rahmen des öffentlichen Beschaffungswesens kontrollieren;
- die Krise ist eine Gelegenheit, um die Wende hin zu einer nachhaltigen Entwicklung einzuleiten (Investitionen in erneuerbare Energien);
- die Zahl der Arbeitslosenentschädigungen neu beurteilen;
- Anreize für Unternehmen schaffen, damit Entlassungen verzögert werden;
- unbedingt die Ankunft der Lehr- und Studienabgänger auf dem Arbeitsmarkt mit einplanen, um einen Anstieg der Jugendarbeitslosigkeit zu verhindern;
- den Technologietransfer verbessern;
- die Weiterbildung der Angestellte an die Aktivitäten des Unternehmens anpassen und die Polyvalenz fördern.

2.3.4 Treffen mit dem Bund

Am 23. April 2009 hat die «Task Force» Serge Gaillard, Leiter der Direktion für Arbeit im Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO), getroffen. An dieser Sitzung, zu der auch die Arbeitgeberschaft und die Gewerkschaften eingeladen waren, sollte die Relevanz der vom Kanton geplanten Massnahmen im Rahmen eines Plans zur Stützung des Arbeitsmarkts besprochen werden. Außerdem

wurde die Arbeitsgruppe in groben Zügen über die dritte Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes informiert. Es zeigte sich, dass die vom Staatsrat beschriebenen Massnahmen dem Aktionsplan des Bundes entsprechen. Die Sozialpartner haben ihrerseits betont, dass die Bereitstellung von Massnahmen für Jugendliche besonders wichtig ist.

2.3.5 Umfrage in den Ämtern

Parallel zu diesen Treffen hat der Staatsrat eine weitreichende Umfrage in den Ämtern lanciert, um zu ermitteln, welche Massnahmen zur Stützung der kantonalen Wirtschaft von Seiten der Dienststellen unmittelbar ergriffen werden könnten. Darauf wurden der Volkswirtschaftsdirektion (VWD) rund 80 konkrete Massnahmen unterbreitet. Diese wurden von der VWD nach Interventionsbereich eingeordnet und auf ihre Effizienz im Bezug auf das angestrebte Ziel hin untersucht. Die Ergebnisse wurden anschliessend erneut den kantonalen Dienststellen unterbreitet mit der Aufforderung, ihre Prioritäten im Zusammenhang mit den beschlossenen Mitteln für den Plan zur Stützung der Wirtschaft des Kantons festzulegen.

2.3.6 Massnahmen für eine Verstärkung der Hilfe für Arbeitslose und Unternehmen

Die Verschlechterung der Lage auf dem Arbeitsmarkt bewirkte einen massiven Anstieg bei den Anmeldungen von Arbeitslosen. Dies führte wiederum zu einer strukturellen Veränderung der Hilfe für Stellensuchende. So hat das Amt für den Arbeitsmarkt knapp zwanzig zusätzliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter angestellt. Sie unterstützen hauptsächlich die Teams in den regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV), damit die Versicherten möglichst rasch in den Genuss der Finanzhilfen und der Beratung gelangen. Vor allem die Arbeitsmethoden wurden weitgehend angepasst, gewisse Arbeitsabläufe bei der Verwaltung wurden vereinfacht und die Hilfe bei den Anmeldungen verstärkt. Des Weiteren wurde Personal aus der Verwaltung des Amts in die RAV versetzt, um den Zustrom an Anmeldungen zu bewältigen. Alle Ausbildungsmassnahmen für die Stellensuchenden wurden geprüft und verstärkt, damit allen Versicherten eine Ausbildungsstelle garantiert werden kann. Und während im Normalfall eine einzelne Person problemlos alle Gesuche um Entschädigung für Kurzarbeit und Schlechtwetter registrieren kann, musste diese Arbeit in den letzten Monaten aufgrund des explosionsartigen Anstiegs der Gesuche von nicht weniger als acht Mitarbeiterinnen und Mitarbeiten erledigt werden.

2.3.7 Massnahmen im Rahmen der Staatsrechnung 2008

Um die direkten und indirekten Auswirkungen des Konjunkturteinbruchs auf den Kanton und seine Bewohnerinnen und Bewohner zu bewältigen, wurden beim Rechnungsabschluss der Staatsrechnung 2008 verschiedene Buchungsvorgänge bei den Rückstellungen und den Fonds sowie zahlreiche Kreditübertragungen unternommen.

Rückstellungen und Fondszuweisungen nebst dem Konjunkturfonds:

Bezüglich der Rückstellungen und Fondszuweisungen wurden folgende Buchungen vorgenommen:

- Rückstellung von 11,4 Mio. Franken, um den Anstieg der Krankenversicherungsprämien zu bewältigen;
- Zusätzliche Rückstellung von 10 Mio. Franken für die Mehrkosten der H189 (aktueller Stand: 25 Mio. Franken);
- Einlage von 1,5 Mio. Franken in den Fonds der Neuen Regionalpolitik;
- Aufstockung der Rückstellung für die Bürgschaftsrisiken (Stand am 31.12.2008: 3,9 Mio. Franken);
- Bildung des Strassenunterhaltsfonds (1,8 Mio. Franken);
- Einlagen in eine Rückstellung für die Subventionierung der Orientierungsschulbauten. Diese erreicht Ende 2008 4 Mio. Franken.

Ende 2008 betrug der kantonale Beschäftigungsfonds 11,2 Mio. Franken. Mit diesem Fonds, der je zur Hälfte vom Kanton und den Gemeinden getragen wird, können verschiedene Massnahmen des Kantons und des Bundes zur Stützung des Arbeitsmarkts finanziert werden. Die verfügbaren Mittel sollten es in erster Linie ermöglichen, die Mehrausgaben im Zusammenhang mit dem Anstieg der Arbeitslosen und Stellensuchenden zu bewältigen. Je nachdem, wie sich die Lage entwickelt, könnte ab 2010 eine Erhöhung der Gemeindebeiträge und der Beiträge des Kantons ins Auge gefasst werden.

Für Massnahmen, welche die Auswirkungen der Wirtschaftskrise abfedern sollten, stehen von den Rückstellungen und Fonds insgesamt Mittel in der Höhe von **58,8 Mio. Franken** zur Verfügung.

Kreditübertragungen:

Für die laufenden und anstehenden Investitionen wurden in den Geschäftsjahren 2008 und 2009 Kreditübertragungen in der Höhe von rund **51 Mio. Franken** vorgenommen. Dabei handelt es sich im Wesentlichen um Bau- und Sanierungsarbeiten von Gebäuden und Einrichtungen des Staats (rund 46 Mio. Franken). Grössere Beträge wurden ausserdem in die Neue Regionalpolitik (2,5 Mio. Franken), die Infrastruktur der Bahn (1,6 Mio. Franken) und der Strasse (0,5 Mio. Franken) übertragen. Die nötigen Massnahmen, um diese Mittel noch im laufenden Jahr verwenden zu können, werden nach den finanziellen Vorgaben so rasch wie möglich getroffen werden. Diese Ausgaben werden die Wirtschaftstätigkeit der Region zusätzlich unterstützen. Diese Kreditübertragungen ergänzen die Investitionen im Voranschlag 2009.

2.3.8 Massnahmen im Rahmen des Voranschlags 2009

Einleitend ist hervorzuheben, dass der Staatsrat im Rahmen des Voranschlags 2009 einen substanziellem Anstieg der Nettoinvestitionen zulasten des Kantons veranschlagt hat. Das Investitionsvolumen stieg von 102,7 Mio. Franken im Voranschlag 2008 auf **139,5 Mio. Franken im Voranschlag 2009**. Im Vergleich betragen die Nettoinvestitionen der Geschäftsjahre 2005 bis 2009 im Durchschnitt 102 Mio. Franken. Dieser Anstieg um 35,8% oder 36,8 Mio. Franken sollte sich auf die kantonale und regionale Konjunktur belebend auswirken.

Im Voranschlag 2009 wurden ausserdem erhebliche Steuersenkungen in der Höhe von **47 Mio. Franken** realisiert: Senkung der Dividendenbesteuerung (- 3,5 Mio. Franken), Erhöhung der Sozialabzüge und günstigere Ein-

kommens- und Vermögenssteuersätze der privaten Haushalte (- 7,4 Mio. Franken), Steuerfusssenkung der direkten Kantonssteuer von 103 auf 100% (- 23 Mio. Franken) und Ausgleich der kalten Progression (- 13,1 Mio. Franken). Diese Steuersenkungen, die zudem eine Senkung der Gemeindesteuern (**-19,2 Mio. Franken**) und der Kirchensteuern (**- 2,2 Mio. Franken**) bewirken, werden sich vor allem auf das Konsumverhalten positiv auswirken.

Der Vollständigkeit halber sei noch erwähnt, dass für 2009 eine Verbesserung der Lohnbedingungen für das Personal im öffentlichen Dienst (Reallohnerhöhungen um 0,6%) beschlossen wurde. Auch diese Verbesserung wirkt sich auf das Konsumverhalten aus.

2.3.9 Andere Massnahmen

Zusätzlich zu den Massnahmen, die in den beiden vorangehenden Kapiteln behandelt wurden, hat der Staatsrat im Februar 2009 beschlossen, die Dumont-Praxis rückwirkend auf den 1. Januar 2009 aufzuheben. Nach dieser Praxis konnte der Käufer beim Erwerb von Liegenschaften die Unterhaltskosten in den ersten fünf Jahren nicht vom steuerbaren Einkommen in Abzug bringen, wenn der frühere Besitzer die Liegenschaft vernachlässigt hatte. Nur Kosten für Unterhaltsarbeiten, die eine Entwertung abwenden sollten, konnten abgezogen werden. Mit der Aufhebung der Dumont-Praxis können Liegenschaftserwerber neu auch die Kosten der Instandstellung in Abzug bringen. Mit dieser Massnahme wird für private Liegenschaftserwerber ein Anreiz geschaffen, gewisse Arbeiten rascher in Angriff zu nehmen.

Außerdem ist zu erwähnen, dass der Kanton Freiburg im Rahmen der NRP-Stabilisierungsmassnahmen, die im Zug der zweiten Phase des Ankurbelungsplans des Bundes lanciert wurden, die Gewährung von Darlehen für Projekte der Regionen beschlossen hat. Unter Berücksichtigung der Bewertungskriterien des SECO werden in einem ersten Schritt folgende Projekte unterstützt: Umbau der Infrastruktur im Empfangsbereich und Ausbau des Papilioramas in Kerzers; Aufwertung der bestehenden Einrichtungen und Bau von zusätzlicher Freizeit-Infrastruktur im Strandbad und am Strand des Murtensees; Renovierung des Sensermuseums Tafers; Infrastruktur auf dem Arbeitszone «Birch 1» in Düdingen. Die gewährten Darlehen für diese Projekte belaufen sich insgesamt auf 2 930 000 Franken. Diese Summe wird durch den Bund verdoppelt.

Daneben ist die Anzahl Personen, die in den Genuss von Prämienverbilligungen der Krankenkassenversicherung kommen, seit 2002 stetig am sinken. Angesichts dieser Entwicklung hat die kantonale Ausgleichskasse die notwendigen Schritte unternommen, um vermutlich berechtigte Personen gezielt über ihren Verbilligungsanspruch zu informieren. Dazu wurden hauptsächlich zwei Massnahmen eingesetzt: Einerseits wurde eigens für die Datenverwaltung ein neues Computerprogramm eingesetzt und andererseits erhielten Leistungsempfänger der Arbeitslosenversicherung neu spezifische Informationen zu diesem Thema. Dank diesem Vorgehen wurden allein im März 2009 rund 7000 neue Anträge auf Ausrichtung der Prämienverbilligung registriert, das sind gleichviel Anträge, wie in den Jahren 2006 und 2007 insgesamt registriert wurden. Den Schätzungen zufolge sollte der im Voranschlag 2009 für Prämienverbilligungen vorgesehene Betrag von 131 Mio. Franken deshalb ausgeschöpft werden. Das diesjährige Budget für Prämienverbilligun-

gen liegt rund 10 Mio. Franken über den gewährten Verbilligungen im 2008, was die Kaufkraft von zahlreichen Familien und Einzelpersonen spürbar stärken wird.

2.3.10 Zusammenfassung

In den vorangehenden Kapiteln wurden zunächst die organisatorischen Massnahmen für die Vorbereitung eines Plans zur Stützung der Wirtschaft beschrieben. Des Weiteren wurden die Mittel aufgezählt, auf die der Staat zurückgreifen will. Diese Mittel werden zum Konjunkturfonds (50 Mio. Franken) hinzugerechnet: die Aufstockung der Investitionen, die der Grossen Rat im Rahmen des Voranschlags 2009 beschlossen hat (36,8 Mio. Franken), die Fondseinlagen und Rückstellungen (58,8 Mio. Franken), die Kreditübertragungen zwischen den Geschäftsjahren 2008 und 2009 (51 Mio. Franken) sowie die gewährten Darlehen für Projekte im Rahmen der NRP. Insgesamt verfügt der Kanton also – abgesehen von den Investitionen in der Höhe von 102,7 Mio. Franken, die für 2009 außerdem vorgesehen sind – über einen Betrag von **199,5 Mio. Franken** zur Finanzierung der Massnahmen, welche die Auswirkungen der Wirtschaftskrise auf die Bevölkerung und die Unternehmen des Kantons abfedern. Dazu kommen 47 Mio. Franken an Steuererleichterungen (68 Mio. Franken unter Einbezug der Gemeinde- und Kirchensteuern), welche die allgemeine Wirtschaftstätigkeit und insbesondere den Konsum stimulieren werden.

3. KANTONALER PLAN ZUR STÜTZUNG DER WIRTSCHAFT

3.1 Bedingungen für die Ausarbeitung des Plans zur Stützung der Wirtschaft

3.1.1 Bewilligte Mittel

Im Rahmen der Staatsrechnung 2008 hat der Staatsrat beschlossen, globale Mittel in der Höhe von **50 Mio. Franken** für den Plan zur Stützung der Freiburger Wirtschaft bereitzustellen. Dieser Betrag wurde einem Fonds zugewiesen, um die Massnahmen zu finanzieren, die in der Folge erläutert werden. Durch die Bewilligung des Dekrets vom 6. Mai 2009 zur Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2008 und zur Schaffung eines Konjunkturfonds hat der Grossen Rat eine gesetzliche Grundlage für diesen Fonds geschaffen.

3.1.2 Auswahlkriterien für die Massnahmen

In seiner Antwort vom 13. Februar 2009 auf die dringliche Motion der Grossräte Jean-Louis Romanens/Pascal Kuenlin (M1067.09) mit dem Titel «Wirtschaftskrise und Verwendung der Mittel zur Wiederankurbelung» hat der Staatsrat bereits eine Anzahl Grundsätze festgehalten, denen die Massnahmen zur Unterstützung der Wirtschaft entsprechen müssen. Diese Kriterien sollen die Wirksamkeit der Massnahmen garantieren, damit das angestrebte Ziel erreicht werden kann. Die zu treffenden Massnahmen müssen:

- auf zukunftsweisende Bereiche und nachhaltige Entwicklung ausgerichtet sein;
- sich auf die Investitionen und die Infrastrukturen konzentrieren;

- bereit sein, Massnahmen des Bundes oder kantonsübergreifende Massnahmen umzusetzen;
- eine schrittweise und abgestufte Umsetzung der Massnahmen erlauben, da ungewiss ist, wie gross die wirtschaftlichen Schwierigkeiten sind und wie lange sie andauern werden;
- nicht auf den Zeitpunkt abstellen, an dem die Massnahme beschlossen wird, sondern auf den Zeitpunkt, an dem sie umgesetzt wird, damit dies nicht zum falschen Zeitpunkt geschieht;
- klaren Wirksamkeitskriterien entsprechen;
- auf die erwiesenermassen problematischen Bereiche ausgerichtet sein oder auf die Personen, die sich in wirklichen Schwierigkeiten befinden;
- zeitlich begrenzt sein.

3.2 Strategie mit drei Interventionsachsen

Auf Grundlage der erwähnten Kriterien hat der Staatsrat beschlossen, den Plan zur Stützung der Wirtschaft auf drei Interventionsbereiche auszurichten:

- Massnahmen zur Bekämpfung der unmittelbaren Auswirkungen der Krise: Diese Massnahmen beabsichtigen eine Stützung der Wirtschaftssektoren, die am härtesten von den Folgen der Krise getroffen werden. Es handelt sich um Sofortinvestitionen des Staats, namentlich in den Bereichen Infrastruktur und strukturelle Hilfe, damit der Abbau von Arbeitsplätzen vermieden werden kann.
- Begleitmassnahmen zur Unterstützung von natürlichen Personen, die von den Auswirkungen der Krise betroffen sind: Diese Massnahmen sollen die Lage der Personen verbessern, die von den Folgen der Krise betroffen sind, namentlich durch den Verlust von Arbeitsplätzen oder negativen Perspektiven in diesem Bereich. Der Staat will außerdem erreichen, dass der Zugang zu den staatlichen Leistungen für die Bevölkerung des Kantons einfacher wird, damit ihre Bedürfnisse so gut wie möglich gedeckt werden können.
- Massnahmen zur Förderung der wirtschaftlich nachhaltigen Wettbewerbsfähigkeit: Diese Massnahmen sollen garantieren, dass die investierten Mittel über die unmittelbare Wirtschaftshilfe hinaus auch der Entwicklung von Infrastrukturen dienen, die die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons verbessern. Sie wurden auf die Wirtschaftsförderung ausgerichtet und sollen dem Kanton insbesondere bei der Ansiedlung von innovativen Betrieben Wettbewerbsvorteile verschaffen.

3.3 Interventionsbereiche

Anhand dieser Strategie hat der Staatsrat im Rahmen des Plans zur Stützung der Wirtschaft Massnahmen in folgenden sechs Interventionsbereichen festgelegt:

- Arbeitsmarkt, Weiterbildung, Jugend
- Innovation
- Infrastruktur (Strassen, Gebäude und Bau)
- Energie
- Öffentlicher Verkehr
- Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft

Ausserdem will der Staatsrat eine Reserve in der Höhe von 5 195 000 Franken bereitstellen, um den kantonalen

Plan zur Stützung der Wirtschaft der dritten Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes anzupassen.

4. VORGESCHLAGENE MASSNAHMEN IM RAHMEN DES PLANS ZUR STÜTZUNG DER WIRTSCHAFT

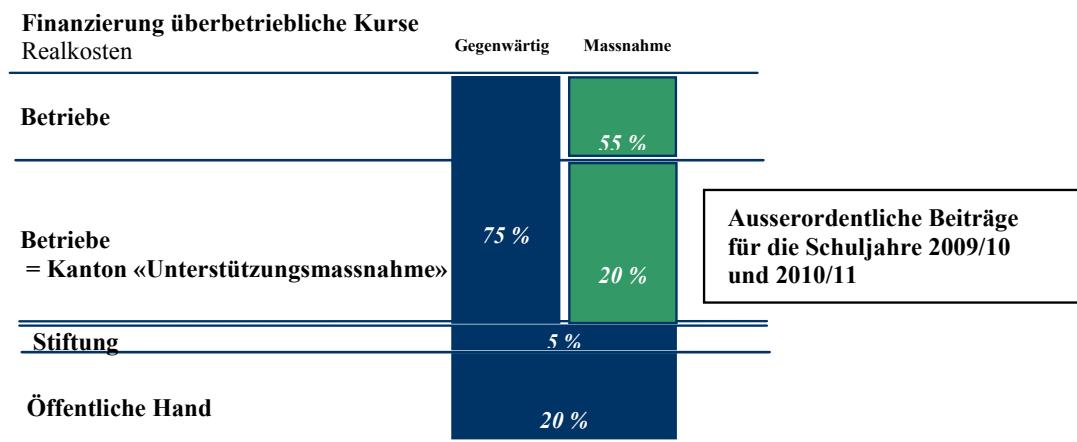
4.1 Bereich «Arbeitsmarkt, Weiterbildung und Jugend»

Die Begleitmassnahmen, die im Bereich «Arbeitsmarkt, Weiterbildung und Jugend» vorgeschlagen werden, beabsichtigen vor allem eine Unterstützung der Personen, die von den unmittelbaren Auswirkungen der Krise betroffen sind (Arbeitsplatzverlust, schlechte Aussichten auf dem Arbeitsmarkt, Unsicherheit bezüglich der Zukunft usw.).

4.1.1 Beschäftigung und Jugend

Massnahme Nr. 1: Überbetriebliche Kurse (Schuljahre 2009/10 und 2010/11)

- **Inhalt der Massnahme:** Das Prinzip der überbetrieblichen Kurse ist der beruflichen Grundbildung enthalten. Diese Kurse dienen der Vermittlung und dem Erwerb grundlegender Fertigkeiten. Sie ergänzen die schulische Bildung und die Bildung in beruflicher Praxis. Sie werden, nach Abzug der Beiträge des Bundes und Organisationen der Arbeitswelt, mit den Beiträgen der rund 2300 Lehrbetriebe finanziert. Kursanbieter auf Freiburger Kantonsgebiet erhalten Subventionen von der Stiftung zur Förderung der Berufsbildung und können die Räumlichkeiten der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums benutzen. Der Lehrbetrieb finanziert die überbetrieblichen Kurse nach Abzug der Subventionen zu rund 75%. Das ist für die Betriebe eine hohe finanzielle Belastung, die von einzelnen Betrieben und Branchen manchmal abgelehnt wird. Die Massnahme, welche auf die Schuljahre 2009/10 und 2010/11 beschränkt wird, besteht folglich darin, den Beitrag der Betriebe an die überbetrieblichen Kurse zu reduzieren. Demnach übernimmt der Lehrbetrieb nur noch einen Anteil von 55% der Kosten, anstelle der gegenwärtig 75%. Das Ziel der Massnahme ist der Erhalt, oder sogar die Schaffung, von Lehrstellen, trotz der Krise. Schematisch kann diese Massnahme wie folgt dargestellt werden:



- **Kosten:** 3 500 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** Anfrage in Bearbeitung, der Beitrag wird vom Kostenanteil des Kantons abgezogen.
- **Umsetzungsfrist:** Schuljahr 2009/10, Beschränkung der Dauer auf die Schuljahre 2009/10 und 2010/11
- **Gesetzliche Grundlage:** Gesetz vom 13. Dezember über die Berufsbildung (SGF 420.1)

Massnahme Nr. 2: Einarbeitungszuschüsse für Jugendliche mit einer abgeschlossenen Ausbildung

- **Inhalt der Massnahme:** Mit dieser Massnahme soll die Beschäftigung der Jugendlichen gefördert werden (insbesondere derjenigen mit einer abgeschlossenen Ausbildung), indem den Unternehmen, die einen neuen Arbeitsplatz schaffen, während sechs Monaten ein Zuschuss ausbezahlt wird. Der Staatsrat hatte per Dekret vom 10. Februar 1998 schon einmal für eine beschränkte Periode und zulasten des Beschäftigungsfonds einen Anreiz beschlossen, damit junge Berufsangehörige im Lehrbetrieb eingestellt werden (Zuschüsse für die berufliche Eingliederung von Jugendlichen nach der Ausbildung – ZbEJ). Dank diesem Zuschuss konnte eine bestimmte Anzahl Jugendlicher die Arbeitslosigkeit vermeiden und erste Berufserfahrungen sammeln. Die vorgeschlagene Massnahme ist ein Zuschuss von 1/5 des Monatslohns der betreffenden Jugendlichen über eine Periode von sechs Monaten.
- **Kosten:** 800 000 Franken, zulasten des Beschäftigungsfonds
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** Herbst 2009, Beschränkung der Dauer auf ein Jahr
- **Gesetzliche Grundlage:** Aufdatierung des Dekrets vom 10. Februar 1998 und des Reglements vom 23. Juni 1998 über die berufliche Eingliederung von Jugendlichen nach der Ausbildung

Massnahme Nr. 3: Schaffung von Lehrstellen in der Kantonsverwaltung

- **Inhalt der Massnahme:** Die Anzahl der Lehrstellen in der Kantonsverwaltung Freiburg wird beträchtlich angehoben (Ziel: 50 neue Lehrstellen zusätzlich zu den 300, die bereits bestehen; +17%). Diese Massnahme bedingt die Bereitstellung von zusätzlichen Ressourcen für das Amt für Personal und Organisation

(POA). Dieses soll zuerst eine Schätzung aufstellen, wie viele zusätzliche Lehrstellen in den kantonalen Ämtern geschaffen werden können, dann ein Verzeichnis der Amter ausarbeiten, die zusätzliche Lehrstellen schaffen müssen und schliesslich ein neues Verwaltungskonzept für die Lehrstellen ausarbeiten, das dem Staatsrat im Herbst 2009 unterbreitet wird.

- **Kosten:** 500 000 Franken (direkte Anstellungskosten der Lehrlinge: Lohnkosten, Ausrüstungen usw.); die zusätzlichen Kosten im Zusammenhang mit der Bereitstellung von zusätzlichen Ressourcen für das POA werden im Voranschlag 2010 verbucht. Eine Kreditüberschreitung für 2009 ist nicht ausgeschlossen.
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab September 2009 für die Anwendung des Konzepts, anschliessend 10 bis 15 Lehrstellen pro Jahr bis 2012
- **Gesetzliche Grundlage:** Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1)

Massnahme Nr. 4: Schaffung von Praktikumsstellen in der Kantonsverwaltung

- **Inhalt der Massnahme:** Durch diese Massnahme sollen in der Kantonsverwaltung Arbeitsplätze mit einer Dauer von sechs bis zwölf Monaten geschaffen werden, damit junge Stellensuchende eine erste Berufserfahrung machen können. Vor diesen zeitlich beschränkten Anstellungen, die volumnäglich vom Staat getragen werden, machen die Jugendlichen ein Berufspraktikum, das zu 75% von der Arbeitslosenversicherung und zu 25% vom Kanton übernommen wird. Diese erste Berufserfahrung, welche der Kanton und die Arbeitslosenversicherung vorschlagen, kann ein-einhalf Jahre dauern. Das Ziel dieser Massnahme ist die Schaffung von rund hundert zusätzlichen Stellen.
- **Kosten:** 1 500 000 Franken; es handelt sich um eine zusätzliche Investition gegenüber dem Betrag von 700 000 Franken im ordentlichen Voranschlag 2009. Dieser Betrag deckt alle zusätzlichen Kosten gegenüber dem ordentlichen Budget für eine Dauer von rund zwei Jahren (Herbst 2009 bis Ende 2011).
- **Geplanter Bundesbeitrag:** im Rahmen dieser Massnahme beträgt der Lohnanteil der Praktikantinnen und Praktikanten zulasten der Arbeitslosenversicherung rund 3 000 000 Franken.
- **Umsetzungsfrist:** sofortige Umsetzung der Praktika zulasten der Arbeitslosenversicherung, unter Vorbe-

halt der Anschaffung der nötigen Einrichtung; für die Jahre 2009 und 2010.

- **Gesetzliche Grundlage:** Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1); Verordnung vom 18. Januar 2005 über Massnahmen für mehr Praktikumsplätze in der Kantonsverwaltung und für die Integration von jungen Stellensuchenden in die Arbeitswelt (SGF 122.70.72)

Massnahme Nr. 5: Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten

- **Inhalt der Massnahme:** Die bestehenden Betreuungs- und Beratungsmassnahmen für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen (Wieder-) Eingliederung werden verstärkt. Es geht vor allem darum, zusätzliche Arbeitskräfte zu engagieren, um die Betreuung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten zu konsolidieren und um die Aktionen der «Plattform Jugend» auszubauen. Ausserdem werden die vorgeschlagenen Massnahmen der kantonalen Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung ausgearbeitet, die Entwicklung der Motivationssemester für die Evaluation der Problematik (VALSE) wird weitergeführt und das Team des «Case Management» soll um 1,4 Arbeitsplätze verstärkt werden. Letztere werden vom Bund mitgetragen. Diese Massnahmen werden auch vom ordentlichen Budget 2009 des SPE gedeckt, welches bereits einen Betrag in der Höhe von 500 000 Franken für die Wiedereingliederung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten vorsieht.
- **Kosten:** 760 000 Franken; davon 500 000 Franken aus dem ordentlichen Budget des SPE
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 60% der Struktur des «Case Managements», also rund 84 000 Franken
- **Umsetzungsfrist:** 2 Monate
- **Gesetzliche Grundlage:** Arbeitslosenversicherungsgesetz (AVIG; SR 837.0); Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG; SGF 866.1.1)

Massnahme Nr. 6: Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende

- **Inhalt der Massnahme:** Diese Massnahme greift das Inkrafttreten des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG) vor, welche auf die Motion von Antoinette Romanens und André Ackermann vom Juni 2007 (M1021.07) zurückzuführen ist und auf die der Staatsrat am 5. November 2008 mit 59 zu 1 Stimmen bei 3 Enthaltungen eingetreten ist. Die Verfasser der Motion verlangten, dass der Staat Beiträge an die Prämien einer Erwerbsausfallversicherung leistet, wenn eine stellensuchende Person krank ist. Die von der Arbeitslosenversicherung vorgesehenen Leistungen bei Krankheit sind sehr begrenzt, denn eine stellensuchende Person verliert bei einer langfristigen Krankheit ihren Taggeldanspruch ab dem 31. Tag der Arbeitsunfähigkeit. Ausserdem kann ihre Vermittlungsfähigkeit verneint werden, falls sich die Krankheit in die Länge zieht. Damit solche Stellensuchende nicht Sozialhilfe beanspruchen müssen, sollen sie mit dieser Massnahme – einer Subventionierung der Versicherungsprämien – ermuntert werden, eine Erwerbsausfallversicherung abzuschliessen.

- **Kosten:** 300 000 Franken; davon 50 000 Franken aus dem ordentlichen Budget des SPE für das Inkrafttreten des BAMG. Wenn diese Massnahme im Rahmen des BAMG angenommen wird, werden die Kosten ab Inkrafttreten dieses Gesetzes auf das Staatsbudget übertragen.
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** innert 2 Monaten. Bis Juli 2011, wenn die Massnahme im Rahmen des BAMG nicht angenommen wird.
- **Gesetzliche Grundlage:** eine gesetzliche Grundlage muss per Dekret geschaffen werden.

4.1.2 Weiterbildung

Massnahme Nr. 7: Weiterbildung in Betrieben mit KA

- **Inhalt der Massnahme:** Der Staat beteiligt sich an den Weiterbildungskursen für Angestellte, deren Betrieb Kurzarbeit eingeführt hat. Nach einer ersten Analyse können drei Kategorien ins Auge gefasst werden: Bildungsgänge über Grundkenntnisse für wenig qualifiziertes Personal (Sprache, Informatik usw.); branchenspezifische Ausbildungen (Metallurgie, Kunststoffe usw.); Weiterbildung für Kader (Organisations- und Führungskompetenzen). Die entsprechenden Kurse werden so organisiert, dass sie während der Kurzarbeit abgehalten werden können. Diese Massnahme wird grundsätzlich nicht von der Arbeitslosenversicherung übernommen, zurzeit wird jedoch die Möglichkeit einer Kofinanzierung abgeklärt.
- **Kosten:** 3 500 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner, da solche Bildungsgänge nicht von der Arbeitslosenversicherung übernommen werden. Die Massnahme wird jedoch für die dritte Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes in Betracht gezogen.
- **Umsetzungsfrist:** ab sofort, bis der Kredit ausgeschöpft ist (spätestens bis 2013)
- **Gesetzliche Grundlage:** ein gesetzliche Grundlage muss per Dekret geschaffen werden

4.1.3 Andere Begleitmassnahmen

Massnahme Nr. 8: Zentrale Anlaufstelle

- **Inhalt der Massnahme:** Damit die Behörden rasch und effizient auf die Fragen/Bedürfnisse der Unternehmen und der Stellensuchenden reagieren können, wird eine zentrale telefonische Anlaufstelle geschaffen, die eventuell mit einem Bereitschaftsdienst ergänzt wird. Damit soll der administrative Aufwand der Unternehmen verkleinert werden. In der zentralen Anlaufstelle sollen die verschiedenen Anfragen zusammenlaufen. Die Anlaufstelle ist verantwortlich für das Erteilen der richtigen Informationen oder für das Weiterleiten an die zuständigen Personen. Im Idealfall sollte die Anlaufstelle in den Bereichen Personalberatung, Unternehmensberatung, Psychologie/Sozialhilfe und Finanzen fachgerechte Auskünfte erteilen können.
- **Kosten:** 400 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** innert 3 Monaten, Beschränkung auf 2 Jahre
- **Gesetzliche Grundlage:** vorerst nicht nötig

4.1.4 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Arbeitsmarkt, Weiterbildung und Jugend»

Bereich	Nummer	Massnahme	Kosten (Mio.)	Finanzierung durch	Bundesbeitrag
Beschäftigung, Jugend und Weiterbildung	1	Überbetriebliche Kurse	3.500	Konjunkturfonds	0.000
	2	Einarbeitungszuschüsse	0.800	Beschäftigungsfonds	0.000
	3	Lehrstellen in der Kantonsverwaltung	0.500	Konjunkturfonds	0.000
	4	Berufspraktika in der Kantonsverwaltung	3.000	Konjunkturfonds	3.000
	5	Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten	0.760	Konjunkturfonds /Budget	0.084
	6	Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende	0.300	Konjunkturfonds /Budget	
	7	Weiterbildung in Betrieben mit KA	3.500	Konjunkturfonds	0.000
	8	Zentrale Anlaufstelle	0.400	Konjunkturfonds	0.000
Total Bereich			12.760		3.084
Konjunkturfonds			11.410		
Beschäftigungsfonds			0.800		
Budget 09			0.550		

4.2 Bereich «Innovation»

Die Massnahmen im Bereich «Innovation» beabsichtigen eine Verbesserung der Bedingungen für die Gründung, die Einrichtung und den Betrieb von innovativen Unternehmen im Kanton Freiburg. Ziel ist, dass sich die Wirtschaft des Kantons im gegenwärtigen Wettbewerbsumfeld nachhaltig entwickeln kann.

Massnahme Nr. 9: Seed Capital

- **Inhalt der Massnahme:** Die Finanzierung eines Unternehmens durchläuft in der Regel mehrere Entwicklungsphasen. Seed Capital bezeichnet die Investitionen vor der Unternehmensgründung oder bevor das erste Produkt marktfähig ist. Der Kanton Freiburg verfügt bereits über eine Finanzierungsstruktur für Risikokapital. Das Ziel dieser Massnahme ist es folglich, das bestehende Angebot mit einer Struktur für Seed Capital zu ergänzen. Damit sollen Unternehmen oder zukünftige Unternehmen in wissenschaftlichen und technologischen Bereichen mit hoher Wertschöpfung gefördert werden. Mit Seed Capital kann das Wissen der Freiburger Hochschulen besser genutzt und der Technologietransfer verbessert werden.
- **Kosten:** 2 000 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** 1. Oktober 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** eine gesetzliche Grundlage muss per Dekret geschaffen werden.

Massnahme Nr. 10: Innovationsfonds

- **Inhalt der Massnahme:** Schaffung eines Fonds für die Förderung technologischer und wissenschaftlicher Innovationen. Diese Förderung besteht hauptsächlich aus drei Massnahmen: der Technologietransfer, die

Finanzierung des Schutzes von geistlichem Eigentum sowie die Unterstützung bei der Vorbereitung von Innovations- und Entwicklungsprojekten der Freiburger Unternehmen und Hochschulen.

- **Kosten:** 3 000 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab Herbst 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** eine gesetzliche Grundlage muss per Dekret geschaffen werden

Massnahme Nr. 11: Glasfasernetz für das gesamte Kantonsgebiet

- **Inhalt der Massnahme:** Das gesamte Kantonsgebiet soll mit einem unterirdischen Glasfasernetz («Fibre to the home», FTTH) erschlossen werden. Mit dieser Massnahme wird die Entwicklung eines wirksamen Wettbewerbs bei der Netztechnologie und Telekommunikationsdienstleistungen ermöglicht. Dieses Projekt macht den Kanton sowohl in den Städten wie auch in den ländlichen Regionen noch attraktiver. Es wird von einer öffentlich-privaten Partnerschaft durchgeführt (Swisscom, Groupe E und Staat Freiburg). Die Kosten zulasten des Kantons belaufen sich auf 5 000 000 Franken, dazu kommt ein rückzahlbares, zinsloses Darlehen in der Höhe von 15 000 Franken.
- **Kosten:** 5 000 000 Franken (Beteiligung am Aktienkapital einer noch zu gründenden Gesellschaft).
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** eine gesetzliche Grundlage muss per Dekret geschaffen werden. Ein entsprechender Entwurf wird dem Grossen Rat grundsätzlich noch im laufenden Jahr unterbreitet.

4.2.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Innovation»

Bereich	Nummer	Massnahme	Kosten (Mio.)	Finanzierung durch	Bundesbeitrag
Innovation	9	Seed Capital	2.000	Konjunkturfonds	0.000
	10	Innovationsfonds	3.000	Konjunkturfonds	0.000
	11	Fibre to the Home (Glasfasernetz)	5.000	Konjunkturfonds	0.000
Total Bereich		10.000			

4.3 Bereich «Infrastruktur»

Die Massnahmen im Bereich «Infrastruktur» sollen im Wesentlichen das Bauwesen, Hoch- und Tiefbau sowie die Subunternehmen in diesem Markt unterstützen. Diese Massnahmen dienen zur Bewältigung der unmittelbaren Folgen der Krise. Die Gesamtkosten für diese Massnahmen belaufen sich auf 7 965 000 Franken.

Massnahme Nr. 12: Kantonsstrassen

- **Inhalt der Massnahme:** Zusätzlich zu den Bauarbeiten, die im Voranschlag 2009 geplant wurden, werden auf den Kantonsstrassen bauliche Unterhaltsarbeiten vorgenommen. Anhand des Strassenzustands wird ermittelt, welche Abschnitte Priorität erhalten. Diese Arbeiten können rasch auf den Markt gebracht werden, da sie weder einer Auflage noch einer besonderen Bewilligung bedürfen.
- **Kosten:** 5 500 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab Juli 2009, bis der Kredit ausgeschöpft ist (spätestens bis 2010)
- **Gesetzliche Grundlage:** Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 741.1)

Massnahme Nr. 13: Gebäude und Bauwesen

- **Inhalt der Massnahme:** Bei diesen Massnahmen handelt es sich um den Werterhalt von Staatsgebäuden, Unterhaltsarbeiten, Umbauten oder auch um Studien, die einem bestimmten Bedürfnis entsprechen (natürlich im Bereich der energetischen Sanierung).
- **Kosten:** 2 465 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab Herbst 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** keine nötig, da der Staat für den Unterhalt der öffentlichen Gebäude zuständig ist

4.3.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Infrastruktur»

Bereich	Nummer	Massnahme	Kosten (Mio.)	Finanzierung durch	Bundesbeitrag
Infrastrukturen	12	Kantonalstrassen	5.500	Konjunkturfonds	0.000
	13	Gebäude und Bauwesen	2.465	Konjunkturfonds	0.000
Total Bereich		7.965			0.000

4.4 Bereich «Energie»

In der Wintersession 2008 hat das Parlament das Budget der jährlichen Globalbeiträge an die Kantone für die Förderung der Energie- und Abwärmenutzung für das Jahr 2009 um 86 Millionen auf 100 Millionen Franken erhöht. Ende Februar 2009 hat der Bundesrat dem Verteilungsschlüssel dieser zusätzlichen Mittel zugestimmt. Nach Artikel 17 Abs. 4 der Energieverordnung vom 7. Dezember 1998 musste der Kanton über seinen definitiven Voranschlag 2009 bis zum 31. März 2009 Bericht erstatten, um ein Anrecht auf die Globalbeiträge zu erhalten. Aus diesem Grund wurden die Massnahmen, die in der Folge vorgeschlagen werden, dem Bund bereits mitgeteilt.

Abgesehen davon sollen mit den vorgeschlagenen Massnahmen die Unternehmen gefördert werden, die in den Bereichen Energie sowie Hoch- und Tiefbau tätig sind. Außerdem wird damit eine nachhaltige Entwicklung angestrebt, welche sich direkt auf den Energieverbrauch des Kantons auswirkt.

Massnahme Nr. 14: Gebäudesanierungen (Stiftung Klimarappen)

- **Inhalt der Massnahme:** Das Gebäudeprogramm der Stiftung Klimarappen (SKR) läuft am 31. Dezember 2009 ab. Die Kantone, die an diesem Programm interessiert sind, haben sich mit der SKR auf folgende Ausführungsbestimmungen geeinigt: der Kanton verdoppelt den Beitrag der SKR und das Gebäudeprogramm wird auf Gebäude ausgedehnt, die nicht mit fossilen Energien beheizt werden.
- **Kosten:** 1 000 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 1 000 000 Franken
- **Umsetzungsfrist:** ab sofort
- **Gesetzliche Grundlage:** Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1)

Massnahme Nr. 15: Gebäudesanierungen (Gebäudeenergieausweise)

- **Inhalt der Massnahme:** Im Rahmen einer Spezialaktion des Bundes können Hauseigentümer für nur 200 Franken (statt den üblichen 1200 Franken) einen Gebäudeenergieausweis ausstellen lassen. Diese Aktion wird vollumfänglich vom Bundesamt für Energie finanziert. Wenn diese Aktion erfolgreich verläuft, kann der Kanton jedoch zusätzliche Energieausweise finanzieren. Außerdem wird der Kanton zu diesem Thema eine umfassende Informations- und Sensibilisierungskampagne lancieren, um so die Hauseigentümer zu einer Kontrolle ihrer Gebäude anzuregen. Mit dieser Fachberatung und dem zukünftigen Gebäudesanierungsprogramm des Bundes könnten sie motiviert werden, die entsprechenden Sanierungsarbeiten vorzunehmen. Das Amt für Verkehr und Energie hat die Energissima (23.–26. April 2009) genutzt, um die erste Aktion durchzuführen. Bei diesem Anlass wurden 620 Gutscheine für Energieausweise verteilt.
- **Kosten:** 200 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 200 000 Franken
- **Umsetzungsfrist:** ab sofort
- **Gesetzliche Grundlage:** Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1)

Massnahme Nr. 16: Photovoltaische Sonnenenergie

- **Inhalt der Massnahme:** Der Staat ergänzt seine Förderprogramme mit einer Förderaktion für photovoltaische Solaranlagen. Sie ist für Projekte vorgesehen, die nicht von der 2008 lancierten, kostenlosen Einspeisevergütung (KEV) des Bundes profitieren können, weil die zur Verfügung gestellten Mittel ausgeschöpft sind. Die geplante Leistung der Projekte, die kurzfris-

tig umgesetzt werden können, summiert sich zu einer Gesamtleistung von rund 1500 kW. Mit einem Maximalbetrag von 10 Mio. Franken können diese Projekte deshalb praktisch unter den gleichen Bedingungen gefördert werden, wie diejenigen der KEV. An der Umsetzung dieses Projekts beteiligt sich auch Groupe E mit rund 5 Mio. Franken.

- **Kosten:** 5 000 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 5 000 000 Franken, dazu kommen die 5 000 000 Franken von Groupe E
- **Umsetzungsfrist:** ab sofort, bis der Kredit ausgeschöpft ist (spätestens bis 2013)
- **Gesetzliche Grundlage:** Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1)

Massnahme Nr. 17: Projekte «Energiestadt»

- **Inhalt der Massnahme:** Der Staat beauftragt den Verein «Energiestadt» mit der Ausarbeitung eines Konzepts, um das Interesse der Gemeinden für das Zertifikat «Energiestadt» anzuregen. Diese Zertifizierung soll gefördert und die Gemeinden beim Zertifizierungsverfahren begleitet werden. Zusätzlich sind Informations- und Sensibilisierungsaktionen für die Bevölkerung vorgesehen.
- **Kosten:** 200 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 200 000 Franken
- **Umsetzungsfrist:** ab sofort, Einzelaktion
- **Gesetzliche Grundlage:** Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1)

4.4.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Energie»

Bereich	Nummer	Massnahme	Kosten (Mio.)	Finanzierung durch	Bundesbeitrag
Energie	14	Gebäudesanierungen (Stiftung Klimarappen)	1.000	Konjunkturfonds	1.000
	15	Gebäudesanierungen (Gebäudeenergieausweise)	0.200	Konjunkturfonds	0.200
	16	Photovoltaische Sonnenenergie	5.000	Konjunkturfonds	5.000
	17	Projekte «Energiestadt» (PR)	0.200	Konjunkturfonds	0.200
Total Bereich			6.400		6.400

4.5 Bereich «Öffentlicher Verkehr»

Die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich des öffentlichen Verkehrs sollen die bestehenden Infrastrukturen sichern und verbessern. Dies ist eine Voraussetzung für eine rasche Verbesserung des Angebots im Kanton und für die Umsetzung einer Freiburger S-BAHN. Außerdem werden Studien durchgeführt, um die anstehende Anpassung des Transportnetzes vorzubereiten. Im Rahmen der Krisenbewältigung sollen die Massnahmen konkret den Baubereich und die Zulieferer von Ausrüstung unterstützen.

Massnahme Nr. 18: Vorbereitungsarbeiten S-Bahn Freiburg

– **Inhalt der Massnahme:** Diese Massnahme muss die Sanierung der Bahnübergänge auf der Strecke der zukünftigen S-Bahn Freiburg ermöglichen, damit der Sicherheitsstandard trotz der geplanten, erhöhten Geschwindigkeit der Züge (kürzere Reisezeiten) aufrecht erhalten oder sogar verbessert werden kann. Die Massnahme umfasst auch neue Infrastrukturen in den Bahnhöfen, um den Zugang zu verbessern. Des Weiteren werden Arbeiten im Zusammenhang mit der Vernetzung von Sicherheitsanlagen zwischen bestimmten Bahnhöfen vorgenommen und schliesslich sind noch die Untersuchungskosten zur Bestimmung der notwendigen Netzanpassungen im Zusammenhang mit der Einführung der S-Bahn Freiburg in dieser Massnahme begriffen.

Für die Bahnübergänge wird eine Subventionierungsart vorgeschlagen, wie es das Dekret über einen Verpflichtungskredit für Beiträge an die Aufhebung oder Sicherung von Bahnübergängen vorsieht. Der Saldo wird zwischen dem Eigentümer der Strasse und dem Transportunternehmen aufgeteilt. In Anwendung von Artikel 56 des Eisenbahngesetzes wird der Kanton 43% der Kosten zulasten der Freiburgischen Verkehrsbetriebe (TPF) übernehmen.

- **Kosten:** 3 090 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 770 000 Franken
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 141.1); Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (SGF 780.1)

Massnahme Nr. 19: Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur

- **Inhalt der Massnahme:** Erneuerung der Infrastrukturen von Schmalspurbahnen und Instandstellung von Bahnhöfen und Perrons.
- **Kosten:** 1 010 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 1 140 000
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (SGF 780.1)

Massnahme Nr. 20: Haltestelle St. Léonard

- **Inhalt der Massnahme:** Mit dieser Massnahme wird die Finanzierung, sprich der Kostenanteil des Kantons an der Bauplanung einer neuen Haltestelle in Freiburg/St. Léonard festgelegt.
- **Kosten:** 490 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (SGF 780.1)

4.5.1 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen im Bereich «Öffentlicher Verkehr»

Bereich	Nummer	Massnahme	Kosten (Mio.)	Finanzierung durch	Bundesbeitrag
Öffentlicher Verkehr	18	Vorbereitungsarbeiten S-Bahn Freiburg	3.090	Konjunkturfonds	0.770
	19	Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur	1.010	Konjunkturfonds	1.140
	20	Haltestelle (Planungskosten)	0.490	Konjunkturfonds	0.000
Total Bereich		4.590			1.910

4.6 Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft

In den Bereichen Umwelt, Land- und Alpwirtschaft finden sich Fördermassnahmen für die betreffenden Bausektoren, Unternehmen und forstlichen Körperschaften, für die Vereinigungen, welchestellensuchende Personen beschäftigen sowie für die Hersteller von einheimischen Erzeugnissen. Das Ziel dieser Massnahmen ist die nachhaltige Entwicklung im Sinne einer Verbesserung der Umweltbedingungen.

4.6.1 Umwelt

Massnahme Nr. 21: Biotope und Artenschutz

- **Inhalt der Massnahme:** Diese Massnahme betrifft den Aufbau und die Revitalisierung von Biotopen, aktive Massnahmen für den Artenschutz sowie den Wiederaufbau einer Fischzucht. Insgesamt führt das Büro für Natur- und Landschaftsschutz 17 Projekte im ganzen Kanton durch.
- **Kosten:** 1 650 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 812 000 Franken (garantiertes Beitrag im Rahmen der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes). Weitere Beiträge von Dritten in der Höhe von rund 700 000 Franken werden ebenfalls erwartet.
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** Bundesgesetz vom 1. Juli 1966 über den Natur- und Heimatschutz (NHG; SR 451)

Massnahme Nr. 22: Wald

- **Inhalt der Massnahme:** Durch diese Massnahme können verschiedene Arbeiten zur Förderung der Artenvielfalt in den Wäldern nach den Kriterien des Bundesamts für Umwelt (BAFU) umgesetzt werden. Dadurch können die zusätzlichen Mittel im Rahmen der zweiten Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes genutzt werden. Mit den bewilligten Mitteln können außerdem die Infrastrukturen in den Wäldern und auf den Alpen instand gestellt und ein Forstzentrum für den Staatswald gebaut werden.
- **Kosten:** 890 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 300 000 Franken. Ein weiterer Bundesbeitrag ist außerdem im Rahmen des Schutzwaldprojekts der Programmvereinbarung 2008–2011 vorgesehen. Zudem ist ein ausserordentlicher

Beitrag in der dritten Phase der Stabilisierungsmassnahmen nicht auszuschliessen. Ein allfälliger Beitrag des Bundes würde vom Kostenanteil des Kantons abgezogen.

- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1)

4.6.2 Landwirtschaft und Alpwirtschaft

Massnahme Nr. 23: Strukturhilfe für die Landwirtschaft

- **Inhalt der Massnahme:** Mit dieser Massnahme sollen hauptsächlich Betriebsrationalisierungen oder Neubauten gefördert werden, damit die Gebäude den neuen Technologien (Modernisierung bestehender Ställe, Bau von Laufställen und Melkständen, gemeinschaftliche Landwirtschaftsbauten, Umbauten im Zusammenhang mit den Vorgaben für tierfreundlichere Haltung usw.) besser entsprechen.
- **Kosten:** 400 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** 400 000 Franken
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** keine nötig

Massnahme Nr. 24: Revitalisierung der Alpwirtschaft

- **Inhalt der Massnahme:** Mit dieser Massnahme sollen Alpenprodukte, insbesondere der Käse, aufgewertet werden. Außerdem soll sie zu den Verbesserungen und Renovierungen der Produktionsanlagen beitragen.
- **Kosten:** 1 500 000 Franken
- **Geplanter Bundesbeitrag:** vorläufig keiner
- **Umsetzungsfrist:** ab 2009
- **Gesetzliche Grundlage:** Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1)

4.6.3 Zusammenfassung der Kosten für die Massnahmen in den Bereichen Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft

Bereich	Nummer		Massnahme	Kosten (Mio.)	Finanzierung durch	Bundesbeitrag
Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft	21	Biotope und Artenschutz		1.650	Konjunkturfonds	0.812
	22	Wald		0.890	Konjunkturfonds	0.300
	23	Strukturhilfe für die Landwirtschaft		0.400	Konjunkturfonds	0.400
	24	Revitalisierung der Alpwirtschaft		1.500	Konjunkturfonds	0.000
Total Bereich			Total Bereich	4.440		1.512

4.7 Kostenübersicht für den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft

In der Übersicht sieht der kantonale Plan zur Stützung der Wirtschaft folgende Ausgaben vor:

Bereich	Kosten (Mio.)	Bundesbeitrag
Beschäftigung, Jugend und Weiterbildung	12.760	3.084
Innovation	10.000	0.000
Infrastruktur	7.965	0.000
Energie	6.400	6.400
Öffentlicher Verkehr	4.590	1.910
Umwelt, Landwirtschaft und Alpwirtschaft	4.440	1.512
TOTAL Plan zur Stützung der Wirtschaft	46.155	12.906
Abzug anderer Fonds oder Budget	1.350	
Zulasten des Konjunkturfonds	44.805	
Reserve	5.195	

Nach Abzug der Mittel, die dem Kanton bereits zur Verfügung stehen (Beschäftigungsfonds und Budgetposten) belaufen sich die verbleibenden Mittel des Kantons folglich auf einen Betrag von 5 195 000 Franken gegenüber dem Gesamtbetrag von 50 Millionen, der für den Fonds zur Stützung der Freiburger Wirtschaft bewilligt wurde. Im Hinblick auf die Massnahmen, die im Rahmen der dritten Phase der Stabilisierungsmassnahmen des Bundes getroffen werden, wird dieser Restbetrag im Fonds als Reserve verbucht.

Im vorgeschlagenen Plan zur Stützung der Wirtschaft ist insbesondere festzuhalten, dass die bereitgestellten Mittel des Kantons zusätzliche Beiträge des Bundes oder von Dritten in der Höhe von rund 13 Millionen Franken generieren.

Folgende Massnahmen werden eine direkte und sofortige Wirkung auf die Freiburger Wirtschaft erzielen:

Nr.	Massnahme
1	Überbetriebliche Kurse
2	Einarbeitungszuschüsse
11	Fibre to the Home (Glasfasernetz)
12	Kantonsstrassen
13	Gebäude und Bauwesen
14	Gebäudesanierungen (Stiftung Klimarappen)
16	Photovoltaische Sonnenenergie
18	Vorbereitungsarbeiten der S-Bahn Freiburg
19	Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs

20	Haltestelle St. Léonard (Planungskosten)
21	Biotope und Artenschutz
22	Wald
23	Strukturhilfe für die Landwirtschaft
24	Revitalisierung der Alpwirtschaft

Im Zusammenhang mit den drei Interventionsachsen des Staatsrats (siehe Kapitel 3.2) werden die Massnahmen wie folgt aufgeteilt:

Massnahmen zur Bekämpfung der unmittelbaren Auswirkungen der Krise	Begleitmassnahmen zur Unterstützung von natürlichen Personen, die von den Auswirkungen der Krise betroffen sind	Massnahmen zur Förderung der wirtschaftlich nachhaltigen Wettbewerbsfähigkeit
12; 13; 14; 16; 18; 19; 20; 21; 22; 23; 24	1; 2; 3; 4; 5; 6; 7; 8	9; 10; 11; 15; 17
22,995 Mio. Franken	12,76 Mio. Franken	10,4 Mio. Franken
Reserve: 5,195 Mio. Franken (nach Abzug der 1,35 Mio. Franken zulasten anderer Fonds oder des Staatsbudgets)		

5. ANDERE AUSWIRKUNGEN DES PROJEKTS

5.1 Auswirkungen auf den Personalbestand

Durch die vorgeschlagenen Massnahmen des Plans zur Stützung der Freiburger Wirtschaft werden rund 2,5 zusätzliche Arbeitsstellen für eine beschränkte Dauer geschaffen. Die von den Massnahmen Nr. 5 (Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten – Case Manage-

ment) und Nr. 8 (zentrale Anlaufstelle) geschaffenen Stellen sind im Amt für den Arbeitsmarkt zu besetzen.

5.2 Andere Auswirkungen

Der Dekretsentwurf wirkt sich nicht auf die Zuständigkeitsbereiche von Kanton und Gemeinden aus.

Der Dekretsentwurf ist mit dem übergeordneten Recht, also mit dem europäischen Recht, dem Bundesrecht und der Verfassung des Kantons vereinbar.

Der Dekretsentwurf und die vorliegende Botschaft bilden ausserdem die Antwort auf das Mandat 4011.09 vom 16. April 2009 des Grossrats Xavier Ganioz sowie neun weiteren Grossräten (*«Crise financière: un train de mesures particulières pour les jeunes»*).

5.3 Rechtsgrundlagen und Kreditbewilligung

Die Verpflichtungskredite für alle vorgeschlagenen Massnahmen im Zusammenhang mit dem Plan zur Stützung der Wirtschaft müssen anhand der Klassifizierung der Ausgaben nach Artikel 22 und folgende des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG, SGF 610.1) gegliedert werden.

Alle Kredite für die nachfolgend aufgelisteten Massnahmen gelten als gebundene Ausgaben, die sich aus der Anwendung eines bestehenden Rechtssatzes ergeben und in den Rahmen der gewöhnlichen Aufgaben des Staats fallen. Sie werden unter folgenden Kostenstellen eingestellt:

Nr.	Massnahme	Kosten	Kostenstelle
1	Überbetriebliche Kurse	3.500	3542.1/366.005
3	Lehrstellen in der Kantonsverwaltung	0.500	3775/ Position zu bestimmen
4	Berufspraktika in der Kantonsverwaltung	3.000	3775/ Position zu bestimmen
5	Unterstützung von Jugendlichen	0.760	3510/319.007
8	Zentrale Anlaufstelle	0.400	3510/319.007
12	Kantonsstrassen	5.500	3820/314.300
13	Gebäude und Bauwesen	2.465	3850/314.100
14	Gebäudesanierungen (Stiftung Klimalappen)	1.000	3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010
15	Gebäudesanierungen (Energieausweise)	0.200	3570/318.000
16	Photovoltaische Sonnenenergie	5.000	3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010
17	Projekte «Energiestadt» (PR)	0.200	3570/318.000
18	Vorbereitungsarbeiten für die S-Bahn	3.090	3570/564.007 3570/564.009
19	Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur	1.010	3570/564.007 3570/564.009
20	Haltestelle St. Léonard (Planungskosten)	0.490	3570/564.007 3570/564.009
21	Biotope und Artenschutz	1.650	3800/365.200

22	Wald	0.890	3445/362.000 3445/362.200 3445/501.006
23	Strukturhilfe für die Landwirtschaft	0.400	3425/ 565.006 3425/ 575.006 3425/ 670.006
24	Revitalisierung der Alpwirtschaft	1.500	3425/365.019 3425/380.002 3425/480.002 3425/562.009 3425/565.002 3425/565.006

Diese Verpflichtungskredite sind gebundene Ausgaben und unterliegen deshalb keinem Ausgabenreferendum.

Dagegen gelten die Kredite im Zusammenhang mit folgenden Massnahmen als neue Ausgaben, für die ein besonderer Rechtssatz geschaffen werden muss:

Nr.	Massnahme	Kosten	Kostenstelle
2	Einarbeitungszuschüsse	0.800	Entnahme
6	Erwerbsausfallversicherung Stellensuchende	0.300	3510/319.007
7	Weiterbildung für Betriebe mit KA	3.500	3510/319.007
9	Seed Capital	2.000	3505/ Position zu bestimmen
10	Innovationsfonds	3.000	3505/ Position zu bestimmen
11	Fibre to the Home (Glasfasernetz)	5.000	Wird in späterem Dekret bestimmt

Diese Verpflichtungskredite sind neue Ausgaben, folglich sind sie dem fakultativen Referendum unterstellt.

Der Dekretsentwurf muss ausserdem im Hinblick auf Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 geprüft werden, um festzulegen, ob für einige der Massnahmen ein qualifiziertes Mehr des Grossen Rates erforderlich ist. Im vorliegenden Fall sind die Kredite für die Massnahmen im Zusammenhang mit dem Unterhalt der Kantonsstrassen (Massnahme Nr. 12) und den Photovoltaikanlagen (Massnahme Nr. 16) von diesen Bestimmungen betroffen und müssen folglich von einem Mehr des Grossen Rats angenommen werden.

Wie bereits erwähnt wird die Massnahme Nr. 11 (Glasfasernetz auf dem gesamten Kantonsgebiet) grundsätzlich noch vor Ende 2009 in einem separaten Dekret geregelt. Der entsprechende Betrag muss, obwohl er dem Konjunkturfonds nicht durch vorliegenden Dekretsentwurf abgezogen wird, bereitgestellt werden.

6. BEMERKUNGEN ZUM DEKRETSENTWURF

Die Bestimmungen des Dekrets benötigen keinen langen Kommentar über den Inhalt der vorgeschlagenen Massnahmen. Das Dekret wurde in drei Kapitel eingeteilt: Das I. Kapitel legt den Gesamtbetrag fest, der dem Konjunkturfonds abgezogen wird (Art. 1) und bestimmt die gebundenen Kredite, die den jeweiligen Kostenstellen zugeordnet werden (II. Kapitel, Art. 2). Diesbezüglich ist zu präzisieren, dass von den 50 000 000 Franken vorerst nur 39 805 000 Franken abgezogen werden; 5 000 000 wer-

den für die Massnahme Nr. 11 (Glasfasernetz für das gesamte Kantonsgebiet) bereitgestellt und 5 195 000 Franken bilden die Reserven des Fonds. Das III. Kapitel des Dekrets bildet die notwendige Gesetzesgrundlage für die Gewährung von Krediten für neue Ausgaben im Sinne des Finanzhaushaltsgesetzes des Staates. Sie betreffen folgende Massnahmen:

- **die Einarbeitungszuschüsse (Art. 3 bis 6):** Die Bestimmungen des Dekrets legen die grundsätzlichen Bedingungen fest, die für die Gewährung, Dauer und maximale Höhe pro Monat eines Kredits notwendig sind;
- **die Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende (Art. 7 bis 10):** Die Bestimmungen des Dekrets definieren die anspruchsberechtigten Personen und legen verschiedene individuelle Voraussetzungen für eine Gewährung der Beiträge an die Versicherungsprämien fest (Alter, Einkommen, Vermögen, Wohnort usw.). Wie bereits erwähnt besteht diese Massnahme in einer vorgezogenen Anwendung des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG). Das Dekret bestimmt deshalb auch, dass diese Bestimmungen beim Inkrafttreten des BAMG aufgehoben werden;
- **die Weiterbildung für Betriebe mit KA (Art. 11 bis 14):** Die Bestimmungen des Dekrets legen die Voraussetzungen für die betroffenen Betriebe fest. Danach kann eine Finanzierung der Weiterbildungskosten erst ab dem vierten Monat der KA (vierte Abrechnungsperiode) gewährt werden und nur, wenn die KA auf weitere drei Monate verlängert wird. Individuelle Weiterbildungskurse werden für Arbeitnehmer reserviert, die bereits vor dem 1. Januar 2008 angestellt waren, sie

werden also nach dem Anciennitätsprinzip gewährt. Gruppenausbildungen stehen hingegen allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern offen, insbesondere, wenn die Kurse vom Betrieb selbst organisiert werden;

- **das Seed Capital (Art. 15 bis 17):** Die Bestimmungen des Dekrets bilden die Grundlage für einen Fonds, mit dem Freiburger Hochschulen Beteiligungen und Darlehen (max. 200 000 Franken) an Betriebe oder zukünftigen Betrieben, die in wissenschaftlichen oder technologischen Bereichen mit hoher Wertschöpfung tätig sind, ermöglicht werden. Diese Beteiligungen und zinslosen Darlehen werden gewährt, damit bestimmte Projekte, die noch nicht marktreif sind, entwickelt werden können oder damit Unternehmen gegründet werden können, die über marktfähige, innovative Produkte verfügen.
- **der Innovationsfonds (Art. 18 und 19):** Die Bestimmungen des Dekrets bilden die Grundlage für einen Fonds, der den Freiburger Hochschulen zur Verfügung gestellt wird. Das Kapital und die Erträge aus dem Fonds sollen technologische und wissenschaftliche Innovationen fördern, namentlich durch eine Unterstützung des Technologietransfers und dem Schutz des geistigen Eigentums sowie einer Unterstützung für die Lancierung von innovativen Projekten bei der zuständigen Bundesbehörde.

Der Staatsrat lädt Sie ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Projet du 19.05.2009

Entwurf vom 19.05.2009

Décret

du

**relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer
les effets de la crise dans le canton de Fribourg**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 1^{er} juillet 1996 sur la protection de la nature et du paysage;

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle;

Vu la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat;

Vu la loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs;

Vu la loi du 15 décembre 1967 sur les routes;

Vu la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie;

Vu la loi du 20 septembre 1994 sur les transports;

Vu la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles;

Vu la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 19 mai 2009;

Sur la proposition de cette autorité,

Dekret

vom

**über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft
und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 1. Juli 1996 über den Natur- und Heimatschutz;

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung;

gestützt auf das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal;

gestützt auf das Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe;

gestützt auf das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967;

gestützt auf das Energiegesetz vom 9. Juni 2000;

gestützt auf das Verkehrsgesetz vom 20. September 1994;

gestützt auf das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen;

gestützt auf das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 19. Mai 2009;

auf Antrag dieser Behörde,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1

¹ Le prélèvement d'un montant de 39 805 000 francs sur le fonds de relance de l'économie fribourgeoise créé par le décret du 6 mai 2009 relatif au compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'année 2008 et à l'institution d'un fonds de relance est approuvé.

² Les crédits ouverts en vertu du présent décret sont dissous à la fin de l'année 2013, dans la mesure où ils n'ont pas été utilisés.

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux dépenses liées

Art. 2

¹ Des crédits d'engagement pour un montant total de 31 055 000 francs sont ouverts auprès de l'Administration des finances pour le financement des mesures du plan de soutien à l'économie. Ces crédits constituent des dépenses liées au sens de la loi sur les finances de l'Etat.

² Une partie de ces crédits sera allouée en complément du budget 2009 de l'Etat de Fribourg arrêté par le Grand Conseil.

³ Ces crédits sont alloués selon la répartition suivante:

Centres de charges	Crédits Fr.	Justification
3542.1/366.005	3 500 000	Mesure relative au financement de cours interentreprises au sens de la loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle
3775/position à déterminer	500 000	Mesure relative au financement de places d'apprentissage supplémentaires à l'Etat au sens de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat
3775/position à déterminer	3 000 000	Mesure relative au financement de stages professionnels supplémentaires à l'Etat au sens de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat et de l'ordonnance du 18 janvier 2005 relative à l'adoption de mesures favorisant la création de places de stages dans l'administration cantonale et l'intégration des jeunes demandeurs d'emploi dans le monde du travail

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1

¹ Die Verwendung eines Betrags von 39 805 000 Franken aus dem Konjunkturfonds für die Wirtschaft des Kantons Freiburg, der mit Dekret vom 6. Mai 2009 zur Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2008 und zur Schaffung eines Konjunkturfonds errichtet wurde, wird genehmigt.

² Die nach vorliegendem Dekret eröffneten Kredite werden Ende 2013 aufgelöst, soweit sie nicht ausgeschöpft wurden.

2. KAPITEL

Gebundene Ausgaben

Art. 2

¹ Bei der Finanzverwaltung des Kantons werden Verpflichtungskredite von insgesamt 31 055 000 Franken für die Finanzierung des Plans zur Stützung der Wirtschaft eröffnet. Diese Kredite sind gebundene Ausgaben im Sinne des Gesetzes über den Finanzhaushalt.

² Ein Teil der Kredite wird in Ergänzung zu dem vom Grossen Rat beschlossenen Staatsvorschlag 2009 bewilligt.

³ Die Kredite werden wie folgt gewährt:

Kostenstelle	Kredit Fr.	Nachweis
3542.1/366.005	3 500 000	Massnahme zur Finanzierung von überbetrieblichen Kurzen nach dem Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung
3775/Position noch festzulegen	500 000	Massnahme zur Finanzierung von zusätzlichen Lehrstellen in der Kantonsverwaltung nach dem Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal
3775/Position noch festzulegen	3 000 000	Massnahme zur Finanzierung von zusätzlichen Praktikumsstellen in der Kantonsverwaltung nach dem Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal und der Verordnung vom 18. Januar 2005 über Massnahmen für mehr Praktikumsplätze in der Kantonsverwaltung für die Integration von jungen Stellensuchenden in die Arbeitswelt

Centres de charges	Crédits Fr.	Justification
3510/319.007	260000	Mesure relative au financement d'un appui pour les jeunes en difficulté au sens de la loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs. Ce crédit est complété par un montant de 500 000 francs à prélever sur le budget ordinaire 2009 du Service public de l'emploi
3510/319.007	400000	Mesure relative au financement d'un guichet unique d'information
3820/314.300	5500000	Mesure relative à l'entretien des routes cantonales au sens de la loi du 15 décembre 1967 sur les routes
3850/314.100	2465000	Mesure relative à l'entretien des bâtiments et des constructions
3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010	1000000	Mesure relative à l'assainissement des bâtiments (centime climatique) au sens de la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie
3570/318.000	200000	Mesure relative à l'assainissement des bâtiments (certificat énergétique) au sens de la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie
3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010	5000000	Mesure relative au financement d'installations photovoltaïques au sens de la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie
3570/318.000	200000	Mesure relative à la promotion du programme Cité de l'énergie au sens de la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie
3570/564.007 3570/564.009	3090000	Mesure relative au financement des travaux préparatoires du RER FR au sens de la loi du 20 septembre 1994 sur les transports
3570/564.007 3570/564.009	1010000	Mesure relative au remplacement et à l'assainissement de l'équipement au sens de la loi du 20 septembre 1994 sur les transports
3570/564.007 3570/564.009	490 000	Mesure relative aux frais d'étude pour la halte de Saint-Léonard au sens de la loi du 20 septembre 1994 sur les transports
3800/365.200	1650000	Mesure relative à la protection des biotopes et des espèces au sens de la loi fédérale du 1 ^{er} juillet 1996 sur la protection de la nature et du paysage

Kostenstelle	Kredit Fr.	Nachweis
3510/319.007	260000	Massnahme zur Finanzierung einer Unterstützung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten nach dem Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe. Dieser Kredit wird mit einem Betrag von 500 000 Franken aus dem ordentlichen Budget 2009 des AMA ergänzt
3510/319.007	400000	Massnahme zur Finanzierung einer zentralen Anlaufstelle
3820/314.300	5500000	Massnahme zum Unterhalt der Kantonsstrassen nach dem Strassengesetz vom 15. Dezember 1967
3850/314.100	2465000	Massnahme zum Unterhalt von Gebäuden und für neue Bauten
3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010	1000000	Massnahme für Gebäudesanierungen (Stiftung Klimateppichen) nach dem Energiegesetz vom 9. Juni 2000
3570/318.000	200000	Massnahme für Gebäudesanierungen (Gebäudeenergieausweise) nach dem Energiegesetz vom 9. Juni 2000
3570/562.022 3570/565.022 3570/572.010 3570/575.010	5000000	Massnahme zur Finanzierung von Photovoltaikanlagen nach dem Energiegesetz vom 9. Juni 2000
3570/318.000	200000	Massnahme für die Förderung des Programms Energiestadt nach dem Energiegesetz vom 9. Juni 2000
3570/564.007 3570/564.009	3090000	Massnahmen zur Finanzierung der Vorbereitungsarbeiten der S-Bahn Freiburg nach dem Verkehrsgesetz vom 20. September 1994
3570/564.007 3570/564.009	1010000	Massnahme zur Erneuerung und Sanierung der Infrastruktur nach dem Verkehrsgesetz vom 20. September 1994
3570/564.007 3570/564.009	490000	Massnahme zur Übernahme der Planungskosten für die Haltestelle St. Leonhard nach dem Verkehrsgesetz vom 20. September 1994
3800/365.200	1650000	Massnahme für Biotope und Artenschutz nach dem Bundesgesetz vom 1. Juli 1966 über den Natur und Heimatschutz

Centres de charges	Crédits Fr.	Justification
3445/362.000 3445/362.200 3445/501.006	890 000	Mesure relative à l'entretien des forêts au sens de la loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles
3425/565.006 3425/575.006 3425/670.006	400 000	Mesure relative aux aides structurelles à l'agriculture
3425/365.019 3425/380.002 3425/480.002 3425/562.009 3425/565.002 3425/565.006	1 500 000	Mesure relative à la revitalisation de l'économie alpestre

Kostenstelle	Kredit Fr.	Nachweis
3445/362.000 3445/362.200 3445/501.006	890 000	Massnahme zum Unterhalt des Waldes nach dem Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen
3425/565.006 3425/575.006 3425/670.006	400 000	Massnahme zur Strukturhilfe für die Landwirtschaft
3425/365.019 3425/380.002 3425/480.002 3425/562.009 3425/565.002 3425/565.006	1 500 000	Massnahme zur Revitalisierung der Alpwirtschaft

CHAPITRE III

Dispositions relatives aux dépenses nouvelles

SECTION I

Insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation

Art. 3

Les entreprises créant un ou plusieurs nouveaux emplois pour des jeunes ayant achevé leur formation professionnelle ou leurs études depuis moins de douze mois peuvent bénéficier d'allocations cantonales d'initiation au travail durant une période de six mois.

Art. 4

L'octroi de l'allocation est limité aux contrats de travail portant sur une durée minimale d'une année et dont le début intervient après le 1^{er} juillet et avant le 31 décembre 2009.

Art. 5

¹ Les allocations d'initiation au travail s'élèvent à un maximum de 1000 francs par mois et par contrat.

² Ces allocations sont financées par le Fonds cantonal de l'emploi, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 800 000 francs.

3. KAPITEL

Neue Ausgaben

ABSCHNITT 1

Berufliche Eingliederung für Jugendliche mit einer abgeschlossenen Ausbildung

Art. 3

Betriebe, die einen oder mehrere Arbeitsplätze für Jugendliche schaffen, die ihre Ausbildung seit weniger als zwölf Monaten abgeschlossen haben, können während sechs Monaten kantonale Einarbeitungszuschüsse erhalten.

Art. 4

Die Zuschüsse werden nur gewährt, wenn der Arbeitsvertrag über mindestens ein Jahr läuft und zwischen dem 1. Juli 2009 und dem 31. Dezember 2009 beginnt.

Art. 5

¹ Die Einarbeitungszuschüsse betragen maximal 1000 Franken pro Monat und pro Vertrag.

² Diese Zuschüsse werden bis zu einem jährlichen Gesamtbetrag von 800 000 Franken durch den kantonalen Beschäftigungsfonds übernommen.

Art. 6

Le Conseil d'Etat édicte un règlement concernant les conditions et les modalités d'octroi de ces allocations.

SECTION 2

Assurance pour perte de gain pour demandeurs et demandeuses d'emploi

Art. 7

Les demandeurs et demandeuses d'emploi ayant droit au versement d'indemnités de l'assurance-chômage ou d'un salaire dans le cadre des mesures de réinsertion professionnelle peuvent requérir le subventionnement partiel des primes consenties pour une assurance pour perte de gain conclue à titre privé en vue de couvrir le risque de maladie.

Art. 8

Peuvent bénéficier de subventions au paiement des primes d'assurance pour perte de gain en cas de maladie les personnes:

- a) qui ont 45 ans révolus ou plus;
- b) dont le revenu et la fortune n'excèdent pas des seuils déterminés;
- c) qui sont domiciliées dans le canton de Fribourg;
- d) qui ont contracté une assurance pour perte de gain en cas de maladie, dont le montant assuré atteint au minimum 50 % du gain assuré au sens de la LACI ou du salaire versé dans le cadre des mesures de réinsertion professionnelle.

Art. 9

¹ Le subventionnement des primes est couvert, jusqu'au mois de juillet 2011 au plus tard, par un montant maximal de 300 000 francs, dont 250 000 francs sont prélevés sur le fonds de relance et 50 000 francs sur le budget ordinaire du Service public de l'emploi.

² Si une autre disposition légale prévoyant un subventionnement comparable est adoptée dans l'intervalle, la mesure prend fin.

Art. 10

Le Conseil d'Etat édicte un règlement concernant les conditions et les modalités d'octroi de ces subventions.

Art. 6

Der Staatsrat regelt die Bedingungen und das Verfahren für die Zuschussgewährung.

ABSCHNITT 2

Erwerbsausfallversicherung für Stellensuchende

Art. 7

Stellensuchende Personen, die einen Anspruch auf Arbeitslosengelder haben oder im Rahmen einer beruflichen Eingliederungsmassnahme einen Lohn beziehen, können einen Beitrag an die Prämien einer privaten Versicherung gegen Erwerbsausfall bei Krankheit beantragen.

Art. 8

Anspruch auf einen Beitrag an die Prämien einer Versicherung gegen Erwerbsausfall bei Krankheit haben Personen:

- a) die mindestens 45 Jahre alt sind;
- b) deren Einkommen und Vermögen die festgelegten Grenzwerte nicht überschreiten;
- c) die im Kanton Freiburg wohnhaft sind;
- d) die eine Versicherung für Erwerbsausfall bei Krankheit abgeschlossen haben, wobei der versicherte Betrag mindestens 50% des versicherten Verdienstes nach AVIG oder des Lohns im Rahmen einer beruflichen Eingliederungsmassnahme beträgt.

Art. 9

¹ Die Beiträge an die Prämien werden spätestens bis im Juli 2011 durch Mittel in der Höhe von maximal 300 000 Franken übernommen, davon werden 250 000 Franken aus dem Konjunkturfonds und 50 000 Franken aus dem ordentlichen Budget des Amts für den Arbeitsmarkt bezogen.

² Diese Massnahme wird aufgehoben, wenn in der Zwischenzeit eine andere gesetzliche Bestimmung über einen vergleichbaren Beitrag angenommen wird.

Art. 10

Der Staatsrat regelt die Bedingungen und das Verfahren für die Beitragsgewährung.

SECTION 3

Formation continue dans les entreprises en réduction de l'horaire de travail au sens de la loi fédérale sur l'assurance-chômage (prestations RHT)

Art. 11

Les entreprises qui ont bénéficié des prestations RHT pour une durée minimale de trois mois dès le 1^{er} janvier 2009 peuvent requérir la prise en charge partielle ou totale des frais de la formation accordée à leurs collaborateurs et collaboratrices pendant les heures perdues, dans la mesure où les prestations RHT sont reconduites pour une durée de trois mois au moins.

Art. 12

Par formations prises en charge, on entend:

- a) les formations individuelles, dont les frais ne sont pris en charge que pour les collaborateurs et collaboratrices pouvant justifier d'au moins une année d'ancienneté dans l'entreprise;
- b) les formations collectives organisées au sein de l'entreprise ou dans une structure de formation particulière, qui sont ouvertes à l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de celle-ci.

Art. 13

¹ Les frais de formation pris en charge se limitent à un montant maximal de 1500 francs par collaborateur ou collaboratrice et ne peuvent être octroyés qu'une fois.

² Ils sont financés jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 3 500 000 francs et au plus tard jusqu'en 2013.

Art. 14

Le Conseil d'Etat édicte un règlement concernant les conditions et les modalités d'octroi de ces allocations.

ABSCHNITT 3

Weiterbildung in Betrieben mit Kurzarbeit nach dem Arbeitslosenversicherungsgesetz (Kurzarbeitsentschädigung KAE)

Art. 11

Betriebe, die ab dem 1. Januar 2009 während mindestens drei Monaten KAE bezogen haben, können beantragen, dass die Kosten einer Weiterbildung für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter während des Arbeitsausfalls ganz oder teilweise übernommen werden, wenn die Kurzarbeit um mindestens drei weitere Monate verlängert wird.

Art. 12

Für folgende Weiterbildungsangebote werden die Kosten übernommen:

- a) individuelle Kurse, sofern die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter mindestens ein Dienstjahr im Betrieb nachweisen kann;
- b) kollektive Kurse, die im Betrieb selber oder in einer Bildungsstruktur angeboten werden und die für alle Mitarbeitenden des Betriebs offenstehen.

Art. 13

¹ Die Kostenübernahme der Weiterbildung beträgt höchstens 1500 Franken je Mitarbeiterin oder Mitarbeiter und wird nur einmal gewährt.

² Sie beträgt insgesamt höchstens 3 500 000 Franken und kann bis spätestens im Jahr 2013 gewährt werden.

Art. 14

Der Staatsrat regelt die Bedingungen und das Verfahren für die Gewährung dieser Beiträge.

SECTION 4

Structure de «Seed Capital»

Art. 15

¹ L'Etat de Fribourg met sur pied une structure à laquelle il contribue par un versement unique de 2 millions de francs, ayant pour but le financement partiel d'entreprises ou de futures entreprises orientées vers les domaines scientifique, technologique et à haute valeur ajoutée.

² Ce financement se fait sous la forme d'un «Seed capital», soit sous la forme de participations directes et/ou de prêts sans intérêt d'un montant maximal de 200 000 francs.

Art. 16

¹ Le Conseil d'Etat édicte un règlement concernant les conditions et les modalités d'octroi de ces prêts.

² Un inventaire permanent des entreprises se rapportant aux activités financées par la structure est tenu à jour et fait l'objet d'un rapport annuel au Conseil d'Etat.

SECTION 5

Fonds de soutien à l'innovation

Art. 17

¹ L'Etat met à la disposition des hautes écoles fribourgeoises un fonds dont le capital et les revenus permettent d'encourager l'innovation technologique et scientifique, notamment par un soutien au transfert technologique et à la protection de la propriété intellectuelle ainsi que par un appui au lancement de projets innovateurs auprès des institutions fédérales compétentes.

² Ce fonds est alimenté:

- a) par un versement unique de 3 millions de francs;
- b) par une partie du produit de l'activité des hautes écoles dans les domaines mentionnés à l'alinéa 1;
- c) par des dons, legs et autres contributions semblables.

ABSCHNITT 4

Struktur für das «Seed Capital»

Art. 15

¹ Der Staat Freiburg schafft eine Struktur, an der er sich mit einem einmaligen Beitrag von 2 Millionen Franken beteiligt. Der Zweck dieser Struktur besteht darin, Unternehmen oder zukünftige Unternehmen in wissenschaftlichen oder technologischen Bereichen mit hoher Wertschöpfung finanziell zu unterstützen.

² Diese Finanzhilfe wird als «Seed Capital» eingerichtet, also in Form von direkten Beteiligungen oder zinslosen Darlehen von höchstens 200 000 Franken.

Art. 16

¹ Der Staatsrat regelt die Bedingungen und das Verfahren für die Gewährung dieser Finanzhilfe.

² Über die Aktivitäten dieser Struktur und die von ihr finanzierten Unternehmen wird ein ständiges, regelmässig aufdatiertes Unternehmensinventar geführt; dem Staatsrat wird jährlich darüber berichtet.

ABSCHNITT 5

Innovationsfonds

Art. 17

¹ Der Staat richtet für die Freiburger Hochschulen einen Fonds ein, dessen Kapital und Erträge es ermöglichen, technologische und wissenschaftliche Innovationen zu fördern, indem namentlich der Wissenstransfer und der Schutz des geistigen Eigentums unterstützt und die Lancierung von innovativen Projekten bei den zuständigen Institutionen des Bundes gefördert werden.

² Der Fonds wird finanziert durch:

- a) einen einmaligen Beitrag von 3 Millionen Franken;
- b) einen Teil des Ertrags aus den Aktivitäten der Hochschulen in den Bereichen nach Absatz 1;
- c) Spenden, Vermächtnisse und andere Mittel.

Art. 18

¹ Le Conseil d'Etat édicte un règlement concernant la gestion, les modalités de la collaboration des hautes écoles avec les entreprises fribourgeoises et les conditions d'utilisation du Fonds.

² Un inventaire permanent des projets se rapportant aux activités financées par le Fonds est tenu à jour et fait l'objet d'un rapport annuel au Conseil d'Etat.

SECTION 6

Dispositions générales relatives aux dépenses nouvelles (art. 3 à 18)

Art. 19

¹ Des crédits d'engagement pour un montant total de 8 750 000 francs sont ouverts auprès de l'Administration des finances pour le financement des mesures du plan de soutien à l'économie. Ces crédits constituent des dépenses nouvelles au sens de la loi sur les finances de l'Etat.

² Une partie de ces crédits sera allouée en complément du budget 2009 de l'Etat de Fribourg arrêté par le Grand Conseil.

³ Ces crédits sont alloués selon la répartition suivante:

Centres de charges	Crédits Fr.	Justification
3510/319.007	250 000	Mesure relative au subventionnement de l'assurance pour perte de gain des demandeurs et demandeuses d'emploi. Ce crédit est complété par un montant de 50 000 francs à prélever sur le budget ordinaire 2009 du Service public de l'emploi
3510/319.007	3 500 000	Mesure relative à la prise en charge de la formation continue pour les entreprises en RHT
3505/position à déterminer	2 000 000	Mesure relative au financement d'une structure de «Seed Capital»
3505/position à déterminer	3 000 000	Mesure relative au financement d'un fonds de soutien à l'innovation dans le canton de Fribourg

Art. 18

¹ Der Staatsrat erlässt ein Reglement über die Verwaltung, die Modalitäten der Zusammenarbeit zwischen den Hochschulen und den Freiburger Betrieben sowie die Verwendungsbedingungen des Fonds.

² Über die Aktivitäten im Zusammenhang mit den von diesem Fonds finanzierten Projekten wird ein ständiges, regelmässig aufdatiertes Inventar geführt; dem Staatsrat wird jährlich darüber berichtet.

ABSCHNITT 6

Neue Ausgaben (Art. 3–18)

Art. 19

¹ Bei der Finanzverwaltung des Kantons werden Verpflichtungskredite von insgesamt 8 750 000 Franken für die Finanzierung des Plans zur Stützung der Wirtschaft eröffnet. Diese Kredite sind neue Ausgaben im Sinne des Gesetzes über den Finanzaushalt.

² Ein Teil der Kredite wird in Ergänzung zu dem vom Grossen Rat beschlossenen Staatsvorschlag 2009 bewilligt.

³ Die Kredite werden wie folgt gewährt:

Kostenstelle	Kredit Fr.	Nachweis
3510/319.007	250 000	Massnahme zur Subventionierung der Erwerbsausfallversicherung von Stellensuchenden. Dieser Kredit wird durch einen Betrag von 50 000 Franken aus dem ordentlichen Budget 2009 des Amts für den Arbeitsmarkt ergänzt
3510/319.007	3 500 000	Massnahme zur Übernahme von Weiterbildungskosten bei Unternehmen mit KA
3505/Position noch festzulegen	2 000 000	Massnahme zur Finanzierung einer Struktur für «Seed Capital»
3505/Position noch festzulegen	3 000 000	Massnahme zur Finanzierung eines Innovationsfonds im Kanton Freiburg

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Art. 20

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret dont les effets prennent fin le 31 décembre 2013.

² Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

4. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 20

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Dekrets fest, das bis 31. Dezember 2013 gilt.

² Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.